

1 et 2 novembre 2016 revue thématique DD	3
1 et 2 novembre 2016 revue de presse	6
2 novembre 2016 rubrique nécrologique	8
3 novembre 2016 revue de presse	9
3 novembre 2016 revue thématique DD	11
4 novembre 2016 revue de presse	13
4 novembre 2016 revue thématique DD	15
5 au 8 novembre 2016 revue de presse	18
5 au 8 novembre 2016 rubrique nécrologique	22
5 au 8 novembre 2016 revue thématique DD	23
9 novembre 2016 revue de presse	25
10 au 14 novembre 2016 revue de presse	30
15 novembre 2016 revue de presse	35
15 novembre revue thématique DD	36
16 novembre 2016 revue thématique DD	38
16 novembre 2016 revue de presse	40
17 novembre 2016 revue de presse	43
17 novembre 2016 revue thématique DD	46
18 novembre 2016 revue de presse	47
18 novembre 2016 revue thématique DD	55
19 au 21 novembre 2016 revue de presse	58
19 au 21 novembre 2016 revue thématique DD	62
22 novembre 2016 revue de presse	64
22 novembre 2016 revue thématique DD	69
23 novembre 2016 revue thématique DD	70
23 novembre 2016 revue de presse	71
24 novembre 2016 revue de presse	78
24 novembre 2016 revue thématique DD	79
24 novembre 2016 rubrique nécrologique	85
25 au 28 novembre 2016 revue de presse	86
25 au 28 novembre 2016 revue thématique DD	89
28 novembre 2016 rubrique nécrologique	91
29 novembre 2016 revue de presse	92

29 novembre 2016	revue thématique DD	_____	96
30 novembre 2016	revue thématique DD	_____	97
30 novembre 2016	revue de presse	_____	103

LA DÉPÊCHE

DU MIDI

Nord-Est

environnement

01 NOV. 2016

À Toulouse, les abeilles prospèrent plus en centre-ville qu'à la campagne

l'essentiel

Quasiment invisibles en ville, les abeilles y trouvent pourtant un milieu plus favorable qu'à la campagne. De nombreuses ruches sont présentes à Toulouse, souvent à l'insu des habitants.

C'est un bourdonnement familier que l'on peut entendre dans le quartier Bonnefoy. Des centaines d'abeilles s'affairent à protéger l'entrée de leur ruche d'une nuée de frelons asiatiques. Sébastien leur fait face, une raquette de tennis à la main, exerçant son coup droit sur ce fléau qui décime nos petites travailleuses. La scène serait presque banale si elle se passait à la campagne mais elle se déroule bien en centre-ville de Toulouse. « D'ici quinze jours il n'y en aura malheureusement plus, explique Sébastien, je les emmène dans l'Aude à cause du frelon asiatique. Il décime mes abeilles. »

Sur la place des abeilles en ville, Sébastien casse les préjugés : « La ville est un endroit très confortable pour les abeilles, elles sont mieux ici qu'à la campagne. Prenez le Lauragais, il n'y a que des monocultures, des pesticides et plus de haies. Ici c'est riche et diversifié : il y a des arbres fruitiers, des petits jardins fleuris et les villes passent en zéro phyto. Tout pour nourrir les abeilles. » Sans déranger les voisins ? « Cela fait quatre ans que mes ruches sont installées chez mes parents, je n'ai jamais eu aucuns soucis avec mes voisins, ils sont même plutôt curieux et viennent me poser des questions, cela permet d'échanger. Mon père passe la tondeuse devant et ne s'est jamais



Sébastien et ses ruches de ville. / Photo DDM, Michel Labonne.

fait piquer. » En plus d'une déclaration d'un rucher au ministère de l'agriculture, l'apiculteur doit disposer d'une séparation de deux mètres entre la ruche et le voisinage ou la rue.

Augmentation de 30 % des plantations

Maillage essentiel dans la biodiversité, les abeilles font leur travail et elles le font bien. « On constate une augmentation de 30 % des plantations autour des ruches », se félicite Sébastien. Sachant qu'une abeille peut voler jusqu'à 3 km, leur pouvoir d'action est très étendu. Sans parler

du miel qu'elles produisent, en moyenne 20 kg par ruche.

Des dizaines de ruches dans Toulouse

De quoi donner des idées. S'il est difficile de chiffrer le nombre de particuliers qui possèdent des ruches, de nombreuses entreprises se dotent de ruches. Ainsi, le Syndicat apiculteurs Midi-Pyrénées a installé il y a quatre ans, quatre ruches sur le toit d'Orange à Saint Michel. « On a récolté 140 kg de miel, bien plus qu'en ville, souligne François Charreix, bénévole au syndicat, le miel est vendu aux salariés au

profit d'associations. » Il en va de même pour l'Hôtel d'Assézat qui possède trois ruches.

La société toulousaine Biocenys en a même fait l'une de ses spécialités et a installé plus de 50 ruches sur les terrains de la CAF, la TBS, Habitat Toulouse, Veolia et bien d'autres. La municipalité possède elle aussi 10 ruches installées exclusivement au parc de la Maourine. « On ne les voit pas mais les abeilles n'ont jamais été aussi présentes à Toulouse », se réjouit Emmanuelle Parache, fondatrice de Biocenys. Alors la prochaine fois que vous vous prélassiez dans un jardin, pensez que les abeilles travaillent au-dessus de vos têtes.

Louis Rayssac

grand toulouse

01 NOV. 2016

LA TOUSSAINT : GARE AU MOUSTIQUE TIGRE

Qui dit La Toussaint dit Chrysanthèmes, compositions florales imposantes et... arrosage abondant.



Seulement voilà, l'eau qui s'accumule dans les pots et les coupelles est non seulement bonne pour la survie de la plante, mais aussi pour celle... des moustiques.

À cette occasion, l'EID Méditerranée, qui est chargée par le département du suivi de l'évolution du moustique tigre, lance un petit avertissement.

« Souvent, l'eau inonde la coupelle placée sous le pot de fleurs : c'est la situation qu'adorent les femelles du moustique tigre pour pondre leurs œufs, avec de solides chances de les voir éclore, même si la période d'hivernation a débuté », précise l'organisme.

Mais pas de panique, il existe une parade pour fleurir les tombes sans voir fleurir les moustiques. « Il suffit de garnir de sable les coupelles. Au contact de l'eau celui-ci fournira l'humidité nécessaire à la survie de la plante et l'absence d'eau claire annihilera tous les espoirs de ces satanés tigres », assure l'EID Méditerranée.

Bordeaux

02 NOV. 2016

Deux Châteaux mis en examen pour épandage près d'une école

l'essentiel ▼

En mai 2014, une vingtaine d'enfants et une enseignante d'une école primaire avaient été pris de malaises et de nausées à la suite d'un épandage. La justice demande des comptes.

Deux châteaux viticoles du Bordelais ont été mis en examen récemment pour des épandages dans une commune du nord-Gironde, qui avaient provoqué en 2014 des malaises et nausées dans une école proche. Les domaines d'appellation Côtes de Bourg, Château Escalette et Château Castel La Rose, ont été mis en examen le 17 octobre pour « usage inapproprié de produits phytopharmaceutiques », dans le cadre d'une information judiciaire ouverte fin 2015 par le Parquet de Libourne.

En mai 2014, une vingtaine d'enfants et une enseignante d'une école primaire de Villeneuve-de-Blaye avaient été pris de malaises, ou s'étaient plaints de picotements aux yeux, de maux de gorges, à la suite de l'épandage de fongicides sur des vignes proches. Ils avaient été confinés dans les locaux sco-



Les épandages se faisaient trop près d'une école. / illustration DDM

lares et l'Agence régionale de santé avait été alertée.

Trop de vent ce jour-là

Une enquête administrative avait établi que les produits utilisés ce jour-là étaient autorisés, régulièrement utilisés en viticulture, mais suggérait que l'épandage « à proximité de l'école s'est déroulé dans des conditions inappropriées sans qu'aient été prises toutes les précautions pour le voisinage ». Deux domaines, l'un certifié bio, l'autre conventionnel, avaient traité ce

jour-là sur leurs parcelles.

Après avoir initialement classé l'affaire sans suite, la justice avait ouvert une information judiciaire contre X., après plainte d'une fédération d'associations de défense de l'environnement du Sud-Ouest, la Sepanso, qui s'est constituée partie civile, suivie par l'association Génération Futures, qui lutte contre le recours aux pesticides dans l'agriculture et plus particulièrement dans la viticulture.

De source proche du dossier, on souligne que le contexte du vent

UN ARRÊTÉ EN PRÉPARATION

Le 27 octobre dernier, le Premier ministre, Manuel Valls, avait indiqué que le futur arrêté en préparation réglementant l'usage de pesticides sera « pour l'essentiel » celui de 2006 qui avait été retoqué sur la forme par le Conseil d'État. La nouvelle version prévoit des portes ouvertes à des précautions nouvelles, liées à la technologie, aux pratiques.

et le dépassement ou pas de la surface – deux notions-clés dans l'usage de pesticides – sont au cœur du dossier, non la nocivité des produits. Car les deux utilisés – en « bio » comme en conventionnel – étaient bien autorisés, même s'ils comportent des mises en garde sur un risque de nocivité. « On ne poursuit pas la viticulture, on poursuit ses excès », a souligné M^e François Ruffié, avocat de la Sepanso, pour qui il s'agit surtout d'un « conflit d'usage », de non-respect d'un Code rural « qui est d'ailleurs bien fait » s'agissant des pesticides.

Les conseils des Châteaux concernés n'étaient pas joignables hier matin.

SAINT-JEAN

Education

01 NOV. 2016

Réunion d'information sur la cantine

Lundi 7 novembre à 18h30
à l'Espace Palumbo, la mairie organise à l'intention des parents d'élèves une réunion d'information sur la cantine. La rencontre sera suivie d'une dégustation offerte par API, prestataire de la ville.

Entrée libre et gratuite. Toutefois, il est demandé de s'inscrire

auprès du Service Education **au plus tard le 3 novembre**, par mail à : education@mairie-saint-jean.fr,



Depuis la rentrée 2016, c'est API restauration, basée à St-Jean, qui fournit les cantines scolaires de la ville

ou par téléphone : 05 67 20 00 20.

FG31

Blues à la Villa Saint-Jean



Les concerts du jeudi reprennent à la Villa St-Jean!

La Villa Saint-Jean (ancien bar le Saint-Jean, voir le Petit Journal du 21 octobre) renoue avec la tradition des concerts du premier jeudi du mois ! **Rendez-vous donc jeudi 3 novembre à**

20h pour une soirée blues. Restauration et ambiance garanties ! Adresse : 76 route d'Albi à Saint-Jean.

FG31

01 NOV. 2016

Liban

Gérard Bapt se félicite de l'élection de Michel Aoun

Dans un communiqué adressé à la presse, Gérard Bapt, député socialiste de la deuxième circonscription de la Haute-Garonne, se réjouit de l'élection à la Présidence de la République libanaise de Michel Aoun. Pour l'ancien Président du Groupe d'Amitié France-Liban et actuel Président du Groupe d'Amitié France-Syrie de l'Assemblée Nationale, cette élection qui met fin à 24 mois de vacance du pouvoir au pays du cèdre est une bonne nouvelle pour l'État Libanais en raison de la personnalité du vieux général âgé de 81 ans « C'est un nationaliste que je classe politiquement dans la sociale démocratie. Il a été le pôle de la résistance à la Syrie à la fin de la guerre et maintenant il va défendre l'intégrité des frontières. Je ne doute pas de la volonté du nationaliste sourcilieux Michel Aoun de garantir un État de droit et la souveraineté libanaise dans les drames qui affectent la région, à nouveau enjeu de conflits dont le Liban a su s'abstraire ces dernières années, tout en accueillant de très nombreux réfugiés. » Membre de la communauté Chrétienne libanaise, mais allié avec le Hezbollah chiite au sein de son parti le Courant Patriotique Libre (CPL), Michel Aoun est selon Gérard Bapt et de nombreux observateurs « le passage obligé pour qu'il y ait enfin un nouveau président au Liban. Plus qu'un choix d'enthousiasme son élection est le résultat d'un



Gérard Bapt rencontrera en décembre le président Michel Aoun à Beyrouth. / Photo DDM, archives

compromis ».

Pour Gérard Bapt, ce président de compromis a toutefois les atouts en main pour engager les réformes susceptibles de sortir le pays de l'ornière politique

dans laquelle il est embourbé depuis la signature des accords de Taef qui ont mis fin à quinze ans de guerre civile en octobre 1989. Sans rompre avec le confessionnalisme qui reste la clé de voûte des institutions libanaises en organisant le partage du pouvoir entre les communautés, « j'espère qu'il va réformer le système électoral libanais qui s'organise autour de régions dominées par les communautés les plus puissantes et qui sont elles-mêmes habilitées à distribuer des places aux membres des autres communautés sur les listes électorales », explique l'ancien maire de Saint Jean.

Mais au-delà de la complexité de la politique libanaise, l'élection de Michel Aoun à la présidence du pays est pour Gérard Bapt une revanche sur l'histoire pour le vieux général maronite qui à la tête de ses troupes a défendu seul le palais présidentiel de Baabda face à l'armée syrienne avant d'être exilé en France. « Michel Aoun qui a été chassé de Baabda par l'armée syrienne alors alliée du Hezbollah chiite y revient avec le Hezbollah. Mais aujourd'hui, si le Hezbollah reste l'allié du pouvoir syrien, la Syrie est hors jeu au Liban depuis qu'elle a cessé d'occuper le pays à la suite de l'assassinat du premier ministre Rafic Hariri en février 2005. »

B.dv.

LA DÉPÊCHE

DU MIDI

Nord-Est

02 NOV. 2016

**SAINT-JEAN
FABREZAN (11)**

M. Jean-François DELPECH,
son fils et sa compagne Sidonie ;
Robin, son petit-fils ;
Mme Marie-Hélène OSTRIC,
sa sœur,
parents et amis
ont la tristesse de vous faire part
du décès de

**Madame
Marie-Christine DELPECH**

survenu à l'âge de 73 ans.
La cérémonie religieuse sera
célébrée le vendredi
4 novembre 2016, en l'église de
Saint-Jean, à 10 h 30, suivie
d'une crémation au crémato-
rium d'Albi, à 14 heures.

Le présent avis tient lieu de
faire-part et de remerciements.

S'informer : PF Saint-Jeannaises
Saint-Jean - Balma, tél. 05.61.35.04.05

03 NOV. 2016

SAINT-JEAN

Semaine du goût : les petits aux fourneaux à la Pitchounelle

« Pâtisseries et autres traiteurs n'ont qu'à bien se tenir, la relève est décidément assurée », lâche Marie-Françoise Capel, directrice du multi-accueil La Pitchounelle. À l'occasion de la Semaine du goût, encore une fois appréciée et parfaitement réussie, tous les enfants de la crèche se sont prêtés avec beaucoup de plaisir à la découverte de nouvelles saveurs et pour les plus grands à la fabrication de petits plats divers qui ont régalé leurs papilles. Le point d'orgue fut la fabrication de pâtisseries et autres mignardises qu'ils ont savourées pour



Un délicieux dessert aux pommes est en passe d'être terminé. / Photo 1 DDM

e goûter de l'après-midi. Quel régal et quel étonnement devant ce qu'ils avaient réalisé. Ils étaient tellement fiers qu'en fin de la semaine, ils ont convié les parents à une dégustation surprise de ce qu'ils avaient appris à cuisiner avec talent. « Bravo à eux et merci aux professionnelles qui n'ont ménagé ni leur temps ni leur imagination pour que cette aventure soit une réussite et pour que les petits cuistots et gastronomes en culottes courtes en gardent un merveilleux souvenir » a ajouté Marie-Françoise Capel.

03 NOV. 2016

CIRCULATION

Péage de l'Union : la réponse de l'État

Le péage de l'Union ne sera pas supprimé de sitôt. Du moins, l'État ne renégociera pas sa concession avec Vinci Autoroutes. Telle est la réponse adressée au maire de Toulouse, Jean-Luc Moudenc, par le secrétaire d'État Alain Vidalies, dans un courrier daté du



© MAIRIE DE L'UNION

12 octobre. Le 18 février dernier, le conseil de Toulouse Métropole avait ainsi émis un vœu appelant l'État à renégocier cette concession « *en faveur de la suppression du péage* ».

Contesté par les usagers et une dizaine de maires (*notre photo*), il est considéré comme le plus cher de France : pour 1,2 kilomètre, les automobilistes doivent déboursier la somme de... 50 centimes d'euro ! « *Au-delà de l'Union, ce péage localisé sur le périmètre de Toulouse Métropole pénalise tout un secteur de notre territoire qui regroupe environ 42 000 habitants* », écrivaient les élus dans leur vœu.

À la charge des collectivités locales

Pour le secrétaire d'État aux Transports, l'État n'a pas de rôle à jouer dans ce dossier, les liens contractuels le liant avec les Autoroutes du Sud de la France (ASF) prévoyant l'application d'un péage pour l'utilisation de ces trois kilomètres. « *La gratuité de ce tronçon ne pourrait donc être obtenue qu'en procédant au rachat des recettes de péage (estimé de 80 à 100 millions d'euros, ndlr) restant à percevoir par le concessionnaire pour l'ensemble des usagers payant actuellement pour emprunter ce tronçon, jusqu'à la fin de la concession fixée au 30 avril 2036* », écrit Alain Vidalies.

Et de conclure : « *S'il n'est pas opposé à ce principe, l'État n'intervient pas dans ce type d'opération dont le coût serait intégralement à la charge des collectivités locales et des éventuels acteurs économiques intéressés* ». À bon entendeur...

M. R.

03 NOV. 2016

À LA CARTOUCHERIE

Bientôt une construction en bois de dix étages

La ville de Toulouse fait partie des lauréats d'un concours.

L'association pour le développement des immeubles à vivre bois ADIVbois a dévoilé les lauréats de son Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) lancé le 7 juin dernier. La ville de Toulouse fait partie des 24 sites choisis pour la construction d'un immeuble à vivre bois. L'emplacement choisi est celui de l'écoquartier de la Cartoucherie. « Nous sommes le seul site dans la région Occitanie à avoir été retenu lors de cet appel, précise Annette Laigneau, adjointe en charge de l'Urbanisme à la mairie de Toulouse. Nous lancerons les consultations afin que les promoteurs y répondent d'ici la fin de l'année ».

D'ici 2020

La future construction en bois devrait voir le jour d'ici 2020 et sera composée de dix étages. 13 000 m² sont à la disposition d'Oppidea, entreprise publique locale d'aménagement de Toulouse Métropole, pour mener à bien ce projet dans l'écoquartier de la Cartoucherie. « Nous avons pensé à la Cartoucherie car les constructions en bois ne créent pas de nuisances. Des appartements devraient être livrés dans ce secteur entre-temps, nous confie l'adjointe, mais cela ne



Bientôt une tour en bois?

devrait pas poser de problème de bruit ».

Cet immeuble pourra comprendre des logements, des bureaux ou même des commerces au rez-de-chaussée. L'idée est donc que la structure primaire de l'édifice soit en bois. Il se peut par ailleurs que l'extérieur de l'immeuble soit d'un tout autre matériau. « Il existe déjà un savoir-faire pour les structures en bois des petites infrastructures. En ce qui concerne les tours de dix étages et plus, c'est un tout nouveau marché, cela change toutes les habitudes de construction »,

explique Patrick Molinié, animateur de la commission projet et territoire d'ADIVbois.

Le bois, un matériau d'avenir

L'association se propose donc d'apporter les solutions et le savoir-faire nécessaires afin que les acteurs se les approprient. De cette manière, les surcoûts liés à une première expérience (apprentissage, gestion des matériaux, etc.) sont réduits, ce qui permet aux entreprises de se lancer avec moins de crainte.

« Le bois représente plusieurs avantages. Il répond tout d'abord à des enjeux de réduction de carbone et il valorise les ressources locales, renchérit Patrick Molinié. En Occitanie, on pourra par exemple utiliser du bois en provenance des Pyrénées. Ce qui favorise également le développement économique ».

Vingt-quatre sites vont donc construire des immeubles en bois simultanément, un record mondial. Ces 24 projets sont répartis dans les villes suivantes : Angers, Gennevilliers, Grenoble, Le Havre, Le Mans, Lille, Ostwald, Saint-Étienne, Saint-Herblain, Annemasse, Bordeaux, Dijon, Orléans, Lingolsheim, Paris et Villeurbanne.

L. M.



TERRAIN

Le robot est dans le pré

ASSISTANCE. La start-up toulousaine Naïo Technologies développe des robots agricoles et viticoles pour accompagner les professionnels de la terre dans leur travail quotidien. Parmi leurs créations, Oz un engin capable de désherber des rangs de fruits et légumes automatiquement.

/// Par Marine Mugnier

Bip, bip, bip. Oz, les roues dans la terre, termine le désherbage d'une ligne de plantation, recule, se cale sur le prochain rang et commence à le biner. Pas d'agriculteur pour le conduire, ni d'humain pour le tracteur : grâce à un système de guidage laser et à une caméra en 3D, ce robot de l'entreprise Naïo Technologies peut travailler seul. Il sait reconnaître les obstacles et envoie un SMS à son propriétaire pour le prévenir quand il croise une anomalie. L'agriculteur le paramètre à l'aide d'un boîtier de configuration, placé sur le dessus de l'appareil : il y inscrit le nombre de rangées

dans lesquelles il faut enlever les mauvaises herbes, leurs dimensions, l'espace entre celles-ci et la nature des cultures. Une fois ce cahier des charges rempli, la machine peut évoluer toute seule sur le terrain et baisser ou remonter les outils de binage mécanique en fonction des besoins. Une solution écologique donc, car elle permet de lutter contre les plantes indésirables sans utiliser de pesticides. Elle est aussi plus efficace selon ses concepteurs : « Nous avons testé cet appareil dans le champ d'un semencier. Oz prend une heure pour désherber 1 000 m², là où un homme met neuf heures », explique fièrement Axel Banon, employé de l'entreprise. Tout en manipulant, le mini-joystick de la télécommande du robot, l'agronome ajoute : « L'objectif premier est de réduire la pénibilité de l'agriculteur, d'éviter qu'il courbe tout le

temps le dos. » Dans ce but, la machine peut aussi passer en mode "suivi de personne", c'est-à-dire qu'il s'adapte au pas du cultivateur, comme un chien suivrait son maître. Au fur et à mesure de la récolte, cela permet de déposer

« Oz prend une heure pour désherber 1 000 m², là où un homme met neuf heures »

des produits dans une cagette placée sur le dessus de l'engin, ou dans une remorque qu'il tracte. Ces fonctionnalités sont perpé-

tuellement remises à jour par l'équipe de Naïo : « Les nouvelles technologies n'ont pas de limite, nos robots doivent donc être évolutifs », lance le jeune homme. « Pour cela, le plus gros travail de nos commerciaux est le suivi des clients. » Une action qui permet de continuer de perfectionner Oz. Mais si l'appareil s'adapte aux besoins de l'homme, son acquéreur doit aussi se former pendant une journée pour apprendre à l'utiliser et pour se préparer à sa venue. « Cela peut être bouleversant pour un exploitant agricole d'accueillir une nouvelle technologie. Il y en a même qui préfèrent bannir totalement la robotique de leurs champs », raconte Axel Banon, lucide. Alain Gatti, producteur maraîcher à Saint-Jory a osé franchir le pas et a testé le robot désherbant sur son exploitation : « En tant qu'assistant récolte, il est

très bien. Mais je ne l'ai pas acheté car il ne correspond pas à mes besoins. » Effectivement, Oz n'a pas les moyens de biner dans les rangs, c'est-à-dire qu'il ne s'occupe que des mauvaises herbes qui se trouvent entre les rangées de culture et pas au plus près des fruits et légumes. « Ça reste un outil mécanique et donc trop agressif pour ce type de binage », décrit Axel Banon. Pour lui, il n'y a pas de solution miracle et il y a encore des endroits où il faut désherber à la main. Si la machine vient aujourd'hui en aide à une cinquantaine d'exploitants, elle ne peut pas tout faire. « C'est pour cela qu'il y aura toujours besoin d'agriculteurs dans les champs », conclut-il.

© Marine Mugnier

SAINT-JEAN

04 NOV. 2016

Mario Bartolossi, chevalier de la Légion d'Honneur

C'est dans les locaux du District de football que s'est déroulée la cérémonie au cours de laquelle Mario Bortolussi, ancien combattant de la guerre d'Algérie a reçu la croix de Chevalier dans l'Ordre national de la Légion d'Honneur. Cette cérémonie s'est déroulée en présence de Jean-Claude Couailles, président du district et Guy Darmanin, président national de la Fnaca, choisi comme parrain par Mario Bortolussi, la famille, les amis et invités, les représentants de la Fnaca du comité cantonal de l'Union et les Porte-drapeaux. Jean-Claude Couailles a rappelé que Mario Bortolussi était dirigeant au sein du district de-

puis 51 ans et lui rendait hommage pour son engagement et son dévouement. Il revenait à Guy Darmanin de faire l'éloge du récipiendaire et de porter à la connaissance de l'assemblée la justification de cette distinction. Mario Bortolussi avait obtenu dans son passé militaire, la médaille militaire et pour son courage et son sang froid exemplaire deux citations à l'ordre du régiment.

Mario Bortolussi était fils d'immigrés Italiens et qu'il avait obtenu le premier prix de Français au certificat d'études élémentaires et primaires en 1944 à l'école Abadie à Toulouse. Un remarquable exemple d'intégration.



Lors de la cérémonie de remise de médaille. / Photo DDM

Les qualités humaines reconnues par l'ensemble des personnes qui l'ont côtoyé tout au

long de sa vie, y compris des ouvriers qui se sont succédé dans son entreprise de carrossier.

Lecture musicale ce soir

Ce soir à 20 h 30, la bibliothèque propose une lecture musicale. Ce spectacle, « Comment la parole... (Histoires de lecteurs) », est l'aboutissement d'un projet original proposé par la bibliothèque municipale en partenariat avec la médiathèque départementale. Parallèlement, un atelier d'écriture a été organisé par la bibliothèque. Les dix participants ont réalisé de courts textes que vous pourrez découvrir au travers du travail d'un artiste calligraphe. La soirée se terminera par un temps convivial autour d'un verre.

Entrée libre. Réservation conseillée à la bibliothèque, 16 chemin du Bois-de-Saget. Tél. : 05 61 37 63 07.

déplacement

04 NOV. 2016

Péage: les élus préparent une contre-proposition

Sil a répondu du secrétaire d'Etat Alain Vidalies, donnée il y a une semaine aux maires du Nord-Est réclamant la suppression du péage les a, disent-ils, «surpris», elle ne les a visiblement pas découragés. Bien au contraire...

Les élus qui avaient effectué une levée de barrière, le 19 octobre, pour réclamer la suppression de ce péage qu'ils jugent être «un frein au développement économique de toute une zone», ont décidé de se lancer dans «un vrai combat». Il sera «correct» et «sans haine» mais «déterminé», assurent-ils par la voix du maire de L'Union, porte-parole du collectif. Marc Péré et treize autres maires de communes directement impactées, dont Balma, avec plus de 15 000 habitants, se sont donc mis au travail très sérieusement pour, confient-ils, «faire une



Les maires du Nord-Est préparent de nouveaux argumentaires pour supprimer le péage.

contre-proposition». «Nous ne sommes pas du tout d'accord avec les chiffres annoncés par le ministre. Nous allons donc lui prouver que les nôtres sont bons. Ce week-end, nous avons passé du temps à commencer à construire notre argumentaire.

Il sera précis et basé sur des chiffres réels...», a lâché Marc Péré, à la sortie d'une réunion. Le maire reste confiant, conscient aussi que la lutte n'est pas gagnée. Lui et les autres élus comptent beaucoup sur le soutien du préfet pour déblo-

quer cette situation. «Nous allons demander de le rencontrer, comme nous l'a conseillé le ministre, afin d'avancer concrètement...», ont annoncé les élus qui préparent la rédaction d'un courrier.

E.H

Capitole

1^{re} Foire au miel dimanche

04 NOV. 2016



Toute la journée sur la place du Capitole./DDM, illustration

Le Syndicat Apiculteurs Midi-Pyrénées organise avec le concours de la Ville de Toulouse la 1^{ère} Foire au miel de Toulouse, place du Capitole le dimanche 6 novembre 2016 de 9 heures à 18 heures. Si les amateurs de miel pourront déguster et acheter aux 30 apiculteurs professionnels présents les produits bruts (miel, propolis, gelée royale, cire...) et/ou transformés de leurs propres ruches (pain d'épices, hydromel), les apiculteurs en devenir auront aussi la possibilité de s'informer sur le matériel et la formation apicole. Des animations gratuites, ludiques et pédagogiques donneront la possibilité aux petits et aux grands de se familiariser avec l'abeille et le travail de l'apiculteur. Un stand sera réservé à l'élaboration par les enfants d'une fresque sur la vie des abeilles et le miel. Un apidarium permettra en toute sécurité, de voir intervenir un apiculteur sur une ruche.



Patrick Louis

LE DIABLE CARBURE AU DIESEL

D'un côté les bôbos qui pédalent électrique ou pilotent hybride dans le Marais parisien ou sur les ramblas des cités sudistes. De l'autre les ouvriers ou employés qui vont au boulot à bord de leur vieux break gorgé de mazout. La fracture s'élargit, le feu passe au vert pour les uns et stoppe les autres au rouge. Tout ça part sans doute d'un vert et bon sentiment mais sur le coup, ni les décrets magiques ni le réajustement des taxes ne pourront faire de miracle. Le débit des robinets jaunes de nos stations-service va ralentir mais ils ne risquent pas d'être coupés de sitôt.

Alors que BMW, un des fleurons de son industrie multiplie les prouesses dans cette technologie (le nouveau 6 cylindres en ligne de 460 ch et 760 Nm de couple de la 750 xdrive riche de quatre turbo-compresseurs relève plus de l'œuvre d'art que du simple moulin à combustion interne imaginé par ce cher Rudolf) le conseil fédéral allemand a voté la mort des moteurs diesel et... essence d'ici 2030. La Norvège, les Pays-Bas et l'Autriche avaient déjà pris cette décision un peu plus tôt.

Après tant d'années de sincères encouragements, d'aides en tout genre, nos constructeurs sont priés de revoir leur stratégie et vite. Europe Ecologie les Verts réclame aussi la disparition pure et simple de ce carburant en France (peut-être aussi la mort de l'automobile qui sait ?) mais une telle mesure ne manquerait pas de provoquer d'importants conflits sociaux. Dans un document de Force Ouvrière,

Christian Lafaye délégué syndical souligne « l'aberration économique mais aussi écologique » de cette chasse au diesel. Pour le seul groupe PSA, 18 000 emplois dépendent directement de ces motorisations, notamment sur le site lorrain de Trémery, plus gros producteur mondial. L'inquiétude monte aussi dans la région où les ouvriers de Bosch à Onet-le-Château s'interrogent sur les 17 M€ d'investissements prévus dans leur usine en 2017. Les défenseurs de ce carburant miracle devenu ennemi public numéro un (à Bruxelles un nouveau débat vient de s'engager sur les particules fines des blocs... essence) rappellent, au passage, qu'il offre toujours et malgré tout, 25 % de consommation et 15 % de rejets de CO₂ en moins.

L'amendement au projet de loi adopté en commission des finances de l'Assemblée prévoit que la déductibilité de TVA accordée à l'essence sera mise en place de façon dégressive à hauteur de 10 % l'an prochain, 20 % en 2018, 40 % en 2019, 60 % en 2020 et 80 % en 2021 pour ce qui concerne les voitures des flottes. Un calendrier étudie pour « accompagner » au mieux les dégâts.

Pour la première fois depuis 15 ans, les chiffres de ventes du mois d'octobre soulignent une victoire de l'essence sur le diesel. De 77 % en 2008, il devrait se contenter de 52 % sur 2016 tout en restant largement majoritaire (78,8 % au troisième trimestre contre 78,5 % au précédent) sur les véhicules d'entreprises qui pèsent tant à l'heure des comptes.

Diesel : la nouvelle donne

04 NOV. 2016

Les moteurs diesel n'ont plus la cote auprès des automobilistes français. Pris en tenaille entre les questions de santé publique et l'essor des véhicules électriques, ce carburant est en perte de vitesse. L'État vient par ailleurs de donner un coup de pouce aux moteurs essence.

clin du diesel ». Le renforcement des règles d'émission des voitures par les autorités européennes, le « dieselgate » déclenché par le groupe allemand Volkswagen et les doutes sur les constructeurs français (Renault...) font se détourner de plus en plus d'automobilistes français du carburant gasoil.

Une part de marché en chute libre

La mairie de Paris entend même éradiquer ce carburant de la capitale d'ici 2020. Résultat : depuis trois ans, la part du diesel dans le parc automobile français dévisse. Sa part de marché qui culminait à 72 % en 2013 (contre 55 % en Europe) est tombée à 57 % en 2015 et devrait atteindre 50 % en cette fin d'année. Chez les seuls particuliers, la tendance est encore plus forte puisque seulement 38 % des ventes concernent des diesels, les flottes d'entreprise continuant à rouler majoritairement au diesel. D'ici 2020, l'observatoire de l'automobile de Cetelem table même sur une part de marché du diesel aux alentours de 33 %. L'automobiliste qui est avant tout un consommateur voit un autre argument en faveur d'un moteur essence : ils sont moins chers à l'achat et à l'entretien que les diesels. Sur le marché de l'occasion, la décade des voitures roulant au gasoil commence à s'accroître alors que les moteurs essence voient leur cote remonter en flèche. Les constructeurs français relancent donc les investissements pour les moteurs essence et pour le véhicule électrique. Ainsi PSA va consacrer un milliard d'euros dans ses moteurs PureTech trois cylindres turbo essence. Un véritable tournant industriel.

Gil Bousquet

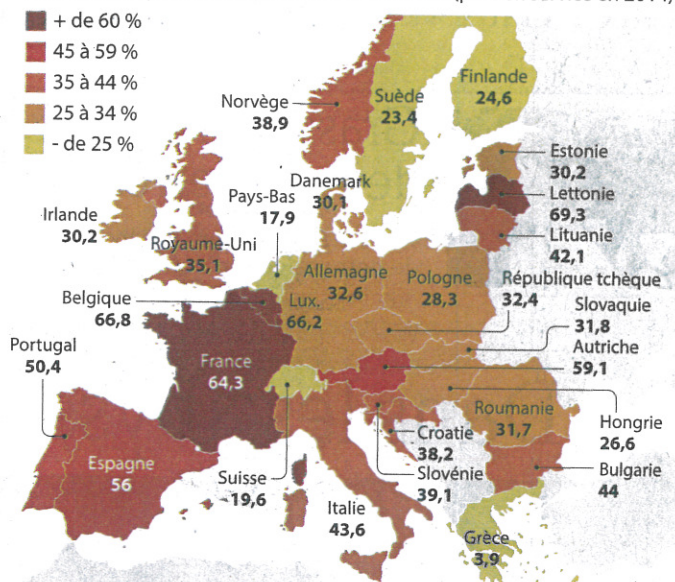
La France est en train de faire sa révolution automobile. Le dernier Salon de l'automobile à Paris a fait la part belle aux véhicules électriques mais a aussi révélé une tendance grandissante : dans l'avenir l'acte de posséder une voiture reculera au profit de l'usage. Covoiturage, autopartage, location, VTC... les modes dits alternatifs risquent bien de devenir la règle dans la décennie à venir. Le tout dans un contexte de véhicule plus propre. L'essor des véhicules hybrides et électriques ne fait que commencer et désormais les grands constructeurs généralistes notamment français appuient sur l'accélérateur car c'est aujourd'hui que se prendront les parts de marché de demain.

Dans ce contexte, le marché automobile français est déjà en pleine mutation. Jusqu'alors champion européen du diesel qui avait fait la gloire des dieselistes français, l'Hexagone a enclenché un revirement. Favorisée pendant des décennies notamment à travers une fiscalité à la pompe avantageuse, la part du gasoil ne cesse de reculer dans les ventes de voitures neuves depuis plusieurs mois. Le débat sur les particules fines et les oxydes d'azote, pointées du doigt par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), a fini par enclencher ce que certains experts qualifient « le dé-

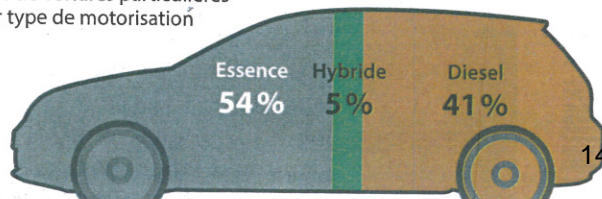
Très dieselisé, le parc auto français est en train de voir l'essence reprendre l'avantage.

Diesel : le taux d'équipement en Europe

% de voitures particulières à motorisation diesel (parc en service en 2014)



Parc de voitures particulières par type de motorisation



LA DÉPÊCHE

TOUTE L'INFO TOUT LE TEMPS, PARTOUT !

LE JOURNAL PAPIER

livré à domicile

L'OFFRE PREMIUM

Accès à toutes les éditions départementales du journal numérique dès 4h du matin

Tous les contenus de ladepeche.fr en illimité sur ordinateur, tablette, mobile

Le flash info vidéo quotidien dès 18h30

Et toujours des avantages du Club Abonnés...

DEVENEZ VOUS AUSSI UN LECTEUR PRIVILÉGIÉ !

Pour toute information contactez le 09 70 80 80 81 (Appel non surtaxé, coût d'un appel local) et par mail à depecheabos@ladepeche.fr. Découvrez toutes nos offres sur clubabonnes.ladepeche.fr

Dimanche, en exclusivité dans LA DÉPÊCHE

L'invité : Pierre Gagnaire, chef 3 étoiles, se met à table



Histoires : Aux Cammazes, le coup de génie de Vauban

Culture : Jacques Verdier signe un nouveau roman

Tendance : La start-up Bigoudy révolutionne la coiffure à domicile



et en plus, votre TV Mag et Femina



LES 3 DOSSIERS QUI VONT TOUT CHANGER

04 NOV. 2016

Les flottes d'entreprises



Les députés viennent de voter à une quasi-unanimité l'extension à l'essence de l'avantage fiscal accordé depuis des décennies au diesel pour les flottes de véhicules professionnels, avec une période de transition de cinq ans. En 2021, les entreprises pourront déduire 80 % de la TVA appliquée sur l'essence, comme c'est le cas actuellement pour le gazole, selon l'amendement voté au projet de budget 2017.

Cette disparité est à l'origine du fait que la quasi-totalité des véhicules de société, qui représente la moitié des ventes de voitures neuves en France, roule au diesel. La première étape de ce rééquilibrage fiscal entrera en vigueur en 2017, avec une déductibilité de 10 %, pour atteindre progressivement 80 % en 2021 pour les voitures particulières (et 100 % pour les véhicules utilitaires légers).

Les députés ont suivi les conclusions d'un rapport parlementaire qui préconisait cet alignement en cinq ans pour laisser le temps à l'industrie française, historiquement tournée vers le diesel, de s'adapter.

Bonus-malus : les règles se durcissent

Les amateurs des puissantes berlines allemandes ou des SUV vont en être pour leurs frais. Dès le 1^{er} janvier le régime du bonus-malus écologique pour l'achat de véhicules neufs va faire mal au portefeuille. Durci par la nouvelle loi de finance 2017, le seuil de déclenchement du malus tombe à

127 grammes de CO₂ par kilomètre contre 131 grammes jusqu'à présent. Ensuite, chaque gramme coûtera plus cher : le 128^e gramme coûtera 3 euros, le 129^e gramme vaudra 7 euros, le 130^e gramme vaudra 13 euros, etc.

Le bonus se durcit

Et la courbe du malus s'affole pour monter jusqu'à 300 euros de plus par gramme. Au-dessus de 190 grammes, on entre dans un barème véritablement punitif avec un malus qui atteint 10 000 euros. Ainsi pour les véhicules émettant 190 g/km de CO₂ : le malus bondit de 4 000 euros à 9 973 euros, soit une augmentation de 5 973 euros. Sont concernées les allemandes comme l'Audi A8 4.2 TDI Quattro Tiptronic 8, la BMW 335i xDrive Gran Turismo, Mercedes CLS 400 4MATIC et Mercedes E 300 4MATIC b7a7. Côté bonus, l'État réduit les avantages et durcit les conditions pour en bénéficier. Les voitures hybrides classiques ne seront désormais plus éligibles



Ségolène Royal.

Le malus rapportera plus à l'État que ne lui coûte le bonus écologique.

au coup de pouce public aujourd'hui fixé à 750 euros. L'État considère en effet que cette technologie désormais mature est bien lancée commercialement et n'a plus besoin d'incitation. Les aides vont donc se concentrer sur les voitures à motorisation hybride rechargeable qui rejettent entre 21 et 60 grammes de CO₂/km. L'aide financière se maintient à 1 000 euros. Un super bonus de 2 500 euros est toujours prévu si, en plus de l'achat d'un tel véhicule, l'automobiliste met à la casse un vieux modèle diesel âgé de plus de dix ans. S'il décide d'opter pour une voiture 100 % électrique, le bonus est raboté de 300 euros passant de 6 300 à 6 000 euros. En revanche, si cet achat est couplé avec la fin d'une vie d'un vieux diesel la prime de conversion bondit de 3 700 à 4 000 euros. Dans ce cas, le gain final pour l'acheteur demeure inchangé à 10 000 euros. Toutefois, une nouvelle limitation entre en vigueur à partir de janvier : la voiture électrique ne doit pas coûter plus de 40 000 euros, sans quoi l'acheteur ne pourra bénéficier d'aucun bonus. Exit donc le modèle américain Tesla Model S. Restent éligible la Nissan Leaf haut de gamme (37 700 euros) et la Volkswagen e-Golf qui s'affiche à 38 190 euros. Avec ces ajustements, l'État compte récupérer 124 millions d'euros supplémentaires.

Les bornes de recharge



Aujourd'hui, on dénombre un parc de 100 000 véhicules hybrides rechargeables ou électriques en France. Afin de doper les ventes de ces véhicules propres, l'État a mis en place un crédit d'impôt réservé aux particuliers pour les aider à installer une borne de recharge. Sont éligibles au crédit d'impôt pour la transition énergétique (CITE), les particuliers propriétaires, locataires ou occupants à titre gratuit d'une maison individuelle ou d'un immeuble collectif (copropriété). Ils percevront un crédit d'impôt couvrant 30 % des dépenses liées à l'achat et à l'installation d'une borne. L'aide maximale est de 8 000 € pour une personne seule ou 16 000 € pour un couple. Pour les entreprises, le programme ADVENIR finance à hauteur de 40 % l'achat et l'installation d'une borne (dans la limite de 1 860 euros). La station de charge doit bénéficier d'une signalisation des places dédiées et faire l'objet d'un contrat de maintenance d'une durée minimale de trois ans.

G.B.

LE COURANT PASSE DE MIEUX EN MIEUX

Dans le monde de l'automobile, le chemin de l'électricité est de plus en plus unineux malgré des infrastructures loin d'être idéales. Au cours de l'année 2011, 2 626 véhicules de ce type avaient été immatriculés en France. À la fin septembre, juste avant le Mondial de l'auto si riche en nouveautés dans la catégorie, on en comptait déjà 13 516 et le record de l'année dernière (17 240) va être largement battu. La petite Zoé de Renault roule toujours en tête et a grimpé jusqu'à 10 405 unités lors du précédent exercice. Proposée à 15 800 € bonus de 6 300 € déduit avec une location mensuelle des batteries à 49 €, elle a fait sensation à Paris avec la nouvelle génération dont les premiers exemplaires doivent être livrés en janvier. Dotée d'un pack de batteries de 41 kWh, Zoé II promet une autonomie de... 400 kilomètres. Son prix 17 300 € avec une location mensuelle de 69 €.



De haut en bas et de gauche à droite : la Renault Zoé 2 ; la BMW i3 ; la Nissan Leaf ; la Tesla 3. / Photo DRE

se présente sous le même visage mais accueille une nouvelle batterie de 30 kWh offrant 26 % d'autonomie supplémentaire ce qui lui permet de viser les 200 kilomètres en utilisation réelle. Le tarif a été fixé à 19 355 € (2 000 € de plus par rapport au modèle précédent). Nissan propose pour tous ses utilisateurs la charge gratuite à vie et a déjà installé

250 bornes de recharge rapide sur tout le territoire (Auchan, BIP, Cora, Ikea...). Au Mondial, BMW a présenté une nouvelle version de sa première voiture électrique la jolie i3. Vendue dans près de 50 pays la séduisante bavaroise compte déjà 37 000 exemplaires en circulation mais n'a pas décollé comme elle l'espérait dans l'Hexagone. Vendue 35 490 € ou 555 € par mois en location



longue durée, cette BM des villes est également disponible avec un prolongateur d'autonomie qui porte la distance de 150 à 300 kilomètres potentiels. La nouvelle batterie (33 kWh au lieu de 22) pourrait relancer la carrière de l'i3 qui peut désormais avec le prolongateur envisager les... 400 kilomètres.

L'e-ambition d'Opel avec son Ampera-e

Dans cette course si importante à la distance que l'on peut réellement parcourir avec une seule charge, Opel a affiché au salon une ambition inédite. Ampera-e se propose de vous conduire 500 kilomètres plus loin sans avoir à vous brancher grâce à une batterie de 60 kWh. Ce petit monospace de 4,17 m reprend les éléments de la Chevrolet Bolt et offre un côté pratique rare dans cette famille de véhicules. Les plus exigeants attendent impatiemment l'arrivée de la Tesla Model 3 qui annonce 345 km d'autonomie et un 0 à 100 km/h en 6", Kia Soul EV, Citroën C-Zéro, Peugeot Ion et Mitsubishi i-MiEV poursuivent leur route. La suite du siècle sera électrique, de plus en plus électrique mais pour le tout électrique, il faudra demander à nos arrière-petits-enfants...

P.L.

zoom



DEMAIN, L'HYDROGÈNE

Rouler à l'hydrogène, la région Occitanie s'y prépare. En effet, le conseil régional en partenariat avec EDF lance un corridor de 900 kilomètres entre l'Espagne, l'Andorre jusqu'à l'Aveyron afin de doter ces territoires d'un réseau d'une dizaine de stations à hydrogène. L'objectif est de déployer l'infrastructure d'ici 2017 entre Rodez en Aveyron et Saragosse en Aragon espagnol. C'est grâce aux fonds européens Interreg 2014-2020 que ce projet baptisé H2Plyr, bénéficiera de financements de l'Union Européenne à hauteur de 2,4 millions d'euros. Au total, six nouvelles stations de distribution d'hydrogène seront construites de deux côtés de la frontière : quatre en Espagne, (Saragosse, Huesca, Fraga Tarragone), une en Andorre et une à Pamiers en Ariège. À ce réseau paneuropéen s'ajoute également une station-service distribuant de l'hydrogène à Albi dans le Tarn alors qu'une autre doit ouvrir à Rodez d'ici 2017. Engie pourrait également en ouvrir trois supplémentaires dont une à Toulouse-Blagnac.

15.3

05 NOV. 2016

SAINT-JEAN

Vernissage avec Julius et Karl

Ce vendredi 4 novembre, c'est vernissage à la Mosaïque ! A partir de 18h 30, en présence de Mme Vézian, maire, et de M. Picard, président de la galerie, le peintre

Julius et le sculpteur **Karl Lefebvre** présenteront leurs œuvres. L'exposition se poursuivra jusqu'au 13 novembre. Entrée libre. Adresse de la galerie : centre

commercial Belbèze, rue Paul Riello à Saint-Jean. Tél : 05 61 09 07 70.

FG31

Commémoration du 11 novembre 1918



La cérémonie de 2015 avec les enfants de l'école du Centre

La commune de Saint-Jean célébrera l'Armistice de 1918 le **samedi 12 novembre**. Rendez-vous à 10h 45 devant

la mairie ; puis le cortège se rendra au Monument aux Morts pour le dépôt de gerbe. La cérémonie se ter-

minera autour d'un vin d'honneur.

FG31

LA DÉPÊCHE

DU MIDI

Nord-Est

SAINT-JEAN

05 NOV. 2016

Armistice du 11 novembre

Le maire et conseillère départementale Marie-Dominique Vézian, le député Gérard Bapt et le conseil municipal ont le plaisir de convier les Saint-Jeannais à la cérémonie commémorative de l'armistice du 11-

Novembre 1918. Elle se déroulera samedi 12 novembre, à 11 heures devant le monument aux Morts (rassemblement devant la mairie à 10 h 45). Cette manifestation sera suivie d'un vin d'honneur.

LA DÉPÊCHE

DU MIDI

Nord-Est

06 NOV. 2016

TURQUIE > Gérard Bapt

réagit. Dans un communiqué de presse le député Gérard Bapt « dénonce avec force la nouvelle attaque de l'État Turc et de son Président Erdogan, visant cette fois 11 députés du parti démocratique des peuples, représentants majoritaires des Kurdes ». Et l'élue de poursuivre : « Quatre autres parlementaires sont activement recherchés par les forces gouvernementales et des maires du même parti ont été placés en garde à vue. Il s'agit là d'une nouvelle étape visant à anéantir le peuple Kurde et ses représentants, en s'attaquant cette fois à des parlementaires parmi lesquels figurent les coprésidents du HDP. Il est désormais grand temps que les États Européens adoptent une position commune pour condamner la politique menée en Turquie et envisager des mesures de rétorsion diplomatiques et économiques. »

SAINT-JEAN

08 NOV. 2016

Ville et associations main dans la main



La rencontre a eu lieu à l'Espace Palumbo.

La ville de Saint-Jean a réuni les associations de son territoire pour lancer une démarche innovante de concertation, en vue de co-construire une véritable politique associative adaptée aux réalités de la commune. Cette expérimentation locale est menée en partenariat avec le Mouvement Associatif, fédération d'associations pour la région Occitanie, représentée mardi par son délégué régional, Michel Montagne. Le maire Marie-Dominique Vézian a insisté, s'adressant aux quelque 50 représentants associatifs : « Notre politique est am-

bitieuse. Nous souhaitons avec vous imaginer, innover, créer de nouvelles formules en direction des associations. En regroupant nos efforts, en mutualisant nos expériences, nos besoins, en partageant nos difficultés, nous pourrions sans doute ensemble trouver les solutions (souvent simples) les plus adaptées ». Michel Montagne a, quant à lui, insisté sur le rôle des associations « atout et acteur clé des territoires, employant 164 795 salariés en région Occitanie, soit 14 % de l'emploi privé ». Et d'ajouter à destination des représentants associatifs : « Le pé-

rimètre de proximité est celui de la confiance. C'est donc avec votre collectivité que vous trouverez les solutions les plus adaptées ».

Un comité de pilotage réunissant les élus de secteur, le président de l'Office municipal des Sports et placé sous la responsabilité de Chantal Arrault, adjointe déléguée à la Vie associative, validera chaque point d'étape. Après avoir créé en 2014 un service Vie associative, la ville entend bien en lien avec le Mouvement régional, poursuivre son action auprès des associations saint-jeannaises.

en bref

MARIO BORTOLUSSI > Erreur réparée. Une petite erreur s'est glissée dans le titre de l'article concernant l'ancien combattant de la guerre d'Algérie qui a reçu la croix de Chevalier dans l'Ordre national de la Légion d'honneur. Ce monsieur s'appelle Mario Bortolussi et non Bartolussi. Heureusement, le nom était bien orthographié dans l'article. Nos excuses tout de même pour ce couac involontaire.



Le médaillé.

LA DÉPÊCHE

DU MIDI

Nord-Est

TOULOUSE

Mme Florence PIQUEMAL,
sa mère ;
M. Gilbert DAMIN, son époux ;
ses fils et leurs épouses,
Walter et Isabelle DAMIN,
Christophe et Ouafae DAMIN ;
ses petits-enfants, Guillaume,
Roxane et Gauthier DAMIN
parents et amis
ont la tristesse de vous faire part
du décès de

Madame Danièle DAMIN

Chevalier de l'Ordre National
du Mérite

survenu le 6 novembre 2016, à
l'âge de 73 ans.
La cérémonie religieuse sera cé-
lébrée le mercredi 9 novembre
2016, à 10 h 30, en l'église Saint-
Caprais de Croix-Daurade à
Toulouse, suivie de l'inhumation
au cimetière de Muret.

La famille remercie par avance
toutes les personnes qui s'asso-
cieront à sa peine.

SAINT-JEAN

Mme Josiane BOLUDA, sa fille
et son époux Jean-Jacques ;
David, son petit-fils,
ses arrière-petits-enfants
ont la douleur de vous faire part
du décès de

Madame Andrée DOREL

survenu à l'âge de 95 ans.
Ses obsèques auront lieu le mer-
credi 9 novembre 2016, au cré-
matorium d'Albi, à 14 heures,
où l'on se réunira.

S'informer : PF Saint-Jeannaises
Saint-Jean - Balma, tél. 05.61.35.04.05

3^e ligne de métro

07 NOV. 2016



Le projet de 3^e ligne est utile mais ne répond pas aux besoins de mobilité à court terme selon les experts des Codev de l'agglomération. / Photo DDM archives.

Déplacements : il y a urgence

L'essentiel Les experts citoyens des 3 Codev de l'agglomération estiment qu'un plan d'urgence pour les transports est nécessaire en complément du projet de 3^e ligne de métro. Ils le détaillent dans leur contribution au débat public en cours.

Le débat public sur le projet de 3^e ligne de métro, ouvert jusqu'en fin d'année, s'enrichit chaque jour de nouvelles contributions. Les experts citoyens des trois Codev (conseils de développement) de Toulouse Métropole, du Sicoval et du Murétain, sollicités par la CNDP (commission nationale du débat public), vont rendre la leur à la mi-novembre. Nous avons pu en lire la version quasi définitive, les grandes lignes étant fixées dans ce texte qui doit encore être amendé ou complété ces jours-ci.

Les experts soulignent l'intérêt du projet de 3^e ligne, « porteur de la première offre de capacité pour tisser un fil concentrique majeur » dans « la toile des mobilités, robuste et durable » que les Codev appellent de leurs vœux pour l'agglomération. « La 3^e ligne de métro en constitue un « fil » majeur [...] nécessaire pour le moyen et le long terme, mais insuffisant à court terme » estiment les

rédacteurs. La 3^e ligne « ne répond pas aux attentes du court terme (et) ne répond que partiellement aux besoins de mobilités quotidiennes des habitants les plus éloignés », estiment ces experts citoyens selon qui un « plan d'urgence pour les mobilités » est indispensable.

Un défi « à relever à l'horizon 2020 » avec trois objectifs : « résorber la thrombose circulatoire en réduisant de 15 % en valeur absolue le nombre de voitures solo aux heures de pointe, dans tous les secteurs stratégiques de la grande agglomération ; augmenter la capacité d'accueil et l'attractivité des transports collectifs en faisant passer leur part dans les déplacements

domicile travail de 8 à 10 % en 5 ans et augmenter la part modale des piétons et cycles de 24 à 28 % à l'horizon 2020 ».

Les Codev suggèrent plusieurs pistes à explorer : covoiturage, vitesse maxi sur les axes structurants, chasse aux voitures ventouses dans les parcs relais Tisséo agrandis, charte de livraison et vélos partagés type Vélotoulouse étendus à la grande aggro, capacité doublée de la ligne B (prolongée jusqu'à l'INPT) et du tram (à fréquence augmentée), bus Linéo prioritaires et Vélotoulouse en banlieue...

Covoiturage, doublement de la ligne B prolongée jusqu'à l'INPT et du tram, bus Linéo prioritaires et Vélotoulouse en banlieue...

ritaires et en site propre dans les sites embouteillés, multiplication des zones 30 et réseau express vélo, etc.

Philippe Emery

MÉTRO AÉRIEN RISQUE DE COUPURE URBAINE

Le projet de 3^e ligne fait le choix, pour réduire le coût global, de ne réaliser que 60 % en tunnel, entre la Garonne à l'Ouest et la voie SNCF Toulouse-Castelnau-dary à l'Est. Un choix qui « pose questions aux deux extrémités du projet », selon les Codev qui estiment : « Entre Colomiers Gare et le passage de la Garonne (6 km), un métro au niveau du sol constituerait une coupure urbaine infranchissable pour les voitures et les deux roues et franchissable par les piétons uniquement au niveau des stations [...] Entre la voie ferrée et Labège-La Cadène gare (5 km), les conséquences seraient à peu près les mêmes, avec une difficulté particulière à traverser, sur toute sa longueur, de Labège-Innopolis. Et de s'interroger sur la faisabilité et le coût d'un viaduc ou d'une tranchée couverte.

repères

800

MILLIONS D'€ plan d'urgence. Les Codev estiment à 800 M€ le coût des actions complémentaires du plan d'urgence proposé, à engager sur les 4 ou 5 prochaines années.

« L'objet de cette contribution n'est pas de prendre parti pour ou contre la 3^e ligne, mais d'enrichir le débat sur les mobilités dans l'agglomération ».

Marie-Christine Jaillot, présidente du Codev Toulouse Métropole

connectez-vous sur www.ladepeche.fr

Quelle solution avez-vous trouvée pour mieux circuler ?

Aujourd'hui en France

www.leparisien.fr

SOCIÉTÉ

08 NOV. 2016

Les Français mangent mieux

ALIMENTATION Nous consommons de plus en plus de produits locaux ou faits maison, selon une étude présentée aujourd'hui.

PAR ÉMILIE TORGEMEN

PARFOIS, en passant à table, on a plus envie de se souhaiter bonne chance que bon appétit. Manger des petits pois en boîte bourrés de conservateurs, engloutir quantité de lasagnes en barquette à base de minéral de viande sont autant de gestes que les Français essaient d'éviter, selon une étude commandée par la Fondation Daniel et Nina Carasso, qui organise aujourd'hui les premières rencontres de l'alimentation durable*. Dans leur grande majorité, depuis deux ans, nos compatriotes déclarent consommer davantage de produits bons pour la santé (71 %), de produits locaux ou vendus en circuit court (70 %), et (62 %) passent plus de temps à cuisiner eux-mêmes.

Bien sûr, on a tous tendance à penser que nos comportements sont exemplaires, mais, quand on inspecte nos frigos, qu'en est-il vraiment ? « Ces déclarations se vérifient dans les faits », répond sans hésiter Marie-Stéphane Maradeix, déléguée générale de la Fondation Daniel et Nina Carasso. « Des signes bien tangibles comme l'explosion du bio viennent confirmer cette tendance de fond », explique-t-elle. Les Français sont en effet fans de

produits avec les petits labels verts : l'année dernière, 9 Français sur 10 (89 %) consommaient bio, au moins occasionnellement, alors qu'ils n'étaient encore que 54 % en 2003. Et la demande pour le pain AB comme les citrons sans pesticide a encore gonflé de 20 % au premier semestre, selon l'Agence Bio.

« NOUS SOMMES DANS UN MOMENT DE DOUTE GÉNÉRALISÉ SUR LA NOURRITURE INDUSTRIELLE »
GÉRARD CAGNA, CHEF CUISINIER ET ANTHROPOLOGUE DE L'ALIMENTATION

A la ferme, dans un marché de producteurs, grâce à une association ou Internet, les ventes directes représentent déjà 8 % des produits alimentaires, selon

le Conseil économique, social et environnemental (Cese). « Une proportion très importante, vu la jeunesse du phénomène ! » estime Gérard Cagna, chef cuisinier et anthropologue de l'alimentation. L'auteur de « Cuisine du futur et alimentation de demain » parle de « besoin de réassurance » : « Nous sommes dans un moment de doute généralisé sur la nourriture industrielle, où l'on veut se réapproprier sa pitance, insiste-t-il. C'est particulièrement vrai pour les parents très attentifs à ce qu'ingèrent leurs petits. »

Trop chers, les bons produits ? C'est ce qu'estiment nos compatriotes. Le prix reste le principal obstacle à l'achat de fruits ou de viande issus d'une agriculture responsable pour 83 % des Français. Rien d'irré-

médiable, comme le prouve le développement dans le bio d'une offre discount, notamment dans les hypers et supermarchés, qui représentent 44 % des ventes. « C'est tout l'objet des rencontres de l'alimentation durable, désormais le rendez-vous tous les deux ans pour tous les acteurs (collectivités, industriels, agriculteurs et chercheurs), souligne Marie-Stéphane Maradeix. L'objectif : que le consommateur n'ait pas à choisir entre un produit bon pour la planète, bon pour la santé et bon au goût. »

* « Les Français et l'alimentation durable », sondage réalisé par Ipsos pour la Fondation Daniel et Nina Carasso auprès de 1 022 personnes représentatives de la population française âgée de 18 ans et plus.

Sur les marchés, les produits locaux (comme ici, à Suresnes, dans les Hauts-de-Seine), remportent un vrai succès.



LP/JEAN-NICHOLAS-GUILLO

SAINT-JEAN

09 NOV. 2016

La mairie rencontre les chefs d'entreprise

« Par votre présence, vous faites vivre l'économie saint-jeannaise, directement ou indirectement, et je m'en félicite. Vous pouvez également être assurés du soutien de la commune dans vos projets de développement », exprimait le maire Marie-Dominique Vézian.

Dernièrement elle a rencontré les chefs d'entreprise de la commune pour un petit-déjeuner convivial. Elle a également rappelé que son prédécesseur le député Gérard Bapt avait été à l'instigation des zones d'activités de Saint-Jean.

Le maire entourée d'adjoints a présenté surtout Bruno Espic, adjoint aux finances et à l'économie, et Alaric Berluereau, directeur général des services de la mairie. « Ils sont



Les chefs d'entreprise ont répondu nombreux à l'invitation de la mairie.

vos relais pour travailler avec vous et être le lien vers Toulouse Métropole le cas échéant. N'hésitez pas à les rencontrer », a confié Marie-Dominique Vézian qui a aussi

présenté Marc Bel, directeur général délégué à l'économie à Toulouse Métropole.

Enfin, le maire a souligné : « Nous travaillons main dans la main afin de vous garantir

la meilleure écoute possible. C'est dans ce cadre que nous étudions actuellement la mise en double sens de la rue Jean-Monnet afin de faciliter les déplacements ».

LA DÉPÊCHE

DU MIDI

Nord-Est

avant-premières cinéma

Le triplé de la semaine: Stéphane Brizé, José Garcia et «La fille de Brest»

Trois avant-premières sont au programme cinéma de la semaine prochaine. Au cinéma ABC, lundi 7 novembre, (20h15) c'est le réalisateur Stéphane Brizé qui ouvrira le bal au cinéma ABC. Il viendra présenter «Une vie» (sortie en salles le 23 novembre) adapté du roman de Maupassant et interprété par Judith Chemla, Jean-Pierre Darroussin, Yolande Moreau.

Deux jours plus tard, mercredi 9 novembre, au Gaumont Wilson à 20 heures, présentation, suivie d'un débat en présence de la réalisatrice Emmanuelle Bercot de «La fille

de Brest» qui relate le scandale du Médiateur à travers le personnage d'Irène Franchon, médecin qui a révélé l'affaire. Interprété par Sidse Babett Knudsen, Benoît Magimel, le film sortira sur les écrans, également le 23 novembre

Le lendemain, jeudi 10 novembre, virage à 180 degrés avec la comédie «À fond» qui fera les rires du cinéma à Noël (sortie en salles 21 décembre) et qui sera présentée dans quatre cinémas toulousains par (Gaumont Wilson, Gaumont Labège, UGC et Mega CGR) par son réalisateur Nicolas Benamou

et par José Garcia. L'histoire de ce film également interprété par Caroline Vigneaux, André Dussollier, Charlotte Gabris, Jérôme Commandeur, Florence Foresti ? Une famille embarque dans son monospace pour les vacances d'été. Tom (José Garcia), le père, enclenche son régulateur de vitesse électronique sur 130 km/h. La mécanique se dérègle et Tom s'aperçoit qu'il ne contrôle plus son véhicule...

Jeudi 10 novembre à 19h30 au Mega CGR, Blagnac 20h30 au Gaumont Labège et 21h00 au Gaumont Wilson à 21h15 à l'UGC.



José Garcia présentera «À fond» / DR

SAINT-JEAN

Accueil des Villes Françaises

09 NOV. 2016

Le parking de la salle Janny a accueilli beaucoup de voitures



Jean-Paul Billette, Pierre Arrhe (communication) et Marie-Dominique Vézian

Jeudi 3 novembre, au soir, le parking de la salle Janny a accueilli beaucoup de voitures... et l'AVF les conducteurs et passagers ! Normal, c'était une soirée d'accueil des nouveaux arrivants. Jean-Paul Billette, président de l'association accueille ainsi plus d'une centaine de personnes dont des personnes contactées lors du forum des associations, des annonceurs fidèles et surtout 25 nouveaux adhérents qui permettent à l'AVF St Jean d'approcher les 200 adhé-

rents. Près du tiers des participants avaient des badges "accueillante, communication, rando... et président". Ce sont en effet une cinquantaine de bonnes volontés qui anime l'association et ses diverses activités. Jean-Paul ne manque pas de leur annoncer le doublement de leur rémunération ce qui ne changera rien à la trésorerie ! Il annonce aussi, avec beaucoup d'avance, l'assemblée générale de juin 2017 où se fêteront les 30 ans de l'association à St Jean.



Janou Vioncente, doyenne de l'association avec ses 94 ans

Marie-Dominique Vézian, maire de la commune, félicita l'association et ses bénévoles pour leur dynamisme à apporter du mieux-vivre ensemble dans la ville. Francis Briche, président régional et ancien président de l'AVF St Jean, lui répondit que les moyens mis à disposition par la mairie (le local près de l'église qui est partagé, le samedi matin, avec une autre association) permettent d'accueillir aussi les nouveaux arrivants des com-

munes alentours, "ce qui ne devrait pas déplaire à la conseillère départementale que vous êtes".

Quelques photos de groupe et ce fut l'heure de l'apéritif quelque peu dinatoire avec ce que les adhérents avaient apporté, une bonne manière d'apprécier les talents culinaires des uns ou des autres !

Contact : AVF St Jean :
05661099811, avf.st-jean@uravfmp

DG



Le temps des discours

9 novembre 2016 revue de presse



Les représentantes de la municipalité entourent le président Billette et Mme le maire

09 NOV. 2016

SAINT-JEAN

Ouverture d'un cabinet de shiatsu thérapeutique

Médecine préventive ou complément thérapeutique, le shiatsu apporte soulagement et détente

« Au Présent », cabinet de shiatsu thérapeutique vient d'ouvrir ses portes à Saint-Jean. Coralie Ducos, à l'issue de sa formation de 3 ans, a décidé de se lancer dans cette activité reconnue par le Parlement Européen comme une « *thérapie non conventionnelle digne d'intérêt* ». Après avoir été convaincue pour elle-même des bienfaits du shiatsu, Coralie s'est spécialisée dans cette technique d'origine japonaise qui travaille sur les mêmes points que l'acupuncture, les aiguilles en moins ! Ici, tout se fait par toucher et pressions, avec les paumes ou les pouces, et au moyen d'étirements et de mobilisation articulaire.

Quelles indications ?

Bien qu'il soit avant tout un

moyen de prévention des déséquilibres énergétiques, le shiatsu est un complément thérapeutique puissant pour soulager certaines pathologies déjà déclarées. Fatigue générale, baisse de vitalité, maux de dos aigus ou chroniques, douleurs musculaires et articulaires, troubles digestifs, troubles de la sphère uro-génitale, anxiété, déprime légère ou installée... Enfants, adolescents, adultes, y compris femmes enceintes, peuvent se trouver soulagés par le shiatsu.

Combien de temps ?

Une seule séance peut suffire, mais on peut aussi étaler le traitement sur la durée. La première séance durera au moins 1h30 car elle débute par un entretien destiné à cerner les besoins du pa-



Coralie dans son cabinet saint-jeannais

tient. Ensuite, compter environ 1h par séance.

Les tarifs

Ils sont dégressifs à partir de 4 séances. Ne pas hésiter à évoquer ses limites financières. Il faut savoir aussi que beaucoup de mutuelles prennent en charge les

séances de shiatsu. Pour tout renseignement complémentaire, voir le site du cabinet : www.shiatsuaupresent.com. Et pour prendre rendez-vous avec Coralie, appeler le 06 20 20 42 91. Adresse du cabinet : 44 chemin de Belbèze à Saint-Jean.

FG31

Accueil des Villes Françaises

Vingt ans après

Qu'Alexandre Dumas excuse cet emprunt à ses titres de romans mais c'est bien en 1996 que, suite à une mutation, deux sudistes (de Vitry sur Seine, banlieue sud de Paris) arrivèrent dans l'est... de Toulouse, à Rouffiac Tolosan.

Très rapidement l'AVF (Accueil des Villes Françaises) de Saint Jean leur permit de ne plus être isolé. Malgré quelques déménagements (Lavaur, Montberon, Bonrepos-Riquet) Claudine resta adhérente avec plus ou moins d'activité selon l'éloignement. Dominique, lui, pris par son boulot puis par des activités bénévoles (ou presque, correspondant du Petit Journal), se fit plus rare.

Vingt ans après, jeudi 3 novembre 2016, ils revinrent ensemble lors d'une soirée organisée par l'AV pour les



Tout le monde ne tient pas sur la photo !

nouveaux arrivants. Ce fut comme lors de réunion de famille où on retrouve des cousins éloignés plus ou moins perdus de vue, où on découvre d'autres qui, ingénument, demandent « vous êtes nouvel adhérent ? » (oui, en 1996 !) ... L'AVF, c'est bien sûr l'accueil de ceux qui arrivent dans la région et, les années passant, les accueillis deviennent accueillants.

L'AVF, c'est la création de lien à travers nombre d'activités faites ensemble, de la rando aux visites, du bridge à l'anglais ou l'espagnol, du voyage aux soirées vin nouveau... L'AVF, c'est aussi le partage de joies ou de douleurs... Bref, l'AVF, c'est comme une famille qu'on ne choisit pas forcément, une famille où on s'entend plus avec les uns que les autres,

une famille avec ses problèmes d'organisation... mais Assurément une Véritable Famille.

Et dire, comme le précise le président régional, que l'AVF, c'est 300 familles en France qui contribuent au bien, au mieux-vivre ensemble en France. Celle de Saint Jean (et alentours) fêtera l'an prochain ses 30 ans.

DG

Un voyage intérieur avec Julius et Karl



Karl (à g.) et Julius

Pour cette quinzaine, la Mosaïque ouvre ses portes à deux messieurs : **Julius**, peintre, propose des toiles aux teintes douces et lumineuses, aux ambiances oniriques et poétiques, sa représentation toute personnelle de notre « monde intérieur ». L'artiste nous invite à cheminer dans ses toiles pour, dit-il, nous distraire un moment de la réalité qui nous entoure. Un voyage pour lequel nous embarquons bien volontiers ! Le sculpteur **Karl Lefebvre** lui, donne forme à ses pensées et ses émotions en « s'attaquant » à la pierre, le plus souvent du marbre

des Pyrénées, parfois du marbre reconstitué mêlé de résine qu'il modèle et façonne en élégantes courbes offertes aux variations de la lumière. *L'Envol, Gala, Vénus*, ou encore un intrigant gorille à face humaine (ou l'inverse ?) attirent les regards et l'envie de toucher. « *Profitez-en, a prévenu le sculpteur, car l'an prochain, mon travail change totalement !* ». Courez donc voir et revoir cette très belle exposition qui dure jusqu'au 16 novembre. Adresse de la galerie : centre commercial Belbèze. Site internet : www.apanet.fr

FG31



G. Picard (à dr.), président de la galerie, et B. Espic, maire adjoint aux finances, accueillent les artistes



SAINT-JEAN

10 NOV. 2016

Exposition de rêve à la galerie La Mosaïque



Le soir du vernissage de l'exposition Julius, Bruno Espic, maire adjoint aux finances, Karl et Gérard Picard, président de l'Apanet.

La galerie La Mosaïque accueille Julius, peintre, et Karl, sculpteur, membres éminents de la Société des Artistes Méridionaux. Julius, dont c'est la 1^{re} venue à la galerie, peint sur panneau rigide sur lequel il colle sa toile. Après avoir montré pendant des années sur ces tableaux le monde extérieur, avec des thèmes classiques, paysages, portraits, bateaux et péniches, marchés, il propose maintenant une vision du monde intérieur qui vit en nous, tentant de saisir les sentiments qui nous animent à travers des paraboles picturales

proches du surréalisme. Chaque tableau a une histoire, un rêve devenu réalité.

Karl aborde sa 3^e exposition à la galerie La Mosaïque. C'est un sculpteur et tout est dit. Sa matière de prédilection est le marbre, quand il sculpte il livre un combat à la pierre, un combat physique et sensuel. Il semble vouloir dompter le marbre, le rendre doux et lisse. Son œuvre est faite de courbes et de mouvements. Un moment de grâce. À ne pas rater.

Exposition jusqu'au 16 novembre. Tous renseignements sur <http://apanet.fr>

10 NOV 2016

nord-est toulousain

Quarante-sept élus au centre opérationnel de la gendarmerie

À l'initiative du chef d'escadron Magali Michel, commandant la compagnie de gendarmerie départementale de Toulouse Saint-Michel, a été organisée une visite du Centre Opérationnel de la Gendarmerie (COG), caserne Courrège, pour les élus départementaux et municipaux : 47 élus du Nord-Est toulousain ont répondu à cette invitation. L'objectif de la visite était de faire découvrir le fonctionnement de la « chaîne d'intervention » de la gendarmerie, à partir de l'appel du citoyen sur le 17 jusqu'à la fin d'intervention. Cette visite a été aussi l'occasion de présenter les moyens de gestion de crise de l'institution.

Dans son discours d'accueil, la commandante a souligné : « Cette soirée constitue un temps fort et un moment privilégié d'échange entre la compagnie de Toulouse Saint-Michel et ses 220 personnels que je commande, la Gendarmerie nationale de manière générale et les élus de la République que vous êtes. J'espère qu'elle vous permettra de mieux appréhender



Les élus et gendarmes lors de la visite nocturne du COG

der notre fonctionnement, de découvrir les outils et moyens performants et innovants mis à notre disposition, de toucher du doigt certaines de nos contraintes mais avant tout de ressentir la passion qui nous anime au quotidien dans l'exécution de nos missions et l'engagement des gendarmes de tout grade au service de nos concitoyens. La période actuelle reste difficile au regard des menaces diverses

qui frappent notre pays. La gendarmerie adapte déjà ses modes d'action aux nombreuses missions qui lui incombent avec le souci constant de protéger l'ensemble de nos concitoyens. Cette exigence de sécurité nous impose une plus grande proximité avec nos partenaires institutionnels et avec la population dans son ensemble. »

Magali Michel a précisé qu'elle a rencontré ou rencontrera 77

maires, conseillers départementaux, députés et sénateurs de sa zone de compétence : « Ces rencontres sont essentielles pour un travail efficient au service des citoyens. »

Le capitaine Jacques Escande, chef du Centre des opérations, a ensuite présenté les différentes interventions de son service. La visite s'est poursuivie avec la présentation des missions de deux unités spécifiques

Jean-Louis Le Tallec

12 NOV 2016

SAINT-JEAN

Des pêcheurs très en forme



L'association de pêche s'est réunie à l'Espace Alex-Jany.

L'assemblée générale de l'association de pêche de Saint-Jean a eu lieu sous la présidence de Claude Marrigues. Pas moins de 18 adhérents se sont retrouvés à cette occasion. Ont été rappelées les actions menées cette année. Outre les dix lâchers, ils ont organisé la Fête de la nature, deux journées de nettoyage du lac, une participation à la journée des associations, deux repas festifs, le traditionnel concours de la fête locale, et des journées d'initiation, pour les pensionnaires du foyer Fond-Peyré et pour les jeunes du Mirail. « De plus, avec la collaboration de la mairie et de l'école vétérinaire, nous avons géré cet été l'épi-

sode de botulisme, fatal à de nombreux canards » a souligné le président.

Les finances étant légèrement bénéficiaires, le prix des cartes sera identique pour l'année 2017, malgré une sensible augmentation du prix du poisson. Le tarif jeune sera appliqué pour les jeunes de moins de 14 ans, au lieu de 13 ans. Pour 2017, légère modification du calendrier des lâchers, pour mieux « coller » à l'ouverture officielle de la pêche à la truite. Déplacement en matinée des journées de nettoyage du lac, pour harmoniser avec le nettoyage organisé par la mairie. Un lâcher sera effectué pour la fête de la nature, avec l'espoir

de joindre les enfants de la commune à cet événement. Un 3^e garde pêche officiera au bord du lac de la Tuilerie. Enfin le traditionnel « repas du lac » autour du chevreuil farci, ouvert à tous, sera programmé en dehors de toute autre manifestation, le samedi 13 mai.

Le nouveau bureau

Président trésorier Claude Marrigues ; vice-président François Lay ; secrétaire trésorier adjoint Francis Zanone ; président d'honneur Louis Averseng ; membre de l'association Gérard Alaux ; garde-pêche Dominique Operti ; garde-pêches adjoints Philippe Benza et Daniel Metais.

L'UNION/SAINT-JEAN

13 NOV. 2016

Bourse toutes collections : c'est le jour de chiner !

l'essentiel

La 21^e édition de la bourse toutes collections de L'Union se tient ce dimanche à la Grande Halle. C'est le rendez-vous incontournable des chineurs.

Depuis un quart de siècle maintenant, ce qui n'était au départ qu'une réunion de passionnés de timbres, s'est transformé en un rendez-vous pour collectionneurs de tous bords... La Grande Halle de L'Union va accueillir ce dimanche la 21^e Bourse toutes collections.

Le Club Philatélique de L'Union a regroupé comme chaque année en novembre ses équipes. Ils seront 20 bénévoles à se réunir autour de leur président, Gérard Bayle, pour mettre en place les quelque 420 mètres linéaires de tables nécessaires à accueillir les exposants.

La bourse de L'Union est une



La bourse de L'Union est très prisée des collectionneurs. / Photo DDM

des plus importantes de la région. Et il ne faut pas la confondre avec un vide-greniers. Gérard Bayle tient à préciser que la bourse, « à l'inverse d'un vide-greniers, elle n'intéresse que les

collectionneurs ; et ils sont très variés, puisque la moitié d'entre eux sont des philatélistes, notre base historique, et la moitié restante est composée d'expositions de passions diverses ».

En se baladant dans les travées de cette foire à tout d'un jour, on pourra découvrir des cartes postales, anciennes ou récentes, des jouets anciens, des vieux documents, et toutes autres riches-

ses secrètes chinées au cours de l'histoire. On devra également se familiariser avec des termes quelque peu barbares pour les non initiés, tels que les placum-sophiles - passionnés par les bouchons de champagne -, ou encore les lécythiophiles, qui n'ont d'yeux que pour les miniatures de parfum. Ils ne seront pas moins de 96 à s'être levés pour préparer leurs étals. Certains exposants viennent de Bordeaux, d'autres de Perpignan ou de Montpellier. C'est donc le large Sud-Ouest qui sera représenté, et parfois même au-delà de nos frontières, puisqu'on trouvera des passionnés venus d'Espagne ayant traversé les Pyrénées pour l'occasion.

La bourse toutes collections s'adresse à tout le monde quels que soient son âge ou sa passion. L'an dernier, ils étaient plus de 2000 à avoir poussé la porte de la Grande Halle. L'entrée est libre, et la bourse sera ouverte de 9 heures à 18 heures.

M. F.

14 NOV. 2016

SAINT-JEAN

Opération sacs cabas

Dans le cadre de l'appel à projets « Territoire Zéro Déchet Zéro Gaspillage », Decoset propose une opération sacs cabas. Elle répond aux nouvelles exigences réglementaires de l'interdiction des sacs plastique à usage unique en caisse depuis juillet dernier. Le 1^{er} janvier prochain, cette interdiction sera étendue aux sacs fins en matières plastiques à usage unique (de moins de 50 µm d'épaisseur) et aux emballages plastiques non biodégradables et non compostables, pour l'envoi de la presse et de la publicité (mise sous blister). Le maire Marie-Dominique Vézian a fait mettre en place un partenariat entre Decoset et la commune. Ainsi, le samedi 19 novembre de 9 h 15 à 12 heures

Ils vont offrir sur 3 des sacs cabas : place F-Mitterrand, Intermarché, Carrefour City. Cette opération aura lieu durant la semaine européenne de la réduction des déchets du 19 au 27 novembre.

SAINT-JEAN

15 NOV. 2016

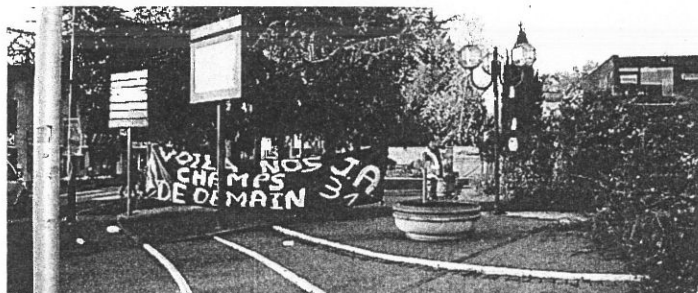
Les jeunes paysans en colère !

Hier matin le parvis de la mairie offrait une allure singulière. De gros tas de ronces et de branchages avaient été déposés devant l'entrée de l'hôtel de ville ainsi qu'une croix grossière piquée dans une vasque de terre-cuite. En face, le rond-point était jonché de tas de fumier. Enfin, des banderoles indiquaient : « Voilà l'avenir de vos campagnes » ou encore « Voilà nos champs de demain ».

Le tout était signé « Jeunes agriculteurs 31 ».

Leur présidente départementale Marie-Blandine Doazan a confié : « Aujourd'hui, à Montauban, se tient une journée de revendications, c'est une grosse

action que nous menons. En marge de celle-ci nous réalisons aussi des actions coup-de-poing en Haute-Garonne. Le choix de Saint-Jean n'a pas été fait au hasard. Nous voulions cibler la ville dont le député Gérard Bapt est le premier adjoint. En effet, à propos des produits phytosanitaires nous voulons que le tout nouvel arrêté colle au cadre européen. Et non pas de surenchère française comme l'arrêté qui a été pris à Saint-Jean pour réglementer l'épandage de pesticides ». Marie Blandine Doazan a ajouté : « Nous savons utiliser les produits phytosanitaires homologués dans les meilleures conditions possible. »



Le parvis de la mairie entre banderoles et tas de végétaux, hier matin./DR

Pour sa part le député Gérard Bapt s'est étonné « car notre arrêté a été retiré après concertation. Par ailleurs j'ai porté, la semaine dernière au PLFSS et à la demande des jeunes agriculteurs, au plan national, un amendement en rapport avec les surfaces réservées pour les

retraités. Ces méthodes ne sont pas encourageantes. » Le maire de Saint-Jean, Marie-Dominique Vézian a souligné que « comme les élus de communes où les monuments aux Morts ont été badigeonnés, je suis vraiment indignée par de tels comportements ».

11-Novembre

Émotion et recueillement

« Honorer la mémoire de nos anciens combattants est un devoir citoyen, républicain et humaniste » a rappelé le maire Marie-Dominique Vézian, lors de la cérémonie de commémoration du 11 novembre.

Et d'ajouter : « Je voudrais donner, à nos jeunes, un message d'espoir et de confiance dans l'humanité qui sait aussi faire preuve de sagesse et de solidarité ».

Le jeune Enzo, devant le monument aux Morts, a lu la lettre d'un Poilu. Au premier rang de l'assistance avaient pris place le député Gérard Bapt, le conseiller régional



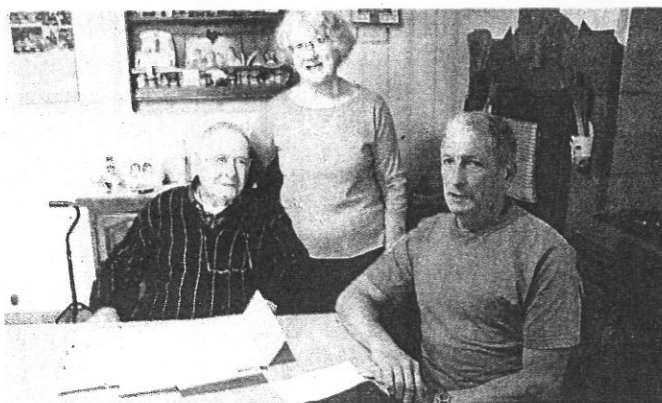
Le devoir de mémoire a réuni toutes les générations./DR

Bertrand Monthebert le vice-président du conseil départemental Jean-Jacques Mirassou et les membres du conseil municipal.

Ariège

15 NOV. 2016

Ils ne supportent plus les mauvaises odeurs de l'usine



Le couple Villar et Jean-Charles Sutra (à droite) du CEA attendent les résultats de l'étude de dispersion demandée par la préfecture. / A.C.

Relaver le linge, profiter de la terrasse ou les nausées sont leur quotidien depuis sept ans. Au hameau Rabaute, à Péreille, les Villar, riverains de l'usine de retraitement des boues située dans la zone artisanale de Pichobaco, à Villeneuve-d'Olmes en Ariège, sont fatigués. Fatigués d'attendre que le problème qui leur pourrit la vie depuis des années soit résolu. Pétition, création d'un collectif de citoyens, courriers aux élus, à la préfecture, alertes lancées au propriétaire des lieux, le SMDEA (syndicat mixte départemental de l'eau et de l'assainissement de l'Ariège) : le septuagénaire et son épouse ont pris les choses en mains. Emmenant au passage les voisins dans leur sillage. Car le fait est que, tout autour de chez eux, ça sent mauvais. Très mauvais. « Ce sont des odeurs excré-

mentielles et acides, comme le vinaigre ou l'ammoniaque, décrit Louis Villar. Mais on nous avait dit que c'était une histoire de temps... » Les boues, déchets verts et autre produits de papeterie traités sur le site de Pichobaco permettent de créer du compost pour l'épandage sur les terres agricoles. Cette gêne olfactive ressentie parfois jusqu'à Lavelanet, Bènaix ou Nalzen, selon certains.

« Il y a des jours où c'est infernal, confirme Gérard Sgobbo, maire de Villeneuve-d'Olmes. On le signale depuis des années et le SMDEA est conscient du problème qu'il essaie de résoudre. On est dans l'échange et le dialogue. » Avertie, la préfecture de l'Ariège a mandaté une étude de dispersion même si dans un courrier elle estime déjà que « le seuil de toxicité n'est pas pour autant atteint ».

LA DÉPÊCHE

DU MIDI

Nord-Est

Montauban

15 NOV. 2016

Une ville sous la colère des agriculteurs

l'essentiel

Entre 1 200 et 1 500 agriculteurs de la région ont manifesté hier à Montauban contre la réforme des aides aux zones défavorisées. Des tonnes de déchets agricoles ont été répandues et des affrontements ont eu lieu avec les forces de l'ordre.

Démarrée sous le soleil et dans un concert de klaxons hier matin à Montauban, la manifestation a vite laissé place à des actions plus dures avec une centaine de tracteurs transportant des tonnes de déchets agricoles. Vieux palox, plastiques agricoles et surtout du lisier avaient été préparés par les agriculteurs tarn-et-garonnais. Et c'est devant les premiers CRS en faction devant l'entrée de la Direction départementale des territoires (DDT) que la manifestation des agriculteurs s'est durcie. Des œufs puis du lisier ont été projetés sur les policiers et la façade du bâtiment, défendue par des gendarmes mobiles. L'action s'est terminée hier après-midi dans la confusion devant la préfecture. Le bâtiment, protégé par un imposant cordon de CRS et un camion à eau a été néanmoins préservé. Les manifestants ont été repoussés par des gaz lacrymogènes et des salves d'eau.

L'atmosphère était irrespirable en début d'après-midi où les badauds détaient dans les rues piétonnes adjacentes. Dans le centre-ville, les parkings avaient été vidés, les rideaux des commerces baissés. Pendant ce temps, les responsables syndicaux étaient reçus par Pierre Besnard, préfet de Tarn-et-Garonne. « Nous lui



Les jets d'eau des CRS tiennent à distance les agriculteurs à la préfecture. / DDM, CH Longo

avons fait remonter nos souhaits, à commencer par un rendez-vous rapide avec le ministre de l'Agriculture. Si Le Foll tarde trop à nous recevoir, il nous faudra être plus persuasif, assure Alain Ichès. Il est impératif que l'Etat revoie sa copie avant qu'elle ne parte à Bruxelles. »

Des anomalies «fortes» qui «seront corrigées»

De leur côté, les Jeunes agriculteurs, co-organisateurs de ce rassemblement se félicitaient « du succès de la mobilisation où près de 1 500 agriculteurs ont répondu présent, venant de tous les départements de la nouvelle région ».

« Le nouveau zonage est en réflexion depuis 2008 », explique Vincent Labarthe, vice-président de la région présent dans

le cortège. Tout n'est pas à jeter. Il faut simplement prendre le temps de gommer les erreurs grossières. »

Mobilisés, les agriculteurs ont déjà promis de nouvelles actions s'ils estiment que le gouvernement préfère jouer la montre avant les élections présidentielles. Hier soir, le préfet Pierre Besnard s'estimait satisfait de la tournure des événements : « J'avais précisé aux organisateurs que je n'accepterais pas qu'on attaque les forces de l'ordre et que nous riposterions. Il n'y a pas eu de blessé. Sur le fond de la carte, c'est un projet sur lequel nous travaillons. Il y a des anomalies, fortes dans le 82, qui seront corrigées. J'ai bon espoir de trouver des solutions avec les élus et le ministère ».

Philippe Cahue

ZONES DÉFAVORISÉES : DÉCRYPTAGE

> Le 22 septembre, le ministère de l'Agriculture a présenté aux syndicats agricoles la nouvelle carte des zones défavorisées suivant les critères européens. Une version provisoire loin de satisfaire les agriculteurs.

> La réforme compte revoir les zones défavorisées, définies à la fin des années 1970 sur la base de critères socio-économiques jugés aujourd'hui « contestables » par la Cour des Comptes européenne. L'idée de ce nouveau zonage du territoire est d'harmoniser les critères de classement des zones défavorisées, sur des bases « plus objectives ».

> La première étape de la réforme a consisté à appliquer les huit critères biophysiques définis par l'Europe qui déterminent les communes affectées de handicaps naturels (basses températures, sécheresse, excès d'eau dans le sol, pente...). Une commune est considérée contrainte par ces critères lorsque 60 % de sa surface agricole utile est touchée par au moins un de ces critères.

> Le zonage doit être adopté au plus tard le 1^{er} avril 2018, pour la campagne Pac de 2018, avec validation de la Commission.

VERFEIL

16 NOV. 2016

randonnées

Ils entretiennent les chemins



Les bénévoles ont débroussaillé le chemin./Photo DDM, EV

« Nous rouvrons un chemin de randonnée depuis le ruisseau de Conné jusqu'à En Picaoucou ». Sylvain Logeart, cofondateur de l'athlétique club des cotéaux du Girou (ACCG), annonce ainsi l'objectif que s'est fixé la dizaine de membres de son association réunie vendredi matin à proximité d'En Simou, au cœur de la campagne verfeilloise. Après avoir essuyé des trombes d'eau, et à la faveur d'une éclaircie, tous ont coupé, tranché, taillé et essarter entre ronces et broussaille, les bottes plongées dans un mélange de boue et de feuilles mortes.

Chaque année, la nature abondante reprend vite le dessus, jusqu'à rendre certains chemins impraticables. D'où

l'intérêt de la démarche de l'ACCG. « Au préalable, Nous avons contacté la mairie pour obtenir son accord. Puis, on en a discuté avec les baliseurs du trail du Cassoulet et les randonneurs équestres. Enfin, les pratiquants de la section marche nordique de l'ACCG apprécient aussi de pouvoir accéder à de nouveaux passages », détaille Sylvain, qui ajoute : « Je pense qu'au total, nous allons débroussailler environ 1000 mètres de chemin. Nous en faisons une première tranche aujourd'hui ». Travail salubre pour les nombreux marcheurs qui sillonnent chaque été les 35 km de chemins de randonnée répartis sur les 4123 hectares du territoire de Verfeil.

Aujourd'hui

en France

EN RÉGIONS 24 HEURES

16 NOV. 2016



L'Atlantique en pédalo... et en mangeant périmé

*Un Tourangeau, militant antigaspi,
va rallier le Maroc à la Floride en 2017*

PAR STÉPHANE FRACHET

TRAVERSER l'Atlantique en pédalo en s'alimentant avec de la nourriture récupérée : c'est le double défi de Baptiste Dubanchet, un Tourangeau de 28 ans, qui partira de Paris le 6 janvier. Cap sur le Maroc, où il mettra l'embarcation à l'eau, puis sur les Canaries, les Antilles et la Floride, qu'il espère atteindre l'été prochain. « J'ai envisagé de le faire à la rame, mais comme je pédale souvent, j'ai choisi le pédalo », explique-t-il.

L'exploit qu'il tente n'est pas que sportif. « Le premier paquet de riz que j'ouvrirai a une date limite d'utilisation de 2006, j'ai des lentilles de 2008, je lyophiliserai des fruits et légumes destinés à être jetés quelques jours

avant le départ », assure ce militant antigaspi, qui avait effectué un Paris-Varsovie en 2014 en se nourrissant grâce à ses trouvailles dans les poubelles de magasins et de restaurants.

Dangereux, les produits périmés ? « Non, s'ils sont secs, rétorque Baptiste Dubanchet. Périmé est un terme trompeur. Il faudrait dire dépassé. » Le diplômé de l'Ecole supérieure de commerce de La Rochelle a quitté son emploi de chargé de mission à la Sepant, une association de protection de l'environnement, pour se consacrer à son projet présenté sur la plate-forme de financement Helloasso.com.

Quant au pédalo, un engin de 7,5 m insubmersible, il a été conçu par Jean-Gabriel Chelala, un ingénieur rennais qui avait réalisé cette traversée en 2009.



Baptiste Dubanchet se bat contre le gaspillage. Pour sa traversée de l'Atlantique en pédalo, il s'alimentera avec des produits de récupération.

Législatives: Gérard Bapt candidat comme jamais!

l'essentiel

Ca n'étonnera personne, mais c'est officiel: Gérard Bapt, député sortant de la 2^e circonscription, sera candidat à l'investiture pour les législatives de 2017.

Les socialistes qui espéraient ne plus voir le député Gérard Bapt aux prochaines législatives doivent se rendre à l'évidence: il sera bien de la partie. Celui qui fut depuis si longtemps leur machine à gagner sur la 2^e circonscription enverra sa lettre cette semaine, et sera donc candidat à sa propre succession. Gérard Bapt (un des plus anciens députés de France) estime sans détour qu'il est «la meilleure chance pour que la gauche conserve cette circonscription». «On le sait tous, ça va être bien plus difficile que les autres années», dit-il, «mais beaucoup de personnes rencontrées estiment que si je ne me représente pas, le PS perdra la deuxième...». Gérard Bapt n'a donc pas souhaité entendre les souhaits de la fédération de

Haute-Garonne qui, en septembre dernier, avait adopté une résolution exigeant des députés qu'ils s'engagent à ne pas dépasser trois mandats. «Cette résolution est dirigée uniquement contre moi!», maintient depuis l'intéressé. En se présentant devant les militants, Gérard Bapt sollicitera donc une investiture pour un 9^e mandat: «Je reste aujourd'hui dans un esprit de combat pour gagner cette circonscription qui, plus que jamais, peut basculer. Quant à la résolution, elle n'est pas statutaire et je rappelle que ce sont les instances nationales qui décideront».

Avec Sabine Geil

Élu depuis 1978, le député est aussi connu nationalement pour ses combats contre le bisphénol; pour avoir été un lanceur d'alerte dans l'affaire du Médiateur, ou encore pour ses positions fermes contre les pesticides... Ses victoires successives en Haute-Garonne tiennent pour beaucoup à cette présence au cœur de débats forts et médiatisés mais aussi à sa notoriété sur un terrain qu'il connaît comme sa poche. «Beau-



Le député Bapt./DDM

coup de candidats, pour certains de valeur, se sont cassés les dents face à lui, y compris lors de périodes où la gauche n'était pas en forme», confie un de ses proches.

Autre information confirmée par le député: ce sera Sabine Geil, maire de Pechbonnieu qui le suppléera. L'élue est appréciée au sein de son parti mais aussi reconnue pour ses compétences et son travail de proximité. Au détail près qu'elle est également conseillère départementale en binôme avec... Didier Cujives. Or, le maire de Paulhac est lui aussi candidat aux législatives! Sabine Geil ne voit cependant rien de nouveau

dans son choix. Elle explique: «Je ne suis pas candidate contre Didier. Mais, il le sait depuis le début, je ne suis pas de son courant. Il soutient Arnaud Montebourg; moi, l'action du gouvernement. Et je pense que Gérard Bapt reste le meilleur candidat. Je suis évidemment pour le rajeunissement des élus. Je ne cache pas non plus que j'aurais moi-même aimé être candidate, mais il y a des circonstances où ce n'est pas le moment de changer!».

Nombreux sont d'autres élus socialistes à convoiter cette circonscription: Etienne Morin, Jean-Paul Makengo, Bertrand Monthebert, Jean-Jacques Mirassou sont aussi candidats à l'investiture. Gérard Bapt ne commente pas ouvertement... Proche de Manuel Valls, le député sait qu'il est entendu à Paris. S'il ne s'attarde pas sur ce sujet, on suppose tout de même qu'il sera un soutien fort à l'actuel Premier ministre si ce dernier est candidat aux présidentielles. Ce qui le place, toujours et encore, comme un homme pas forcément à abattre... en tout cas aux yeux des instances nationales.

Emmanuel Haillet

NORD-EST
Législatives:
Bapt persiste
et signe

• page 28

16 NOV. 2016

Les Echos.fr

Dépakine : le gouvernement prévoit 10 millions en 2017 pour indemniser les victimes

Solveig Godeluck Le 15/11 à 16:58 Mis à jour à 17:43



La dépakine. - SIPA

Les modalités d'indemnisation ont été négociées avec l'Apesac, seule association représentative des victimes du valproate de sodium.

Le gouvernement a déposé ce mardi un amendement au projet de loi de finances 2017 qui met en place le dispositif d'indemnisation pour les victimes du valproate de sodium et de ses dérivés. Cet « amendement Dépakine » (du nom d'un traitement contre l'épilepsie à l'origine de nombreuses malformations et de troubles du développement) avait été promis par la ministre de la Santé, Marisol Touraine, début septembre. Il est assorti de 10 millions d'euros, inscrits dans la mission « santé ». Il doit être discuté mardi soir dans l'Hémicycle.

A l'Apesac, seule association représentative des victimes agréée, on se félicite de cet amendement. « *Nous avons discuté des modalités avec le gouvernement, nous nous sommes battus pour préciser certains points, et nous avons été entendus* », souligne Marine Martin, la présidente de l'association.

L'expérience malheureuse du scandale du Mediator a servi. Les défenseurs des familles ont exigé que ce ne soit pas l'Etat qui paie d'abord, puis qui se retourne ensuite vers les laboratoires - en l'occurrence, principalement le français Sanofi -

pour obtenir réparation. Dans le cas de la Dépakine, on demandera d'abord au laboratoire de payer, puis, s'il le refuse, l'Etat se substituera en attendant l'issue de la procédure. Sanofi a déjà fait savoir qu'il ne se sentait pas responsable des dégâts causés par la Dépakine et en tire les conséquences en ne constituant pas de provisions pour indemniser les victimes.

Deux collèges différents

Par ailleurs, l'Apesac a insisté pour que les dossiers soient examinés par deux collèges différents au sein de l'Oniam (office d'indemnisation des victimes d'accidents médicaux) : le premier sera composé d'experts qui évalueront les troubles causés aux enfants lorsque leur mère, épileptique ou bipolaire, a pris du valproate de sodium durant la grossesse. Le deuxième sera chargé de fixer le montant de l'indemnisation. « *Nous espérons que cela permettra aux victimes d'obtenir plus d'argent que pour le Mediator* », déclare Marine Martin, persuadée qu'un collège unique est « *juge et partie* ».

L'association sera consultée sur la nomination des experts, de même que Sanofi, l'Etat, et les médecins, qui sont susceptibles d'être incriminés s'ils ont prescrit de la Dépakine après 2006, lorsque la nocivité de la molécule a été inscrite dans le répertoire des médicaments.

Le collège d'experts a 4 mois à compter de la saisine pour apprécier les dommages. S'il constate qu'ils sont imputables au valproate de sodium, il transmet le dossier au comité d'indemnisation qui a trois mois pour se prononcer sur « les circonstances, les causes, la nature et l'étendue de ces dommages ainsi que sur la responsabilité de l'une ou de plusieurs des personnes [...] ou de l'Etat ». Le laboratoire, s'il est incriminé, dispose d'un mois pour faire « une offre d'indemnisation visant à la réparation intégrale des préjudices subis » (contre 3 mois pour Servier dans l'affaire du Mediator).

Mise à feu en juillet

Gérard Bapt, le rapporteur du projet de loi de financement de la Sécurité sociale, se félicite lui aussi de la création de ce fonds Dépakine. Avec la députée PS Delphine Batho, ils souhaitent toutefois raccourcir le délai de mise en œuvre, fixé au 1 juillet 2017 : « C'est un peu long, nous proposons plutôt de débiter en mars », souligne le député. Les décrets d'application ne pourront être pris qu'après le vote de la loi, à partir de janvier.

Quant à la somme de 10 millions d'euros, « c'est un amorçage pour un an », explique Gérard Bapt, très satisfait par ailleurs de l'architecture globale du dispositif, et surtout de constater que l'indemnisation « vise aussi les victimes collatérales, famille ou aidants familiaux ».

@Solwii

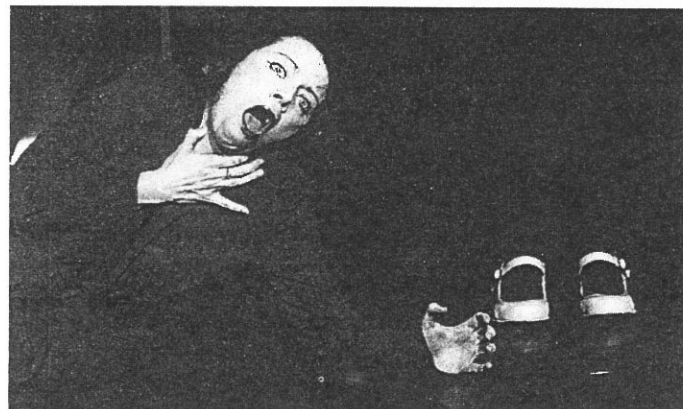
17 NOV. 2016

SAINT-JEAN

Les z'Omni débarquent à Palumbo

La ville de Saint-Jean propose un spectacle clownesque intitulé « La Ferme » par la compagnie Les z'Omni (Les Objets Musicaux Non Identifiés). Interprété par de drôles de filles Sophie Huby, Claire Hugot, Hélène Lafont et Emmanuelle Lutgen il sera présenté demain vendredi 18 novembre, à 21 heures, à l'Espace Palumbo. Quatre conférencières fantaisistes proposent une analyse de la fameuse Révolution Animale du 21 juin. Pour rendre accessible l'histoire de cet événement méconnu, elles optent pour une forme particulière : la

conférence spectacle. Car passionnées d'art, ces historiennes ont une conscience aiguë de la représentation ! Au fil des séquences, les conférencières évoluent, se laissent contaminer par le propos, se transforment au même titre que les animaux qu'elles évoquent. Et le spectacle grince, trébuche, éclate sans jamais perdre le fil de l'histoire. La dernière création des z'Omni se boit sans soif, l'air de rien... et vous claque à la figure dans un éclat de rire. C'est un spectacle plein de péripéties époustouflantes où l'on est sûr de rire !



Une des quatre drôles de filles pour un délicieux spectacle clownesque.

Tarifs : 12€ / 10€ / 8€. Billetterie au guichet le soir du spectacle, billetterie en ligne : palumbo.mairie-

saintjean.fr
Infos spectacles : 05 61 37 63 28

Le Monde

Dépakine : l'Assemblée donne son feu vert au fonds d'indemnisation

A l'unanimité, l'Assemblée nationale a donné son feu vert, dans la soirée du mardi 15 novembre, à la création du fonds d'indemnisation pour les victimes de l'antiépileptique Dépakine. La création de celui-ci avait été annoncée en août par le gouvernement. Les députés ont salué ce vote par des applaudissements.

La ministre de la santé, Marisol Touraine, a estimé que « *l'Etat prend ses responsabilités* » pour « *réparer les conséquences du passé* », notamment d'un défaut d'information des patientes sur le danger du médicament. Il est à l'origine notamment de malformations du fœtus lorsqu'il est pris pendant la grossesse.

A l'issue du vote de l'Assemblée, le laboratoire Sanofi, qui a commercialisé depuis 1967 le valproate de sodium sous la marque Dépakine, mais aussi sous la forme de génériques, s'est dit prêt dans un communiqué « *à répondre aux demandes d'expertises médicales qui seraient organisées dans le cadre de ce dispositif* ».

L'amendement adopté mardi « *ne préjuge en rien des responsabilités des différents acteurs qui pourraient être concernés* », a souligné Sanofi, tout en affirmant être « *conscient des difficultés des familles concernées par ces situations* ».

« Imputabilité » des dommages

« *Toute personne s'estimant victime d'un préjudice à raison d'une ou plusieurs malformations ou de troubles du développement imputables à la prescription avant le 31 décembre 2015 (...) peut saisir l'Office national d'indemnisation des accidents médicaux [Oniam]* », détaille le texte adopté par les députés.

Un comité d'expert sera chargé de statuer sur « *l'imputabilité* » des dommages et, le cas échéant, transmettra le dossier au comité d'indemnisation. Celui-ci sera alors chargé de se prononcer « *sur la*

responsabilité des professionnels ou établissements de santé, de l'exploitant ou de l'Etat au titre de ses pouvoirs de sécurité sanitaire, dans un délai de trois mois ».

Les entités, dont la responsabilité est reconnue, ont alors un mois pour faire une offre de compensation. En cas de proposition insuffisante ou inexistante, l'Oniam indemniserait directement les victimes puis se retournerait devant le ou les responsables.

La mention de « *l'exploitant* » permettra de faire porter les indemnisations sur Sanofi, a expliqué à l'Agence France-Presse M^e Charles Joseph-Oudin, le principal avocat des victimes. Le dispositif est « *très similaire à celui du Mediator, avec des délais raccourcis et une procédure d'indemnisation modifiée* », note-t-il.

M^{me} Touraine a dit « *regretter* » que Sanofi, à qui elle avait écrit, ait « *refusé toute indemnisation amiable a priori* ». Elle « *souhaite évidemment que le laboratoire change d'avis lorsque l'analyse des dossiers se fera au cas par cas* » dans le cadre de ce nouveau dispositif, qui doit entrer en vigueur au 1^{er} juillet 2017.

10 millions d'euros

Pour financer le lancement de ce fonds, les députés ont voté une enveloppe de 10 millions d'euros pour 2017. « *Pour les années suivantes, les sommes seront appelées à être beaucoup plus importantes* », a précisé la ministre de la santé.

Selon une évaluation, près de 14 000 femmes ont été exposées entre 2007 et 2014. Plusieurs députés, de Gérard Bapt (Parti socialiste) à Francis Vercamer (Union des démocrates et indépendants), qui a dénoncé « *un véritable scandale sanitaire* », ont eu une « *pensée* » pour les victimes.

Dans un communiqué, l'Association d'aide aux parents d'enfant souffrant du syndrome de l'anticonvulsivant (Apesac) s'est félicitée du dispositif qui « *apparaît conforme* » aux principales requêtes de sa présidente. Selon Marine Martin, « *l'indemnisation doit être versée en premier lieu par le laboratoire qui reste le principal responsable* ». Elle est cependant « *réservée sur la possibilité d'une indemnisation par l'Etat en cas de refus de Sanofi-Aventis France* ».

Aujourd'hui en France

17 NOV 2016

Moins de produits, moins de gâchis

GASPILLAGE ALIMENTAIRE L'Agence de l'environnement permet à la grande distribution de réduire d'un quart les produits jetés par les supermarchés grâce à l'utilisation de données informatiques.

PAR ERWAN BENEZET*

LA DATA, c'est-à-dire le traitement d'un grand nombre de données informatiques, nouvelle arme contre le gaspillage alimentaire ? L'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe) livre aujourd'hui les résultats d'un travail mené pendant trois mois avec dix magasins de cinq enseignes de la grande distribution : Carrefour, Intermarché, Système U, Leclerc et Auchan.

« Cette opération est unique en son genre, explique Pierre Galio, chef du service consommation et prévention à l'Ademe. Nous avons croisé une méthode très classique d'audits, réalisés sur site, avec du big data, à savoir le traitement d'une très grande somme d'informations regroupées dans des ordinateurs. » Le tout s'est déroulé en trois phases. Les audits sur place et l'analyse des données, de novembre 2015 à février 2016. Puis l'élaboration du plan d'action avec les cinq

distributeurs au mois de mars. Et enfin la mise en œuvre de ces actions d'avril à juin. Parmi elles, les dix magasins ont notamment cherché à diminuer le nombre de références, en supprimant celles qui génèrent le plus de gaspillage alimentaire. Moins de 1 % de ces produits sont en effet à l'origine de 20 % du gaspillage alimentaire.

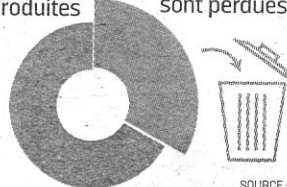
GASPILLAGE RÉDUIT D'UN QUART EN TROIS MOIS

Aux rayons fruits et légumes, des vendeurs ont été spécialement formés pour choisir les produits et les donner aux clients afin de limiter la « sur-manipulation » qui les abîme et rompt parfois la chaîne du froid. Un système de « stickage » (étiquettes prix réduit) des produits qui approchaient de la date de péremption a également été automatisé, avec création d'une zone isolée pour les vendre en promotion.

Enfin, un « coach antigaspi » a été systématiquement désigné

De l'agriculteur au consommateur, un tiers de la production alimentaire est perdu.

Sur
100 tonnes
produites
33 tonnes
sont perdues



SOURCE : ADEME. LP/INFOGRAPHIE - JOSÉ MANCHEGO.

10,56 tonnes
au moment
de la production

6,93 tonnes
au moment de la
transformation

4,62 tonnes
pour la distribution
(commerces
et marchés)

6,27 tonnes
consommateur

4,62 tonnes
restauration

et formé dans chacun de ces magasins. « Les enseignes ont joué le jeu, pourtant, dans ce secteur, les données et les méthodes sont ultra-confidentielles, reprend Pierre Galio. Mais elles ont conscience de l'importance des pertes qu'elles subissent. Et l'opération représentait une bonne opportunité de prendre le problème à bras-le-corps. »

Les équipes de l'Ademe ont ensuite passé les résultats au tamis pendant tout l'été. Avec quelques bonnes surprises à la

clé, puisqu'il a été possible de réduire en moyenne le gaspillage de pratiquement un quart (22 %) en trois mois seulement. Et même de moitié pour au moins un des magasins. Soit au global 160 t de produits. Rapporté à une année, cela représente l'équivalent de 320 000 repas et une économie moyenne de 70 000 € par magasin.

L'objectif maintenant est que l'étude fasse des petits. « Si l'ensemble de la grande distribution obtenait les mêmes résultats

que les dix magasins volontaires, s'enthousiasme l'expert de l'Ademe, elle réduirait son gaspillage alimentaire de 300 000 t, soit 700 M€, par an. C'est donc à la fois une action vertueuse, mais également un vrai levier d'économies pour le secteur. »

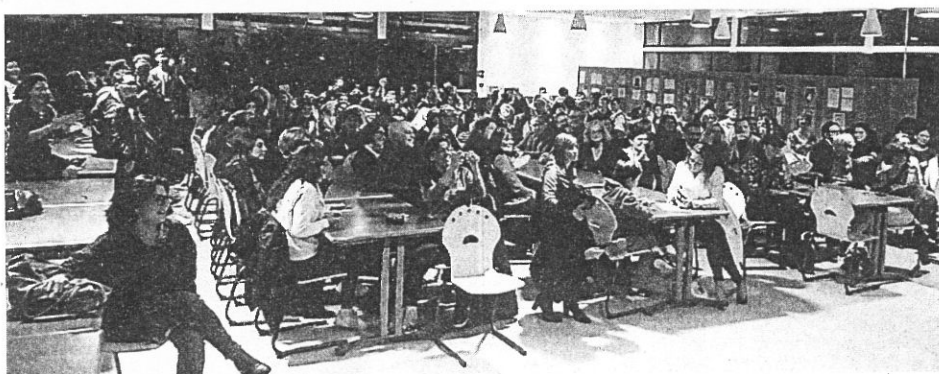
Les consommateurs gaspillent plus que les commerces et la restauration. C'est aux stades de la production et de la transformation que les pertes sont les plus importantes.

SAINT-JEAN

18 NOV. 2016

Remise solennelle du diplôme national du brevet

Pour la première fois a eu lieu la cérémonie de remise des diplômes du diplôme national du brevet (DBN) au collège Romain-Roland, établissement qui a affiché 92 % de réussite en juin. Auparavant les élèves venaient chercher leur diplôme au secrétariat de façon informelle. Mais cette année ils étaient plus de 100 élèves, devenus pour la plupart lycéens, accompagnés de leur famille, pour une remise du diplôme valorisée par l'institution. Ils leur ont été donnés classe par classe par les professeurs principaux de troisième. Étaient également présents plusieurs autres professeurs, la principale adjointe Amélia Bouisset, la conseillère pédagogique d'éducation Dominique Piwowarczyk et le principal Daniel Palpacuer. Celui-ci dans son discours a félicité les élèves pour leur réussite, leur investissement tout au long des 4 ans du collège. Il les a également remerciés pour leur



Elèves et familles lors de la cérémonie.

convivialité et leur participation active à toutes les actions proposées au cours de toutes ces années... avant de leur souhaiter une bonne chance pour la suite. Accompagnée de ses principaux adjoints Marie-Dominique Vézian, maire de Saint-Jean et conseillère départementale, a également pris

la parole. Elle a mis en avant les notions de cérémonie républicaine, de vertu du travail et de l'importance de cette scolarité au collège. Cette première cérémonie tout entière ponctuée d'émotion a été un moment de joie, de retrouvailles et de convivialité : en un mot une totale réussite.

SAINT-JEAN

Assemblée Générale des Pêcheurs

18 NOV. 2016

Deux démissions et trois élections



Les participants à l'AG



Le président Claude Marrigues, avec Thierry Baco, démissionnaire et Philippe Benza (1er plan), garde-pêche adjoint

Vendredi 28 octobre avait lieu l'Assemblée Générale de l'Association de Pêche de Saint-Jean. Le rapport d'activité mettait en lumière le dynamisme de l'association : 10 lâchers au cours de l'année, organisation de la fête de la nature, 2 journées de nettoyage du lac, participation à la journée des associations, 2 repas festifs, organisation du traditionnel concours de la fête locale... ainsi que des journées d'initiation pour les pensionnaires du foyer Fond

Peyré et pour les jeunes du Mirail. Les finances étant légèrement bénéficiaires, il a été décidé de ne pas augmenter le prix des cartes pour l'année 2017 ; quant au tarif jeune il s'applique désormais jusqu'à 14 ans, au lieu de 13. Les adhérents ont du ensuite délibérer sur le renouvellement du bureau : MM. Gérard Alaux, François Lay et Daniel Métais ont été élus à l'unanimité suite à la démission d'Yves et Thierry Baco. Daniel Métais sera le troisième garde-pêche avec Dominique Operti et Philippe Benza. Pour le président, M. Claude Marrigues, qui conserve son poste, « une nouvelle ère débute avec ce renouvellement du bureau. Une équipe soudée, compétente et conviviale est en place. Le bureau se réunira désormais mensuellement, pour faire l'état des comptes, et brasser les idées pour mettre en place de nouvelles actions ». Est notamment à l'étude un lâcher de truites programmé à l'occasion de la Fête de la Nature, dans le but d'y associer un maximum d'enfants. La manifestation s'est terminée autour du pot de l'amitié.



Latécoère Aéronotique

10 NOV. 2016

Trois élus départementaux interpellent l'Etat

Trois élus du conseil départemental ont déposé un vœu, concernant Latécoère, lors de la dernière réunion du Conseil Départemental. Celui-ci a été voté à l'unanimité. Ce sont Jean-Jacques Mirassou, Vice-Président du Conseil Départemental et Conseiller Départemental du canton de Toulouse 9, Marie-Dominique Vezian Conseillère départementale du canton de Toulouse 9 et Sandrine Floureuses Vice-présidente à l'Emploi qui suivent ce dossier. Ce trio demande à l'Etat une extrême vigilance sur le devenir de Latécoère par courrier :

"La Société Latécoère dont le site historique est situé dans le canton de Toulouse 9 a été confrontée pendant plusieurs années à une dette cumulée qui l'avaient entraînée au bord de la liquidation.

C'est la raison pour laquelle, depuis 2011, le Conseil Général a eu l'occasion d'interpeller, à plusieurs reprises, les différents ministres de l'Industrie en insistant sur le fait que la société Latécoère présente un savoir faire historique à haute valeur ajoutée reconnu mondialement, notamment en matière d'aérostructures, de portes et de câblages.

Cet enjeu stratégique sur le plan industriel, avait justifié le concours, en 2014, du C.I.R.I. (Comité Interministériel de Restructuration Industrielle) afin de trouver une solution pérenne permettant de désendetter Latécoère. C'est à travers une solution dite « Capitalistique » (rachat de la dette par deux fonds d'investissement Apollo et Monarch capital) que cet objectif a été réalisé.



Jean-Jacques Mirassou et Marie-Dominique Vezian.

Parallèlement un plan industriel (transformation 2020) était annoncé par la direction, afin d'affirmer la place de cette entreprise à l'échelon mondial dans le secteur concerné. Ceci au prix de l'annonce d'un Plan de Sauvegarde pour l'Emploi (P.S.E.) engageant de nombreuses suppressions de postes.

Or, le 13 juillet dernier, le Directeur général a été « débarqué » brutalement alors que rien ne le laissait supposer. Il va sans dire qu'au-delà de l'effet de surprise provoqué par cette annonce, l'inquiétude de tous ceux qui sont concernés est montée d'un cran et aura pesé sur les négociations ayant précédé l'adoption du P.S.E. le jeudi 7 octobre 2016.

En dépit de l'annonce de mutations censées permettre à la Société Latécoère d'affronter, à moyen terme, la conquête de nouveaux marchés, les craintes restent vives en ce qui concerne la compatibilité d'un projet industriel garantissant sur le long terme le savoir faire et l'emploi, avec la logique de profits propre aux fonds d'investissement. Il paraît en effet paradoxal, d'annoncer un investissement de cent mil-



Sandrine Floureuses

lions d'euros en procédant au préalable à 150 licenciements secs.

C'est pourquoi le Conseil départemental, très attentif à l'évolution de la situation, demande au ministre de l'Industrie Monsieur Sirugue, d'observer la plus extrême vigilance sur ce dossier. En demandant à la Direction Régionale des Entreprises de la Concurrence, de la Consommation du Travail et de l'Emploi de tout mettre en œuvre pour diminuer le nombre de suppressions d'emplois et en veillant à la crédibilité du projet industriel qui doit permettre d'assurer l'avenir de la société sur le territoire concerné."

SAINT-JEAN

Conférence clownesque

La ferme !

Vendredi 18 novembre à 21h, la compagnie de théâtre musical les Z'Omni sera sur la scène de l'Espace Palumbo pour une conférence clownesque intitulée « La ferme ». Quatre conférencières fantaisistes proposeront une analyse de la fameuse Révolution Animale du 21 juin, sous forme d'une conférence-spectacle. Au fil des séquences, ces conférencières loufoques vont évoluer, se laisser contaminer par le propos, se transformer au même titre que les animaux qu'elles évoquent. Et le spectacle va grincer, trébucher, éclater sans jamais



Une conférence qui n'engendrera pas la mélancolie

perdre le fil de l'histoire. Tarifs : 12€ / 10€ / 8€. Billetterie au guichet le soir du spectacle

Billetterie en ligne : palumbo.mairie-saintjean.fr

Infos spectacles : 05 61 37 63 28.

10 NOV. 2016

FG31

Emmanuelle Bercot : "Le seul moteur d'Irène Frachon, c'est les victimes"

Article mis à jour le 16/11/16 13:59

INTERVIEW - Dans "La Fille de Brest", au cinéma le 23 novembre, Emmanuelle Bercot revient sur le scandale du Mediator. La réalisatrice livre un grand film, mêlant thriller, enquête, médecine et drame humain. Le Journal des Femmes l'a rencontrée.



©Javier Etchezarreta/SIPA

Nous sommes en 2008. Irène Frachon, pneumologue de Brest, alerte les autorités sanitaires sur les risques cardiaques liés au Mediator, un traitement contre le diabète, également utilisé en tant que coupe-faim. Elle passe de commissions en commissions, écrit à tous les responsables politiques, publie en 2010 le livre "*Mediator 150 MG : combien de morts?*". Personne ne l'écoute. Pire : on tente de la discréditer et on la menace. Deux ans plus tard, au terme d'un combat acharné et d'une détermination sans faille, le médicament est finalement retiré du marché. C'est cette histoire qu'Emmanuelle Bercot raconte dans La Fille de Brest, avec Sidse Babett Knudsen et Benoît Magimel, au cinéma le 23 novembre. La réalisatrice signe un film important et passionnant, plongeant dans les arcanes d'un système et d'un monde dominé par ses codes, sa hiérarchie, ses intérêts financiers. Loin de livrer une œuvre austère en expliquant par le menu une affaire complexe, Emmanuelle Bercot mêle avec brio thriller, enquête et drame humain pour une œuvre citoyenne, dans la lignée d'un *Erin Brockovich*.

Le Journal des Femmes : Vous souvenez-vous de ce que vous avez ressenti quand le scandale du Mediator a éclaté ?

Emmanuelle Bercot : Je me rappelle comme tout le monde en avoir entendu parler dans les médias. Je suis assez sensible à ces questions-là parce que je suis fille de médecin. L'industrie pharmaceutique faisait partie des préoccupations de mon père, donc c'est un truc que je connais depuis que je suis toute petite. J'étais intéressée par cette affaire sans y prêter une attention plus aiguë que ça. C'est à la lecture du livre d'Irène Frachon, qui reprend tous les ressorts de l'affaire, que j'ai été complètement sidérée par ce qu'elle a dû surmonter pour arriver à se faire entendre.

Comment avez-vous découvert son livre, *Mediator 150 MG : combien de morts?* ?

Mes productrices m'ont conseillé de le lire et m'ont interrogée sur l'éventualité d'en faire un film. Il venait de sortir et beaucoup de producteurs s'y intéressaient. Ça m'a interpellée en tant que citoyenne, mais je n'ai pas du tout eu l'évidence d'un film. Les productrices ont insisté pour que je rencontre quand même Irène Frachon. Elle m'a raconté son histoire, avec son tempérament tout feu tout flamme. Quand elle parle, tout prend vie. Cette rencontre a été le déclic. Je me suis dit que si le film était le portrait de cette femme, le récit de son combat de son

point de vue, ça pouvait faire une histoire de fiction très forte, avec un personnage qui allait embarquer les spectateurs.

Avez-vous rencontré des familles de victimes ?

Non. Plutôt que de multiplier les victimes dans le film, on a décidé très vite d'en incarner une qui serait emblématique de toutes les autres. Irène nous a permis de rencontrer une de ses patientes, dont elle est très proche. Elle a en partie inspiré le personnage de Corinne.

Avez-vous aussi rencontré des membres de la classe politique de l'époque ?

On a rencontré tous les protagonistes, sauf les purs politiques, Je n'ai pas rencontré Xavier Bertrand [ministre de la Santé à l'époque, ndlr] et Aquilino Morelle [rédacteur d'un rapport de l'Igas sur le Mediator, ndlr] parce que ce qu'on montre dans le film est très factuel. Il suffisait de se fier aux documents qu'on avait. **J'ai rencontré le député Gérard Bapt : il a été un maillon très important de l'affaire et fait partie de l'entourage proche d'Irène maintenant.** Tous ces acteurs avaient l'énergie d'une armée derrière elle. *La Fille de Brest* est le portrait d'une femme, mais c'est aussi une aventure collective, avec des gens venant d'horizons différents, qui se sont serrés les coudes et se sont apportés leurs compétences mutuelles.

"Si Irène a tenu, c'est en grande partie grâce à sa famille"

Vous avez aussi rencontré la famille d'Irène Frachon ?

Bien sûr ! On a rencontré tous ceux qui ont fait sa vie pendant ces 5 années et en premier lieu, son mari et ses 4 enfants. Le film reflète très fidèlement l'ambiance qui règne dans cette famille, une atmosphère très joyeuse où la musique est omniprésente. C'est une famille comme j'en n'avais jamais vue. On a compris en les voyant que si Irène avait tenu, c'est en grande partie parce qu'elle a ce socle-là, uni envers et contre tout. Ça se sent.

Est-ce que ses proches avaient conscience du danger auquel elle s'exposait ?

Irène est assez émotive. Ce n'est pas quelqu'un qui cache ses sentiments. Je pense qu'ils l'ont vu au fond du trou, notamment à deux moments où elle a eu extrêmement peur : quand le sous-titre de son livre, *Combien de morts ?*, a été censuré, parce qu'elle a pris conscience du pouvoir colossal du laboratoire Servier. Et le moment où elle a surpris les échanges de mails entre experts qui la dénigraient. Elle s'est dit qu'elle s'était mis tout le monde à dos, que ça allait mal finir. Sa famille a partagé tout ça avec elle. Elle était obnubilée par cette affaire, 24 heures sur 24. Elle ne dormait plus. Elle ne pensait qu'à ça. Plus grand-chose d'autre ne comptait. Mais ils ont toujours été derrière elle.



Le film est basé sur des faits réels, mais en avez-vous romancé une partie ?

C'est du cinéma et il faut provoquer de l'émotion chez le spectateur. Je ne dis pas que l'histoire du Mediator n'aurait pas suscité d'émotion, mais j'étais tenue par ce qu'on appelle "la fiction du réel". On est obligé de coller à la réalité, surtout pour les séquences basées sur des faits techniques, médicaux ou scientifiques. Je ne pouvais prendre aucune fantaisie parce qu'il fallait que je sois irréprochable et inattaquable sur ce plan-là. J'ai profité d'une partie plus romanesque du film, notamment dans le duo entre Irène et Antoine Le Bihan. J'ai insufflé du conflit, des tensions, des engueulades, des réconciliations et même une légère ambiguïté amoureuse qui n'a pas existé dans la réalité. Irène et son confrère ont eu l'intelligence de comprendre que le cinéma est une transposition de la réalité et m'ont autorisé à prendre ces libertés.

La Fille de Brest mêle thriller et enquête médicale sans jamais négliger l'aspect humain de l'histoire. Comment parvient-on à cet équilibre ?

Il fallait que le film soit ultra-efficace, ultra-rythmé et accessible au grand public. Simplifier l'aspect technique tout en restant crédible. L'autre enjeu, c'était de rendre compte de l'humanité de tous ces gens. L'idée du thriller est venue de là : quand Irène raconte son histoire avec ses mots, ses émotions et ses grands gestes, elle dit qu'elle avait l'impression qu'elle était dans un film d'horreur, qu'elle allait se réveiller, que ce n'était pas possible. Puisqu'elle avait vécu et ressenti les choses comme ça, le meilleur moyen de transmettre son histoire aux gens, c'était de la raconter sous forme de thriller.

Avez-vous subi une pression des laboratoires Servier pendant le tournage du film ?

Aucune, à ce jour, ni moi, ni la production. Je pense qu'ils sont au courant parce que le film a été annoncé il y a longtemps. Ça fait 5 ans que ce projet est sur les rails, mais ils ne se sont jamais manifestés.

Pourquoi avoir confié le rôle d'Irène à Sidse Babbett Knudsen ?

Ce n'est pas mon idée. Je ne l'aurai jamais eu d'ailleurs. Parmi les actrices françaises de 40-45 ans, je n'arrivais pas à en imaginer une dans ce personnage. Faute d'emballage évident, j'allais abandonner le film. J'ai confié ça à Catherine Deneuve un soir et immédiatement, elle m'a dit : "Il y a une actrice incroyable dans la série Borgen. Vous devriez regarder." J'ai trouvé cette actrice épatante, singulière, à part, avec une énergie débordante. C'est ce que je cherchais pour le personnage. Je l'ai rencontré et je lui ai proposé le film tout de suite. C'était aussi incongru qu'évident, à tel point que le fait qu'elle ne soit pas française et qu'elle ait cet accent n'a jamais posé question.

Vous auriez vraiment abandonné le projet si vous n'aviez pas trouvé la bonne comédienne ?

Oui, parce qu'il faut que je sois convaincue de mon choix, que ça m'embarque totalement. Ce n'était pas une bonne idée de faire le film à moitié sûre de moi.

Et pour Benoît Magimel ?

J'étais 100 % convaincue. Le personnage dont est inspiré Antoine Le Bihan a cette bonhomie, mais il a aussi une très grande humanité, quelque chose d'assez fragile, quelque chose de l'enfance. C'est comme ça que j'avais vu ce personnage. Benoît a tout ça et il a dit oui tout de suite.

C'est la deuxième fois que vous le dirigez après *La Tête Haute*. Avez-vous travaillé différemment avec lui ?

Ce sont deux personnages totalement différents, même physiquement. D'un film à l'autre, il est méconnaissable. Je n'avais pas l'impression de travailler avec le même acteur. Il est comme une pâte à modeler. Je peux en faire absolument ce que je veux. Ça a été le même type de travail : aller chercher le cœur de ce qu'il est, enlever tout le décorum qui peut parfois nuire au jeu pour ne garder que la sève.



Faites-vous encore confiance à l'industrie pharmaceutique ?

Je ne lui faisais pas confiance avant de toute façon. Je ne prends jamais de médicament. Il ne

faut pas généraliser non plus, il y a des laboratoires qui sont sans doute irréprochables. Tant que le monde de la santé et de l'argent cohabiteront, je ne vois pas comment les choses pourraient se régler. Je reste extrêmement méfiante. Depuis l'affaire du Mediator, sans parler de toutes celles qu'il y a eu avant, c'est quand même l'avalanche de scandales du même type. Ça ne pousse pas à rassurer les gens.

Le sujet des scandales sanitaires vous intéresse ?

Ce sont surtout les lanceurs d'alerte qui m'intéressent. C'est eux qui nous permettent d'ouvrir les yeux. L'affaire du Mediator est symptomatique et édifiante de plein d'autres affaires. Celle du sang contaminé me choque tout autant, si ce n'est plus. C'est la toile de fond du film. Le combat aurait été aussi fort et aussi beau si ça avait été un scandale alimentaire, financier, écologique, politique. Ce qui est merveilleux, c'est ce qu'a accompli cette femme. Irène Frachon est l'une de nos grandes lanceuses d'alerte en France. Son histoire peut encourager chacun à faire bouger les choses. Elle est partie de rien. Rien ne la prédisposait à ça et elle s'est transformée en machine de guerre par nécessité, pour l'intérêt général. Chacun a le pouvoir de faire ça, il faut simplement être extrêmement courageux.

Vous pourriez avoir ce courage-là ?

C'est dans mon tempérament, mais je ne sais pas. C'est comme quand les gens demandent "vous auriez été résistants ou collabos ?". Tout le monde répond "j'aurais été résistant", mais on ne sait pas du tout ce qu'on aurait fait. Je serais partie au combat, mais je ne sais pas si, comme elle, j'aurais réussi à aller jusqu'au bout, à ne jamais baisser les bras.

"Irène est au-delà de la révolte. Elle est dans la haine de tout ça"

Vous a-t-elle dit ce qu'elle aurait fait si personne ne l'avait écoutée ?

Elle n'aurait jamais lâché. Si ça n'était pas passé par les médias, elle aurait forcé les portes des députés à l'Assemblée nationale. Elle aurait fait en sorte que ça aille au bout parce que ses pensées quotidiennes, c'était "des gens meurent". Il n'y avait que ça qui l'intéressait. Ce n'est pas non plus le chevalier blanc qui veut rétablir la transparence en France, sinon, elle serait ministre de la Santé. Elle serait capable de l'être d'ailleurs. Son seul moteur, c'est les victimes. Irène est une idéaliste, mais elle a aussi la vocation de son métier de médecin et elle le pratique avec une pureté totale.

Vous pensez qu'Irène Frachon a tout raconté, dans son livre et à vous ?

Non. Elle m'a dit des choses qu'il n'y avait pas dans le livre puisque toute la seconde partie du film se déroule après sa publication. Je pense qu'elle a des convictions et des révoltes d'une telle force qu'elle ne les exprime peut-être pas. Elle est au-delà de la révolte. Elle est dans la haine de tout ça. Elle ne peut pas toujours l'exprimer comme elle le voudrait. Elle contient pas mal de choses, c'est certain.

***La Fille de Brest*, réalisé par Emmanuelle Bercot, avec Sidse Babbett Knudsen, Benoît Magimel... 2h08.**

Moins de gâchis, c'est possible

18 NOV. 2016

l'essentiel

A l'heure où le Secours catholique interpelle les candidats aux primaires sur la hausse de la précarité, l'Ademe lance une campagne anti-gaspillage : on pourrait économiser jusqu'à 300 000 de nourriture par ans soit la valeur de 700 millions d'euros...

« **F**aut pas gâcher » disaient nos grands-mères. Elles s'arracheraient aujourd'hui leur chignon si elles contemplaient l'ampleur du gâchis que produisent nos sociétés de consommation. Gâchis d'autant plus insupportable que, au niveau mondial, ce que l'on jette aujourd'hui à la poubelle serait en mesure de satisfaire les besoins de tous ceux qui sont mal nourris ! Le scandale n'est pas propre aux pays du tiers-monde. Hier, le Secours catholique interpellait les candidats à la primaire : la précarité est toujours en augmentation dans ce pays. « Nous attendons du futur président qu'il fasse l'unité nationale et combatte la pauvreté et la stigmatisation des plus pauvres », demande l'association.

Dans le même temps, l'Ademe, qui d'ordinaire nous parle d'énergie, nous annonce que la distribution pourrait réduire son gaspillage alimentaire de 300 000 tonnes par an et économiser 700 millions d'euros. Et c'est avec des choses simples que l'on peut y arriver. Déjà, en février dernier, une loi oblige les magasins à ne plus jeter ni détruire les produits alimentaires invendus, mais à la donner à des associations d'aide alimentaire – Banque alimentaire, Restos du Cœur, Croix Rouge, etc. « Dans la pratique, explique Pierre Galio, chef de service thématique DD et prévention de l'Ademe, nous avons réalisé une expérience

avec dix magasins appartenant à différentes enseignes : Carrefour, Auchan, Intermarché, Leclerc et Système U. Nous avons analysé les flux entrants et sortants (vols, casse, dons, etc.) et mesuré l'ampleur du gaspillage. Puis, nous avons posé des diagnostics... »

L'exemple le plus frappant ? Un magasin où le poissonnier était malade. Son remplaçant ne connaissait pas le métier : et la marée est partie à la poubelle...

Dans ces magasins-là, on a expérimenté : diminution des produits les moins vendus, (1 % des produits représentent 20 % du gaspillage !) promotions sur les denrées approchant la date limite, vente « assistée » pour éviter que les fruits et légumes soient tripotés cent fois avant d'être achetés...

« Au bout de l'expérience, explique Pierre Galio, on a économisé l'équivalent de 160 tonnes par an sur les dix magasins, soit l'équivalent de 70 000 € par magasin ! » De quoi confectionner 320 000 repas.

Avec quelques retouches de bon sens, c'est un quart du gaspillage en moins.

La deuxième bonne nouvelle, c'est que ces produits qui n'ont pas été perdus ont profité à des associations... et aux enseignes ! Car le don de marchandise autorise les enseignes à une défiscalisation. Tout le monde est gagnant.

Quant à l'Ademe, elle va consacrer 800 000 € à l'achat de camions frigorifiques à destination des associations, pour transporter ces précieuses marchandises : parfois, c'est juste le transport qui coince la mécanique.

Voilà pour la distribution. Mais le gaspillage concerne aussi les producteurs, les transformateurs, les transporteurs, tout autant que les consommateurs. Là encore, quelques gestes simples permettent souvent d'éviter de remplir les poubelles.

**Réduire le gaspillage
permettrait
d'économiser 700
millions d'euros par
an**

LA DÉPÊCHE

DU MIDI

Nord-Est

Plus de 10 millions de tonnes de nourriture sont jetées en France chaque année

18 NOV. 2016



Rapporté à la population française, ce gaspillage total se monte à **149 kg/personne/an** dont 17,9 kg/an d'aliments encore consommables

16 milliards d'euros Évaluation de la valeur commerciale théorique des pertes et gaspillages

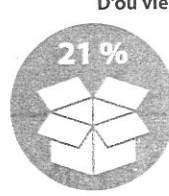
15,3 millions de tonnes équivalent CO₂
Évaluation de l'impact carbone des pertes et gaspillages, soit 3 % de l'ensemble des émissions de l'activité nationale

La France s'est engagée au travers du Pacte national de lutte contre le gaspillage alimentaire à réduire de moitié le gaspillage alimentaire à l'horizon 2025



AGRICULTURE
Fruits et légumes abîmés, trop petits, non « présentables »...

PÊCHE
Poissons rejetés morts en mer...



USINE
Process ou conditionnement défectueux...

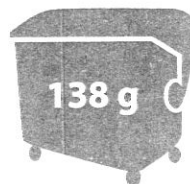


TRANSPORT
Casse, rupture de la chaîne du froid...
DISTRIBUTION
Invendus, produits abîmés par les manipulations...



MAISON
Restes de repas jetés, produits périmés...
RESTAURANT / CANTINE
Déchets de préparation, reste de repas, mauvaise gestion des stocks...

Pertes et gaspillages
En g/convive/repas



Restauration collective et commerciale



Au foyer

Le temps consacré à la préparation des repas a diminué de 25 % entre 1986 et 2010

+4,4 % par an de dépenses en plats préparés depuis 1960

source : Ademe

ILS LUTTENT À LEUR MANIÈRE CONTRE LE GASPILLAGE ALIMENTAIRE



Baptiste Dubanchet va traverser l'Atlantique en pédalo en mangeant des produits périmés.

Son idée peut à première vue surprendre. Pour lutter contre le gaspillage alimentaire, un jeune homme de 28 ans va, depuis Paris rejoindre New York à vélo, puis en pédalo. Le tout en se nourrissant exclusivement d'aliments dits périmés (du miel datant des années 1960, du riz de 2011 ou encore des lentilles de 2008...). Baptiste Dubanchet entend montrer que ces produits que l'on peut jeter facilement une fois la date de péremption dépassée, n'ont rien de mauvais pour la santé. Il partira de Paris le 6 janvier prochain pour une traversée de trois mois en solitaire. « Dans le langage courant « périmé » veut dire « dès que la date est dépassée » explique-t-il. « Mais avec ce projet, on veut montrer qu'il y a des produits qui ne seront jamais avariés, qui ne nous rendront jamais malade tant qu'ils sont bien conservés. Les dates de péremption ne servent à rien, sinon à accroître le gaspillage alimentaire. Le miel, les lentilles, les céréales, la farine on peut encore les manger des décennies plus tard. » Dans une courte vidéo publiée sur You-

tube et présentant son projet, Baptiste explique également la différence existant entre les produits marqués par les DLUO soit la date limite d'utilisation optimale (farine, riz, pâtes, lentilles...) et les autres présentant une DLC, c'est-à-dire une date limite de consommation (aliments conservés au frais, viandes, laitages...) qui eux, peuvent être mauvais pour la santé,

Il va se nourrir exclusivement d'aliments périmés: du miel de 1960, des lentilles de 2008, du riz de 2011...

une fois périmés. Sa traversée de l'Atlantique servira notamment de moyen de communication pour faire signer une pétition visant à changer ou supprimer les DLUO. Pour financer le voyage, une collecte d'argent en ligne a été lancée sur www.helloasso.com. Autre façon de lutter contre le gaspillage alimentaire, l'idée du banquet des 5 000.

Initiée en 2009 à Londres par le collectif *Feeding 5000*, l'idée a depuis été dupliquée dans de nombreuses villes : Paris, Dublin, New York, Bruxelles, Sidney... jusqu'à Toulouse, le 23 juillet dernier. Afin d'alerter les gens sur le gaspillage alimentaire insensé réalisé en France et dans le monde, une soupe géante est réalisée exclusivement à partir de produits destinés à être jetés : carottes bicornues, pommes de terre difformes, salades un peu cuites... Des « produits frais disqualifiés encore parfaitement consommables ». Et de quoi nourrir, l'espace d'un repas, plusieurs milliers de personnes. Dans un ordre de grandeur un peu plus petit, mais avec le même état d'esprit, des Disco soupes sont organisées un peu partout en France depuis quatre ans. Il s'agit de sessions collectives et ouvertes de cuisine de fruits et légumes rebuts ou invendus, dans une ambiance musicale et festive. Les soupes, salades, jus de fruits ou smoothies ainsi confectionnés sont ensuite redistribués à tous gratuitement ou à prix libre.

O.A.



Une Disco soupe organisée en février 2015 à Toulouse. / Photo DDM Xavier de Fenoyl

Aujourd'hui en France



18 NOV. 2016

Le sac à sapin dans les starting-blocks *Il est conditionné et emballé dans un établissement spécialisé du Rhône.*

ILS SERONT bientôt installés sous les sapins. Prêts, au lendemain des fêtes, à emballer l'arbre de Noël de sorte qu'il n'essaim pas ses épines sur le chemin de la déchetterie. Avant cela, les désormais célèbres sacs à sapin, lancés par Handicap International il y a vingt ans et déjà vendus à 10 millions d'exemplaires, sont entièrement fabriqués et conditionnés dans la région Auvergne-Rhône-Alpes.

« Produits à base de maïs, biodégradables, ils sont transformés en Auvergne puis livrés à Mornant, dans le Rhône, pour être conditionnés et emballés », explique Sabine Eyssartier, responsable du commerce solidaire chez Handicap International. Là, dans un établissement et service d'aide par le travail (Esat), l'opération fournit du tra-

vail à 20 personnes à l'année avec les protège-livres du kit Plio, autre produit phare de l'ONG basée à Lyon.

FINANCER LES ACTIONS D'HANDICAP INTERNATIONAL

Dans quelques jours, les sacs garniront les rayons des jardineries, fleuristes, magasins de bricolage ou supermarchés. Chaque année, leur vente rapporte quelque 750 000 € à Handicap International. « De quoi appareiller plus de 18 000 personnes, acheter 8 300 fauteuils roulants ou déminer 1,5 million de mètres carrés », indique Sabine Eyssartier. La sortie des ateliers de Mornant des 450 000 sacs à sapin version 2016 est prévue pour cette fin de semaine.

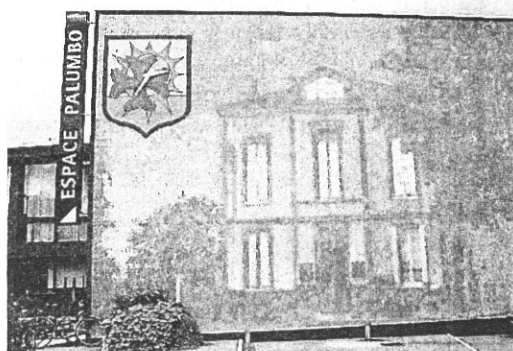
CATHERINE LAGRANGE

19 NOV. 2016

SAINT-JEAN

Le Quai des Savoirs va débiter

Le Quai des Savoirs, qui débute ce lundi, a pour mission de faire rayonner le développement d'actions de culture scientifique et technique sur l'ensemble de la métropole toulousaine, pour le partage des savoirs et de connaissances. Il propose aux communes de la métropole des ateliers de sensibilisation, de découverte, des défis scientifiques, autour de la « construction du futur ». En lien avec la thématique annuelle, la ville de Saint-Jean s'est positionnée pour accueillir un événement autour du futur durable (développement durable, des énergies, de l'environnement) du 21 au 26 novembre. Planète Sciences, les Petits Débrouillards et Délires d'encre proposent un programme élaboré autour de cette thématique. Parmi les temps forts de cette semaine figurent différents rendez-vous : mercredi après-midi, Gaston le fourgon, un « hors les murs » avec la jeunesse (place Mitterrand) ; jeudi soir à l'Espace Palumbo de 17 h 30 à



L'apéro débat aura lieu jeudi soir à l'Espace Palumbo. / Photo DDM.

19 heures apéro débat ; vendredi en journée valorisation des travaux des trois classes sur les différentes énergies et actions culturelles en milieu scolaire ; samedi matin sur le marché Gaston le fourgon en direction du grand public.

Législatives : les candidats à l'investiture du PS sont déclarés

19 NOV. 2016

Sur les neuf députés socialistes sortants de la Haute-Garonne, deux seulement ne se représenteront pas aux prochaines élections législatives. Et c'est la nuit dernière, à minuit précise, que les candidatures à l'investiture étaient closes à la fédération départementale du PS. Voici l'état des lieux sous réserve d'une modification de dernière minute.

Dans la **première circonscription**, Catherine Lemorton présidente de la commission des affaires sociales à l'Assemblée nationale, n'aura pas de rival pour briguer un troisième mandat.

Dans la **deuxième circonscription**, de loin la plus convoitée, **Gérard Bapt**, menacé par la résolution votée par la fédération du PS interdisant aux députés de faire plus de trois mandats, a finalement et malgré tout déposé sa candidature à l'investiture. Mais cette fois, il devra faire face

à plusieurs autres ambitions, au rang desquelles celles de Jean-Jacques Mirassou conseiller départemental, et Étienne Morin qui avait convoité en son temps la fédération PS. Didier Cujives jetant l'éponge (lire ci-contre).

Dans la **troisième circonscription**, la seule remportée par la droite avec Jean-Luc Moudenc en 2012, avant qu'il ne passe la main à sa suppléante, Laurence Arribagé, deux

femmes montent à l'assaut : la conseillère municipale de Toulouse Isabelle Hardy et la présidente de la FCPE de la Haute-Garonne, Hélène Rouch.

Martine Martinel, la sortante sur la **quatrième circonscription** n'aura pas, elle, de concurrent(e). Dans la **cinquième cir-**

conscription, la députée sortante, Françoise Imbert ne se représentant pas, deux candidates à l'investiture se sont déclarées : Sandrine Flouressus et Véronique Volto, toutes deux conseillères départementales. Dans la **sixième circonscription**, Monique Iborra, exclue du PS,

espère repartir pour un troisième mandat consécutif, mais Camille Pouponneau, une jeune conseillère départe-

mentale, seule candidate à l'investiture PS, va lui disputer la place.

Dans la **septième circonscription**, Patrick Lemasle, ne se représente pas. L'adjointe au maire de Carbonne, Marie-Caroline Tempesta, nouvelle conseillère régionale, s'est positionnée. Elle

sera en concurrence avec Elisabeth Serre, conseillère départementale de Muret.

Pour le **Corrèzes**, dans la **huitième circonscription**, Joël Aviragnet, le suppléant de Carole Delga, devenue présidente du conseil régional d'Occitanie, veut postuler à nouveau, mais Louis Ferré, le maire de Luchon, et Paul-Marie Blanc, maire de Bérat se sont également mis sur les rangs.

Dans la **neuvième circonscription**, le député sortant Christophe Borgel aura finalement un adversaire face à lui en la personne d'Arnaud Mandement... l'ancien maire de Castres.

Enfin dans la **dixième circonscription**, il n'y aura pas de suspens. Le député sortant dans le Lauragais, Kader Arif, sans adversaire, sera logiquement candidat à sa propre succession.

Gilles-R. Soullés

Sur les neuf députés socialistes sortants de la Haute-Garonne, deux seulement ne se représenteront pas.

AMER, DIDIER CUJIVES JETTE L'ÉPONGE

C'est particulièrement amer, (pour faire dans la litote) que Didier Cujives, que l'on a présenté comme un des candidats potentiels à l'investiture du PS, a jeté l'éponge, hier soir. Le conseiller départemental, et maire de Paulhac, qui envisageait une vie parlementaire, a finalement renoncé, quasiment en claquant la porte. L'élus s'est aussitôt confié à la Dépêche : « D'après mon expérience au département, celle de maire, de président du Pays tolosan, et quelques années de politique derrière moi, je pense que j'avais une



chance de faire gagner cette circonscription à la gauche. J'avais donc espéré qu'Étienne Morin se retire pour pouvoir me présenter face au sortant **Gérard Bapt** lequel souhaite entamer un 9^e mandat ! Les gens veulent du renouveau, ce que je représente au sein du courant Montebourg... Eh, bien non ! Le choix de l'unité autour de moi n'a pas été fait au PS. C'était la condition pour partir gagnant.

On a privilégié des candidats qui servent l'appareil ; moi, c'est plutôt le terrain ! Alors, je me retire. Mais il faut balayer devant sa porte : je n'ai pas su faire l'unanimité. Dans le fond, ce n'est pas grave. Cela renforcera mon travail de proximité, sur un territoire que j'aime, aux côtés de Georges Méric... ».

Recueilli par Emmanuel Hallot

20 NOV. 2016

SAINT-JEAN

Le Quai des Savoirs dès ce lundi

Le Quai des Savoirs, qui débute ce lundi, a pour mission de faire rayonner le développement d'actions de culture scientifique et technique sur l'ensemble de la métropole toulousaine, pour le partage des savoirs et de connaissances. La ville de Saint-Jean s'est positionnée pour accueillir un événement autour du futur durable (développement durable, des énergies, de l'environnement) du 21 au 26 novembre. Parmi les temps forts de cette semaine figurent différents rendez-vous : mercredi après-midi, Gaston le fourgon, un « hors les murs » avec la jeunesse (place Mitterrand) ; jeudi soir à l'Espace Palumbo de 17 h 30 à 19 heures apéro débat ; vendredi en journée valorisation des travaux des trois classes sur les différentes énergies et actions culturelles en milieu scolaire ; samedi matin sur le marché Gaston le fourgon en direction du grand public.

161

LA DÉPÊCHE

DU MIDI

Nord-Est

21 NOV. 2016



ELYSEE 2017

Résultats des bureaux de Haute-Garonne

Bureaux	Nb. votants	Nb. exprimés	Sarkozy %	Fillon %	Kosciusko-Morizet %	Juppé %	Coppé %	Le Maire %	Poisson %
SAINT JEAN	970	968	19,520,14%	42,043,39%	34,351%	29,730,68%	10,10%	10,103%	11,114%

HAUTE-GARONNE

Votants : 65622

Exprimés :

CANDIDATS	VOIX	%
Sarkozy	13 539	20,7 %
Fillon	26 840	41 %
Kosciusko-Morizet	2 022	3,1 %
Juppé	20 799	31,7 %
Copé	142	0,2 %
Le Maire	1 251	1,9 %
Poisson	917	1,4 %

Les résultats partiels communiqués hier soir par la Haute autorité d'organisation de la primaire (131 bureaux dépouillés sur 158).

19 NOV. 2016

balma

initiative

La 1000^e utilisatrice de la navette seniors

Annette Houlié est une usagère régulière de la navette seniors qui permet aux habitants de 70 ans et plus de bénéficier de trajets gratuits dans Balma intra-muros. Mais, quand elle a demandé le passage du véhicule jeudi matin, elle ne s'attendait pas à la surprise qui lui était réservée. De fait, Annette Houlié ignorait qu'elle était officiellement la 1000^e utilisatrice de la navette et que, pour l'occasion, c'est le maire Vincent Terrail-Novès qui en avait pris le volant. « Quand j'ai vu Monsieur le maire en train de la conduire, j'ai cru que je rêvais, sourit-elle, j'ai l'habitude de prendre cette navette que j'adore mais, en principe, c'est Sabine qui la conduit ». Coïncidence étonnante, Annette Houlié était également la 1^{re} utilisatrice de ce service créé en février. Pour en bénéficier, les usagers doivent préalablement se déclarer à l'hôtel de ville. La carte « navette seniors » leur permet alors de disposer de deux allers-retours par semaine. Aussi, pour atteindre les 1 000 trajets en moins de 10 mois, 252 cartes ont déjà été distribuées. Selon Olivier Gourichon, conseiller municipal délégué aux seniors, « beaucoup



De gauche à droite : Vincent Terrail-Novès, Annette Houlié, Olivier Gourichon et Sabine Monet. /Photo DDM, Emmanuel Vaksman

de gens attendent d'en avoir besoin pour demander la carte. D'autres se sont déjà inscrits mais ne l'ont pas encore utilisée ». Des usagers qui, au fil du temps, se sont liés d'affection pour leur chauffeur, Sabine Monet, qui assure jusqu'à 15 trajets quotidiens et confie : « Maintenant, je les connais tous très bien et je me régale à les accompagner ».

Un véhicule adapté

« Comme j'ai des difficultés à me déplacer, je prends régulièrement la navette pour aller chez le kinésithérapeute ou le docteur », explique Annette Houlié, quand Olivier Gourichon précise « que la navette est aussi très demandée le mercredi matin pour se rendre au marché ». Ces multiples sollicitations ont poussé la muni-

cipalité à choisir un véhicule plus adapté que celui qui inaugurerait le service. « Au départ, nous ne voulions pas investir dans un nouveau véhicule avant d'être sûrs du succès de la navette. Mais, quand on a vu que la demande était importante, on s'est décidé à acquérir un nouveau véhicule », précise le maire Vincent Terrail-Novès.

Emmanuel Vaksman

le chiffre

40

TRAJETS > Par semaine. La navette seniors réalise une moyenne de 40 trajets hebdomadaires. L'usager le plus âgé de ce service gratuit réservé aux habitants de 70 ans et plus est une Balmanaise de 97 ans.

LA NAVETTE SÉNIORS : MODE D'EMPLOI

Après avoir demandé et récupéré leur carte « navette seniors » gratuite en mairie, les Balmanais de 70 ans et plus peuvent réserver leur trajet 48 heures à l'avance deux fois par semaine. Le service fonctionne du lundi au vendredi de 9 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 17 heures, à l'exception des jours fériés. Le mercredi, la navette entre en service entre 9 heures et 12 h 30, uniquement pour les trajets vers, ou depuis, le marché de plein vent. Pour tout renseignement, la mairie a ouvert un numéro vert (gratuit depuis un poste fixe), également disponible pour réserver un trajet : 0 800 211 021.



La navette seniors. /Photo DDM, Emmanuel Vaksman

BESSIÈRES

20 NOV. 2016

Dépôt de pneus : une étape décisive

C'est un sujet qui revient régulièrement dans nos colonnes et qui pourrait bientôt trouver son épilogue. C'est en tout cas ce qu'espèrent fortement les élus bessiérais, et plus particulièrement Lionel Canevese, adjoint à l'environnement, qui suit le dossier depuis de longues années. Les pneumatiques qui s'entassaient dans la zone des Turques devraient enfin disparaître. Le 13 octobre, une étape décisive a été franchie avec l'arrêté de consignation, immédiatement exécutoire, pris par la préfecture. En effet, selon les termes de cet arrêté, le Trésor Public est aujourd'hui autorisé à consigner la somme de

195 000 euros, nécessaire à l'enlèvement et au recyclage des pneumatiques. Durant l'été 2016, la municipalité a proposé au propriétaire d'acheter le terrain, en se basant sur l'estimation faite par le service des Domaines, et en tenant compte du coût de remise en état du site et de traitement des déchets. Une proposition écrite à laquelle le propriétaire n'a toujours pas donné suite. Pour rappel, l'arrêté ministériel 2002-1563 en date du 24 décembre 2002 impose aux collecteurs de pourvoir à l'enlèvement et au recyclage des pneumatiques. Applicable au 1er juillet 2004, l'arrêté fixe une date butoir, le 1er juillet 2009.

Depuis cette date, Lionel Canevese, adjoint à l'environnement, a sans cesse relancé le propriétaire et les services de l'État. Son obstination semble enfin trouver une récompense avec la décision préfectorale. C'est un des sujets qui sera à l'ordre du jour de la réunion en préfecture le 9 décembre. Une réunion au cours de laquelle Jean-Luc Raysséguier, maire de Bessières, et son adjoint aborderont de nombreux sujets environnementaux avec le préfet. L'occasion pour eux de rappeler leur attachement à préserver, et même améliorer, le cadre de vie de Bessières et de ses habitants.

Ph. Roy



Lionel Canevese espère ne plus voir les 1 000 tonnes de pneus entassés aux Turques. / Photo DDM.

SAINT-JEAN

22 NOV. 2016

Le « bien manger » dans les cantines

La ville donne une importance particulière au « bien manger » avec des produits de qualité, dans ses quatre cantines scolaires. C'est d'ailleurs un des critères de choix, inscrit dans son appel d'offres, qui a fait retenir API, nouveau prestataire de la restauration scolaire et entreprise saint-jeannaise (située au Cassé). Dernièrement, à l'Espace Palumbo, des parents d'élèves sont venus s'informer de la nature des produits utilisés et de ses méthodes de fabrication pour leurs enfants. Face à eux, pour répondre aux questions, Céline Moretto, adjointe déléguée à l'éducation et à la famille, Christophe Perry, directeur de la cuisine centrale



Au micro Céline Moretto en compagnie de Christophe Perry, Sébastien Licciardo et Justine Manouvrier.

API, Sébastien Licciardo, responsable du développement et Justine Manouvrier, diététicienne. Céline Moretto a insisté sur le respect des produits de saison, des produits de proximité, bio ou encore issus de l'agriculture raison-

née. Elle a souligné : « Mais ce qui a vraiment fait la différence avec API est, outre la qualité que nous avons repérée, la diversité des préparations. Ainsi, nous pouvons proposer à vos enfants des soupes de légumes frais. Sont

aussi proposées des pâtisseries et des compotes faites maison ». La ville a aussi été séduite par l'engagement d'API en matière de développement durable (thème de l'année à Saint-Jean). Par exemple les barquettes recyclables sont récupérées une fois par semaine en vue d'une nouvelle vie. Une occasion de rappeler : « Saint-Jean s'est aussi inscrit dans le dispositif national « Réenchantons la cantine » pour faire de ce temps méridien, un temps de détente, de convivialité pour vos enfants, en impliquant tous nos personnels ». La réunion s'est terminée par une dégustation de plats concoctés par Api. Les parents d'élèves ont apprécié !

L'Union

Péage: treize maires interpellent le préfet

22 NOV 2016

Si l'actualité autour des péages autoroutiers se concentre en ce moment sur la hausse qui sera bientôt imposée aux usagers, les maires du Nord-Est proposent un autre scénario pour celui de L'Union: sa suppression, tout simplement. Rien de nouveau sur ce point au détail près que, comme ils l'avaient annoncé lors de la levée de barrières effectuée le 19 octobre, ils solliciteront le préfet cette semaine pour un rendez-vous.

Treize maires dont les communes sont impactées par ce péage (un de plus chers de France) rédigent en ce moment même leur courrier. «C'est ce que nous invite à faire le ministre dans sa dernière réponse en avançant aussi des chiffres que nous contestons. Nous prouverons bientôt qu'ils ne correspondent pas vraiment aux nôtres...», a déclaré Marc Péré, maire de L'Union, à l'origine du combat, et au nom des élus concernés. Dans sa dernière réponse, le secrétaire



Lors de la levée de barrières le mois dernier. /Photo DDM. M.L

d'État Alain Vidalies, considère que «la gratuité des tronçons ne pourrait être obtenue qu'avec le rachat des recettes du péage restant à percevoir par le concessionnaire (ndlr: ASF)... jusqu'à la fin 2036». Ce qui se traduirait par une facture «de 80 à plus de 100 millions d'€», dit-il, «à la charge des collectivités». Les maires n'envisagent toujours pas de «rebondir sur cette option».

Emmanuel Haillot

18 NOV. 2016

SAINT-JEAN

Inquiétude et exaspération chez les jeunes agriculteurs

Action coup de poing des Jeunes Paysans de Haute-Garonne



Sur une des banderoles, ce slogan: «Bientôt seules les ronces seront dans nos campagnes»



Chemin Belbèze, un tas de paille fumant, symbole de la colère des jeunes paysans

Lundi dernier, les **Jeunes Paysans de Haute-Garonne** (JA 31) organisaient une journée de revendications, émaillée de nombreuses opérations coup de poing dans le département. Dans le collimateur des paysans, figurait notamment Saint-Jean qui a été choisie du fait de la

présence du député Gérard Bapt, également premier adjoint de la commune. Car, soulignait Marie-Blandine Doazan, présidente départementale, «à propos des produits phytosanitaires, nous voulons que le tout nouvel arrêté colle au cadre européen. Et non pas de surenchère



Lundi à la première heure, livraison de fumier sur le rond-point de la mairie



Les ronces ont envahi la mairie

française comme l'arrêté qui a été pris à Saint-Jean pour réglementer l'épandage de pesticides... Nous savons utiliser les produits phytosanitaires homologués dans les meilleures conditions possibles». En réponse, Gérard Bapt s'est dit étonné de cette

revendication, «car notre arrêté a été retiré après concertation». Au côté de Mme Vézien, maire, qui s'est indignée de ces comportements, le député a déploré la méthode employée par les paysans.

FG31

18 NOV. 2016

Goûter d'anniversaires de l'Age d'Or

Chants et danses pour célébrer le temps qui passe



M. et Mme Nègre, 50 ans de mariage, avec leurs petites-filles

Mercredi dernier, le **Club de l'Age d'Or** célébrait les grands anniversaires de l'année, c'est-à-dire tous ceux



Au premier plan, M. et Mme Barraillé, mariés depuis 60 ans

qui ont eu 75, 80, 85 ans en 2016, ainsi que deux couples fêtant leurs anniversaires de mariage : 50 ans pour Yvonne et Aimé Nègre, 60

ans pour Irène et Georges Barraillé. Tout s'est déroulé en chansons, dont les incontournables « *Joyeux Anniversaire* » et « *50 ans d'amour* », entonnées par les chanteurs et chanteuses du club. Auparavant, les danseuses du club

avaient réjoui l'assistance en dansant le madison, la tarentelle, le reggae, le country... Mme Josiane Latapie, conseillère municipale et infatigable danseuse, rappelait au passage que tous les lundi matin, un cours de danse



« Joyeux anniversaire », dirigé par Arlette et Solange

country se déroule à la salle René Cassin, et qu'il est gratuit pour les plus de 65 ans habitant Saint-Jean. Qu'on se le dise ! Les « fêtes » ont ensuite reçu leurs cadeaux - plantes pour les dames, bouteille pour les messieurs,

et une splendide composition florale pour chacun des couples - avant que soit servi un savoureux goûter. Dans une ambiance de joie et de bonne humeur, l'après-midi est passée comme un éclair !

FG31



Aux premières loges, Mme Bru (à g.), adjointe aux Affaires Sociales, et Mme Latapie, conseillère municipale



La salle Palumbo était pleine!

18 NOV. 2016



Joli mouvement d'ensemble des danseuses de country

Environnement

Opération Zéro sac à usage unique

Ce samedi 19 novembre de 9h à midi, la commune de Saint-Jean, avec le soutien des commerçants de la ville et de Decoset, syndicat mixte en charge de la collecte et du traitement des déchets, procédera à une distribution gratuite de cabas réutilisables. Ces cabas « **0% plastique, 100% pratique** » seront distribués sur le marché place François Mitterrand, ainsi qu'à Carrefour City (al-



Finis les sacs plastiques!

lée Victor Hugo) et à Intermarché (avenue de la Dancelle).

FG31

Vernissage à la Mosaïque



Déjà en 2010, Gérard Picard exposait à la Mosaïque

Ce vendredi 18 novembre à partir de 18h 30, tous à la Mosaïque pour le vernissage de la nouvelle exposition réunissant Cathy Soussan, sculptrice, Roland Ferrari, peintre, et Gérard Picard, peintre ET président de la galerie! A noter que le président sera également pré-

sent à la galerie samedi 19, de 15h à 18h, et que Cathy Soussan y sera samedi 26, également de 15h à 18h. N'hésitez pas à venir rencontrer les artistes en toute décontraction. Adresse de la galerie : centre commercial Belbèze, rue Paul Riello à Saint-Jean.

FG31

22 NOV. 2016

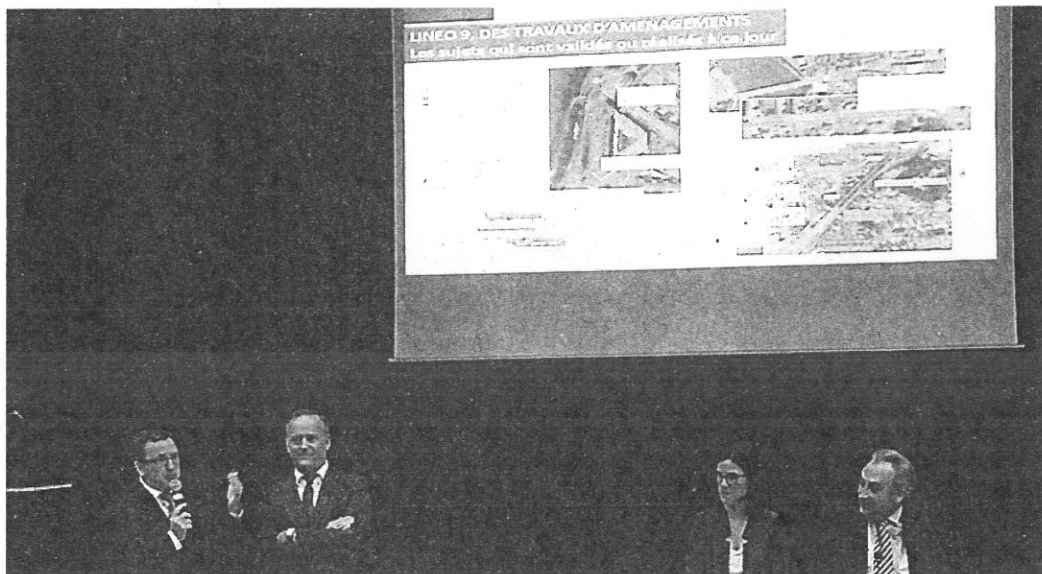
L'union

déplacements

Le bus Linéo 9 arrivera à la rentrée 2018

En préambule du dernier conseil municipal, Jean-Michel Lattes, président du SMTC Tisséo et 1^{er} adjoint au maire de Toulouse, a présenté le réseau Linéo.

Linéo est un service performant de 10 lignes de bus. La fréquence de ces lignes est attractive (entre 5 à 10 minutes), elles circulent de 5 heures à 00 h 30, les voyageurs sont informés en temps réel aux arrêts de bus. La ligne Linéo 2 qui est en service connaît un succès grandissant. La ligne Linéo 9 arrivera à L'Union à la rentrée 2018. Les usagers rejoindront le centre-ville de Toulouse en passant par Croix-Daurade et le faubourg Bonnefoy.



Jean-Michel Lattes et Marc Péré lors de la présentation de la ligne Linéo 9.

Conventions

Plusieurs conventions ont ensuite été votées au cours de ce conseil municipal, concernant la jeunesse avec la convention d'objectifs et de moyens signée avec la Maison des Jeunes et de la Culture, la convention d'objectifs et de financement signée avec les Caisses d'Allocations

Familiales pour le contrat d'accompagnement à la scolarité (CLAS) et l'adoption de la convention « Danse à l'école » pour la troisième année consécutive. Trois classes des écoles vont bénéficier de ce projet.

Les élus ont voté l'avenant à la convention de partenariat pour l'emploi avec Pôle Emploi, la ré-

novation de l'éclairage public, notamment de la RD 888 entre l'avenue de Mont-Louis et la limite communale avec Toulouse et la rénovation d'appareils vétustes dans divers secteurs de la ville.

Dans le chapitre finances, les élus ont adopté la subvention en faveur de l'association sportive

du collège et la subvention exceptionnelle en faveur de l'association « La main tendue » pour offrir un spectacle à leurs adhérents.

En fin de conseil, au cours des questions diverses, il a été annoncé que le dossier pour la construction de la gendarmerie a été retenu.

23 NOV. 2016

Cop 22 : cet immeuble toulousain est le plus smart

l'essentiel

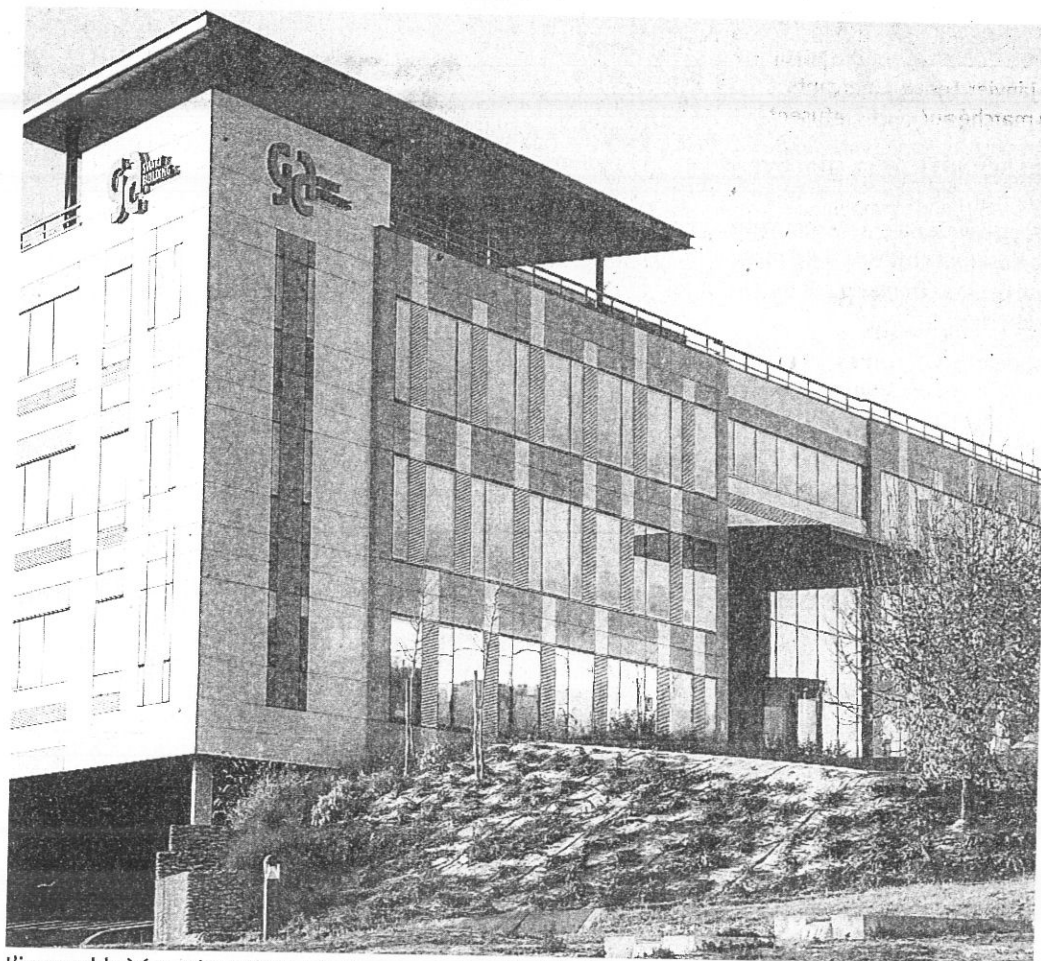
L'immeuble de bureaux du promoteur GA, à la Terrasse, vient d'être primé au niveau international, à l'occasion de la Cop 22 à Marrakech, comme un exemple de bâtiment intelligent et durable.

C'est un bâtiment de verre et de béton du quartier de la Terrasse à Toulouse, qui ressemble, en apparence, à bien d'autres immeubles de bureaux toulousains. Agua, siège national du promoteur GA, spécialisé notamment dans la production de bâtiments en préfabriqués, ca-

Le siège toulousain de GA remporte le prix international catégorie Smart Building.

che derrière ses arêtes vives, son allure moderne et cubique, une conception et un fonctionnement durables qui en font un modèle d'immeuble intelligent. Le bâtiment vient de remporter le prix international, dans la catégorie Smart Building, des « Green Building & City Solutions Awards 2016 », remis à l'occasion de la COP22, à Marrakech, par le réseau social Construction21.

Ce concours international distingue chaque année les bâtiments et quartiers les plus exemplaires ainsi que les solutions durables qui y sont mises en œuvre afin de participer à la lutte contre le changement climatique. 57 experts étaient mobilisés pour départager les candidats. Un jury composé de spécialistes du bâtiment durable, de l'efficacité énergétique, de l'analyse du cycle de vie, pour évaluer les candidats et désigner collectivement les lauréats internationaux de chaque ca-



L'immeuble à énergie positive a été inauguré, chemin de la Terrasse, en 2015. / Document GA.

tégorie.

L'immeuble Agua, inauguré en 2015, était déjà le premier bâtiment tertiaire de France à

avoir obtenu le label Bepos-Effinergie®, il y a un an. Un an après, l'immeuble de bureaux affiche une consommation

d'énergie réelle de 20,28 kWh/m²/an pour les postes liés au confort, soit 90 % de moins que ce qui est imposé par la réglementation thermique (RT2012).

Pour atteindre l'énergie positive, les consommations sont compensées par l'intégration de panneaux photovoltaïques en toiture couplés au recours à la géothermie, pour le chauffage et le rafraîchissement des bureaux. Leur production (82 MWh par an) permet de couvrir la consommation d'électricité de la totalité des postes de confort de même que 41 % de la consommation d'électricité du bâtiment tous usages confondus. Le surplus d'énergie non consommée est réinjecté dans un Smart Grid mis en place pour les bâtiments voisins.

Philippe Emery

BÂTIMENT PERFORMANT ET INTELLIGENT

Agua n'est pas qu'un bâtiment performant, c'est aussi un bâtiment intelligent. Précurseur d'une nouvelle génération de bureaux intelligents, Agua est monitoré et configuré en temps réel par le logiciel Gapéo®, développé par le Groupe GA en 2006. Connecté à plusieurs milliers de capteurs disposés dans Agua, Gapéo® traite près de 16 000 informations par seconde. Doté d'un module d'intelligence artificielle, le logiciel ne fait pas qu'exécuter, il est intelligent. Il apprend du comportement des collaborateurs, intègre leurs habitudes et tient compte des prévisions météorologiques. Les collaborateurs disposent en outre d'une application mobile, My Gapéo®, leur permettant de piloter depuis leur smartphone les paramètres de leur confort en ajustant le chauffage et la lumière tout en contrôlant la qualité de l'air intérieur. « Agua a été pour nous un incubateur. Nous voulions y tester nos technologies et mettre en œuvre notre savoir-faire pour réaliser ce que pourrait être une nouvelle génération de bâtiment agréable à vivre et à travailler », résume Sébastien Matty, président du Groupe GA.

23 NOV. 2016

SAINT-JEAN

Exposition en couleurs à La Mosaïque

La galerie La Mosaïque accueille Roland Ferrari, Gérard Picard, peintres, et Cathy Larroque-Soussan, sculpteur.

Roland Ferrari joue avec les couleurs, en équilibre entre l'expressionnisme, le figuratif et l'abstrait. Ses œuvres reposent sur une organisation spatiale, musicale, très étudiée et rigoureuse. Elles se composent et se décomposent dans un univers abstrait, dans lequel on reconnaît des signes distinctifs (l'écriture en sanscrit birman), proches du graffiti.

Gérard Picard présente une série de tableaux inspirés par les années vingt, l'art déco. À



Marie-Christine Picard, Gérard Picard et Roland Ferrari peintres, Cathy Larroque-Soussan sculpteur, Bruno Espic et Gérard Galonnier élus.

partir d'images des Ziegfeld Follies, il crée de nouvelles icônes mystiques, comme des

Sainte-Nitouche, immergées dans un décor onirique rempli de couleurs. La femme, elle,

baigne dans un blanc symbole de pureté, cachant ce sein que l'on ne saurait voir, car ce n'est pas le sujet, juste de la malice. Cathy Larroque-Soussan, expose des œuvres toutes en finesse et élégance, attirant notre regard par ses silhouettes gracieuses qui pourraient paraître dans un magazine de mode. La femme est présente avec un assemblage de matières, grès plus ferrailles, rehaussée de patine. Ses compositions sont très originales et pleines d'imagination.

Exposition jusqu'au 30 novembre. Tous renseignements sur <http://apanet.fr>

23 NOV. 2016

Irène Frachon respire un peu mieux. Un quasi-pléonasme pour la pneumologue qui a « déterré le charnier du Mediator ». Au cinéma, « La fille de Brest » qui sort aujourd'hui sur les écrans et raconte son long combat contre les laboratoires Servier est « un film magnifique » fidèle à cette histoire qu'elle vit depuis plus de dix ans. Et pour cause, le médecin y a été associé, hors champ cinéma, de A à Z.

« Le cinéma d'Emmanuelle Bercot est caractérisé par un très grand réalisme », dit-elle. C'est un cinéma cash qui passe par une documentation extrêmement sérieuse. En 2011, Emmanuelle et sa scénariste ont passé énormément de temps pour se documenter, pour rencontrer les vrais

« Au final, le rendu de La Fille de Brest est incroyable. C'est un film de guerre »

acteurs de cette histoire et comprendre toutes les données techniques que j'ai pu leur apporter au fur et à mesure de l'écriture du film pour que tout soit crédible. C'était fondamental et fondateur car il s'agit d'une affaire réelle qui a coûté la vie à des centaines de personnes et qui n'est toujours pas jugée. »

Pour autant restait l'ultime interrogation : savoir ce que le film, une fois monté, rendrait à l'écran. « C'est vrai qu'en allant le voir j'étais prise entre curiosité et appréhension, me demandant si ce qu'on allait voir allait traduire l'incroyable thriller que l'on a vécu. Que ce soit au sein du CHU de Brest ou en famille et que l'on continue à vivre : une histoire d'une intensité assez exceptionnelle ».

« Cinq millions de Français ont été empoisonnés par le Mediator »

La scientifique voulait aussi « voir comment la douleur et la souffrance des victimes pouvaient être exprimées à l'écran sans choquer tout en restant cash. « Car il s'agit d'un crime qui est pour l'instant complètement nié par les Laboratoires Servier ».

C'est donc en famille et pleine de questionnements que la pneumologue est allée voir *La Fille de Brest*. « On a été scot-

chés parce qu'on a vu un thriller palpitant et admirablement filmé avec ce sentiment qu'Emmanuelle Bercot a réalisé une performance. À la fin de la projection, nous nous sommes regardés avec mon mari et nos enfants qui ont ri et pleuré, à la fois émus, très reconnaissants du travail réalisé... C'était assez incroyable, le rendu de cette affaire étant un pari presque impossible à tenir. Il fallait à la fois être capable de rendre compte de cette histoire de façon didactique mais sans ennuyer le spectateur et sans non plus trop simplifier. Il fallait aussi la raconter au cinéma en utilisant la force de cet art. Au final, le rendu est incroyable, c'est un film de guerre ».

Après son livre paru en 2010 (1), « La fille de Brest » est « une autre façon de témoigner, majeure, pour contrer le déni de réalité de trop de médecins, et du labora-

« Moi, je dois m'occuper des victimes, aller jusqu'au bout avec elles »

toire », dont Irène Frachon avait besoin. Car le combat est loin d'être terminé pour cette disciple d'Albert Schweitzer, la foi protestante chevillée au corps mais « un peu bourgeoise quand même ». Et au diable l'exposition médiatique. « Moi, je dois m'occuper des victimes, aller jusqu'au bout avec elles. Que je sois glorifiée ou dénigrée n'a aucune importance » revendique cette femme d'exception.

Le médecin rappelle que « 5 millions de Français ont été empoisonnés par le Mediator » et que cette affaire de sécurité sanitaire « de grande ampleur » concerne au moins trois fois plus de personnes, familles ou proches. Donc, qu'un film d'une « portée pédagogique exceptionnelle soit réalisé, c'est « important ». « La Fille de Brest » n'étudie en effet aucune des grandes questions soulevées par le scandale : la dé-

faillance des autorités de santé, l'attitude d'un « laboratoire corrupteur et très méprisant », la construction d'une enquête scientifique, la dureté et la souffrance jusqu'à la mort qu'on vécu toutes les victimes du Mediator.

L'affaire du Mediator a envahi tout son champ de pensée

Une frontalité et un courage qu'Irène Frachon apprécie sans aucun doute, elle qui fut nourrie aux récits épiques de ses deux grands-pères ; l'amiral Meyer qui « a sauvé La Rochelle et Rochefort en établissant un dialogue avec le commandant en chef allemand de la région » au risque d'être traité de collabo et le banquier Jacques Allier, qui travaillait dans ce qui deviendrait plus tard Paribas.

« En fait, je suis née deux fois » reconnaît Irène Frachon en pensant à ses années de combat : « le 26 mars 1963, puis avec l'affaire du Mediator, qui a été une rupture gigantesque ». Une rupture qui aurait pu

briser sa famille tant la lutte a été âpre et de tous les instants. L'affaire du Mediator « a envahi mon champ de pensée, vidé ma vie de toute sa substance ». Et ce n'est pas terminé.

« Actuellement, on assiste à un enlèvement absolument scandaleux de la justice pénale. On voit ce groupe Servier continuer à exercer ces méfaits en toute impunité en se comportant de façon scandaleuse vis-à-vis des victimes du Mediator, et en réussissant à embourber complètement le cours de la justice pénale (lire ci-contre). » Grâce aux droits de son livre, Irène Frachon a reçu 250 000 euros. Un tiers a été versé à une fondation qui forme des visiteurs pour les hôpitaux. Le reste, c'est « son trésor de guerre » pour financer ses déplacements, le transport d'un corps pour autopsie, une victime pour un examen spécialisé. Son combat continue...

Christine Roth-Puyo

(1) Mediator 150 mg : Combien de morts ? Brest, éd. Dialogues

Le film TONNERRE DE BREST !

Un « Erin Brockovich » à la française : le rapprochement est évident et c'est immédiatement celui qui vient à l'esprit à la vision « La fille de Brest », en sortie aujourd'hui au cinéma. Réalisatrice de talent (actrice aussi puisqu'elle a glané le prix d'interprétation à Cannes pour « Mon roi »), Emmanuelle Bercot a choisi le mode thriller pour raconter, à travers la vision d'Irène Frachon combattante en chef (interprétée par l'actrice danoise Sidse Babbett Knudsen), l'affaire du Mediator (responsable de plus de 1500 morts). Elle nous livre ainsi un film alerte, rythmé, même si quelques longueurs – quand le combat s'enlise –, auraient pu être évitées. Plus que tout, on reste admiratif devant la détermination de la pneumologue, véritable tonnerre de Brest, et médusé devant le culot criminel des Laboratoires Servier qui se sentant démasqués, ont osé revendiquer pour leur défense que « le Mediator ne causait des problèmes qu'à 15 % des patients ». Soit.

Interview

« Les lanceurs d'alerte : des gens précieux qui œuvrent pour nous »



Emmanuelle Bercot, réalisatrice de « La fille de Brest »

Pourquoi avoir choisi de réaliser un film sur l'affaire du Mediator ?

Le film est dédié à mon père, chirurgien cardiaque. J'ai passé, jeune, beaucoup de temps avec lui au bloc. Mes loisirs préférés du mercredi, à 10-12 ans, c'était d'aller le voir opérer. Je suivais sa carrière de chirurgien. Le monde médical est un monde que je connais bien, et l'hôpital un univers dans lequel je me sens bien. Mon père a d'ailleurs toujours lui-même été préoccupé par la question des médicaments et la puissance de labos pharmaceutiques. Nous en parlions beaucoup à la maison. Alors, lorsqu'une productrice m'a proposé de réaliser un film à partir du livre « Mediator. Combien de morts ? » d'Irène Frachon, j'ai immédiatement été intéressée. J'ai rencontré Irène et j'ai tout de suite vu que c'était une affaire personnelle, un personnage de cinéma. Racontée par elle, l'affaire prenait un autre relief. Ce n'était plus l'histoire du Mediator, mais le combat d'une femme hors du commun.

Le film va au-delà de cette affaire... Tout à fait. Le scandale du Mediator est la toile de fond du film, mais il est emblématique d'un tas d'histoires. « La fille de Brest » traite, en fait, du courage, de la volonté et du combat, d'une femme contre un mal qu'elle essaie d'éradiquer. Ce mal, c'est le Mediator, mais cela aurait pu être autre chose. Et ce qui m'a intéressée, à travers ce combat, c'est le rôle essentiel aujourd'hui des « lanceurs d'alertes » comme Irène Frachon, qui dénoncent des scandales, qui risquent gros et ne lâchent pas face à des machines surpuissantes qui menacent de les écraser. Ce sont des gens très précieux parce qu'ils œuvrent pour nous.

Comment avez-vous procédé pour écrire le film ? J'ai mis trois ans à écrire le scénario. Je voulais trouver l'angle cinématographique. À la base, j'avais le livre « Mediator. Combien de morts ? ». J'ai fait ensuite de nombreuses interviews d'Irène, bien sûr, mais aussi des protagonistes qui ont eu des rôles-clés comme le député Gérard Bapt, président de la mission d'information de l'Assemblée

nationale sur le Mediator, premier politicien à dénoncer ce scandale ou « la taupe » de la Sécu qui a donné le chiffre « officiel » du nombre de morts... Avec Séverine Bosschem, scénariste, nous nous sommes également plongées dans les articles parus, comptes rendus d'enquêtes et mul-



« J'ai traité « La fille de Brest » sur le mode du thriller social, avec scènes de procès. En montrant tout du point de vue d'Irène »

tiples dossiers qu'Irène nous a confiés. « La fille de Brest » est réalisé sur le mode du thriller... Je fais du cinéma, pas du documentaire, et je souhaitais faire un film accessible au grand public, divertissant, bref qui soit aussi du cinéma. C'est une histoire complexe étalée sur cinq ans qu'il fallait résumer en 2 heures. En outre, pour rester cré-

dible, le côté technique devait être irrprochable et tout a été validé par Irène Frachon. Mais, comme la pneumologue dit elle-même qu'elle avait vécu cette affaire « comme un thriller », avec parfois la peur au ventre, j'ai traité le film sur le mode du thriller social, avec investigations, progression de « l'enquête » menée par l'équipe du CHU de Brest, menaces inhérentes, scènes de procès, divergences d'opinions et revirements humains. Et en montrant tout du point de vue d'Irène, puisqu'elle est mon sujet central...

Le choix de l'actrice danoise Sidse Babbett Knudsen pour incarner le docteur Frachon ? C'est Catherine Deneuve, qui pendant le tournage de « La tête haute » m'avait parlé Sidse Babbett Knudsen, qu'elle avait adorée dans son rôle de Première ministre danoise dans la série « Borgen ». Sidse est formidable dans ce rôle. Elle a un tempérament de battante, une énergie exceptionnelle et elle n'est pas encore trop connue comme actrice. Anecdote : la famille Frachon est fan de « Borgen » et Irène a été ravie que Sidse interprète son rôle.

Propos recueillis par Nicole Clodi

LA DÉPÊCHE

DU MIDI

Nord-Est

23 NOV. 2016

GÉRARD BAPT > Député PS.

« L'objectivité amène à reconnaître que la primaire de la droite et du centre a été un succès de mobilisation. La percée de M. Fillon a surpris par son ampleur. Parmi les explications données, l'une d'elles a été sous-estimée : le fait qu'il ait été le seul des candidats à avoir depuis des mois dénoncé l'absence d'une réelle prise en considération du sort des Chrétiens d'Orient et des minorités religieuses en Syrie et au Moyen Orient. Il s'agit d'une question à la fois politique et morale posée à notre politique étrangère à traiter par les futurs candidats à la primaire de la gauche ».

Culture

23 NOV. 2016

Une exposition lumineuse !



Les élus: Bruno Espic, adjoint aux Finances, Gérard Galonier, adjoint en charge des travaux, Maguy Grijalvo et Virginie Riello



Les artistes: Gérard Picard, Roland Ferrari et Cathy Larroque-Soussan



Entrée libre!

« Une exposition lumineuse ! », résumait Marie-Christine Picard, adjointe à la Culture, à l'issue du vernissage qui s'est tenu vendredi soir à la Mosaïque. Alain Guichard, peintre, avait lui souligné la façon qu'a le peintre **Roland Ferrari** de « jouer avec les couleurs », dans des compositions savamment orchestrées où figuratif et expressionnisme se teignent d'abstrait. Chez **Cathy Larroque-Soussan**, sculptrice, l'argile s'incruste de ferraille et se

patine pour donner naissance à de jolies danseuses ou à de délicats visages, à moins que les mains de l'artiste ne décident de créer des animaux ou des corps tout en rondeurs. Toutes créations « qui se laissent caresser du regard », et parfois, de la main. Le troisième homme de cette exposition n'est autre que le peintre **Gérard Picard**, par ailleurs président de la galerie. Il présente ici une série de femmes tout droit sorties des Zigfeld Fol-



Alain Guichard, présentateur d'un soir, avec Marie-Christine Picard, adjointe à la Culture, et les trois artistes

lies qui affolaient Broadway au début du XX^{ème} siècle. Des danseuses de cabaret aux décolletés avantageux mais qui le plus souvent cachent derrière leur main un sein que l'on ne saurait voir. Le fond très coloré et art déco fait ressortir ces jolis

minois qui font manifestement rêver le président-artiste ! Couleurs, mouvement, lumière... on trouve tout dans cette exposition, à voir impérativement avant le 30 novembre ! (Ensuite, place aux petits formats, pendant tout le mois de décembre).

FG31

23 NOV. 2016

Objectif 2017 : continuer à briller et à s'amuser !



Jean-Louis et Bénédicte Paquiot (à dr) avec Gérard et Dany Mestre

L'Assemblée Générale du Tennis Club de Saint-Jean s'est déroulée devant plus de 60 personnes qui ont approuvé à l'unanimité les divers comptes rendus présentés par le bureau. Un bureau rompu à l'exercice puisqu'il fêtait son dixième anniversaire sous la présidence de Jean Louis Paquiot, assisté, entre autres, depuis 2006 de son épouse Bénédicte, de Dany et Gérard Mestre, et de Cécile et Christian Lenco. L'équipe enseignante, Magali Rival, Séverine Pinaud, et Véronique Ségalowitch, était

bien entendu associée à cette réussite, aussi bien sportive que morale, et que le président résumait par ces mots : convivialité, respect, amitié et famille. Rappelant les performances de ses joueurs et joueuses, le président s'interrogeait : « *Quel autre club de 320 adhérents au niveau régional peut se comparer dans ses résultats généraux aux gros clubs tels que le Stade Toulousain, Colomiers ou Blagnac ?* ». Une équipe sénior fille en Nationale 2, l'équipe I hommes en pré national, des équipes unes 35



La génération montante

ans qui remportent le championnat régional en pré national et se qualifient pour le championnat de France, les équipes I qui sont régulièrement vainqueurs ou finalistes du challenge Laffont en 1ère division, 30 équipes au total inscrites dans toutes les

catégories des 9 ans aux plus de 55ans (à l'heure actuelle la plupart sont en tête de leurs divers championnats), une vice-championne du monde en catégorie 40 ans... la liste est longue et devrait encore s'allonger d'ici la fin de l'année ! A noter enfin, le

tournoi interne homologué qui débute pour plus de 160 joueurs permettant aux adhérents de se confronter, à raison d'un tour par semaine, pour aboutir mi-mars à des finales dans toutes les catégories d'âges, des plus jeunes jusqu'aux séniors. «

Volonté pour 2017 ? S'amuser encore plus et vivre encore de superbes aventures pour chaque parcours (en individuel et en équipe, durant les cours ou dans les soirées) ! Allez le TC St-Jean ! », a conclu le président.

FG31

Le Quai des Savoirs en visite à Saint-Jean

23 NOV. 2016

Changement climatique et appauvrissement des ressources en question

Jeudi 24 novembre, de 17h30 à 19h, le Quai des Savoirs débarque à Saint-Jean pour un **apéro débat** à l'Espace Palumbo. Le thème : l'homme va-t-il modifier le climat de la planète ? Avec Guy Lachaud, retraité de Météo France, il sera question du temps qu'il fait aujourd'hui, du temps qu'il fera demain, ou dans une trentaine d'années. Que sait-on exactement ? Quels travaux ont été menés sur le sujet ? Quel sera l'impact sur nos activités, sur notre santé, sur notre cadre de vie ? Entrée libre. A noter que, toujours avec le Quai des Sa-



Gaston le Fourgon fera étape à Saint-Jean samedi

voirs, **Gaston le fourgon** sera sur la place François Mitterrand

samedi 26 novembre de 9h à 13h avec un atelier sur l'appauvrissement des ressources et les solutions alternatives. Venez nombreux !

FG31

24 NOV. 2016

SAINT-JEAN

Des sacs cabas gratuits



Au marché, les sacs cabas ont connu un réel engouement

« La ville de Saint-Jean a fait du développement durable son thème de l'année. Cette distribution gratuite de sacs cabas qui s'y inscrit a été très appréciée » a confié Marie-Dominique Vézian, maire de Saint-Jean et conseillère départementale. Samedi matin, sur le marché, elle distribuait des cabas en compagnie de son conseil municipal et du député Gérard Bapt. Simultanément deux autres sites en offraient aussi : Carrefour City et Inter-marché. Cette opération entrait dans le cadre de l'appel à projets « Territoire Zéro Déchet

Zéro Gaspillage » du syndicat mixte Décoset, en partenariat avec la commune. Elle a répondu aux nouvelles exigences réglementaires de l'interdiction des sacs plastiques dès le 1^{er} janvier. « Je suis très content que l'on ait pris conscience du danger, pour notre environnement, de tous ces petits sacs plastique » a souligné Michel qui venait de recevoir un cabas sur le marché. Pour cette opération zéro sac à usage unique un panneau rappelait qu'il faut entre 100 et 1000 ans pour la dégradation d'un sac plastique. À bon entendeur !

Conférence sur le climat

Dans le cadre de la semaine du Quai des Savoirs, un apéro débat climatique « L'homme va-t-il modifier le climat de sa planète ? » aura lieu aujourd'hui jeudi de 17 h 30 à 19 heures à l'Espace-Palumbo. Il sera animé par Guy Lachaud, retraité de la Météorologie (Météo France). Entrée libre et gratuite.

L'hebdo qu'on poste

DÉCHETS : COMMENT VIDER SON SAC



DOSSIER

Plus d'achats, plus d'emballages. Cette semaine, le JT met le nez dans nos poubelles et tente d'enrayer cette dynamique infernale. De quoi faire mieux face au toujours plus.

pages 06 à 10

GRAND ANGLE

EN JUSTICE,
PLUS FORTS
À PLUSIEURS ?

Les "class action à la française" sont désormais étendues à la santé. Focus sur ces procédures judiciaires collectives.

page 03

LA QUESTION

POURQUOI
DES MOUETTES
EN VILLE ?

Toulouse Plages est terminé depuis longtemps. Pourtant, les oiseaux marins squattent encore la ville. Le JT a enquêté.

page 05

CULTURE

FESTIVAL
IMPULSEZ :
3, 2, 1 IMPRO !

Jusqu'au 3 décembre, le festival international met à l'honneur toutes les formes du théâtre d'improvisation.

page 11

LES MATINALES
Conseils juridiques

Novembre
28
8h-9h



32 rue Riquet 31000 Toulouse
www.laboikos.com - raphael@laboikos.com

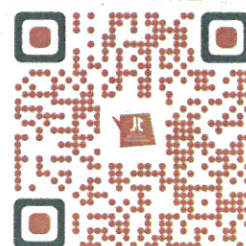
«Entreprise individuelle : quand passer en société?»
«L'utilité du contrat de travail formalisé»

Interventions de

Maitre Agnès SOULEAU TRAVERS
droit des sociétés et droit commercial
et Maitre Emmanuelle DE LA MORENA
droit du travail

- Entrée libre -

RETROUVEZ NOS ARTICLES
PREMIUM SUR LE WEB



DÉCHETS : COMMENT VIDER SON SAC

DÉSINTOX. Plus d'achats, plus de produits, plus d'emballages, plus de plastiques, plus de déchets, plus de poubelles. Ça déborde ! Il est temps de passer à l'action, de passer du côté des ordures. Cette semaine, le JT met donc le nez dans nos poubelles, tente d'enrayer cette dynamique infernale et donne des solutions pour réduire notre production de déchets. De quoi faire mieux face au toujours plus.

SUR LE CHEMIN SINUEUX DE LA RÉDUCTION DE DÉCHETS

« Honnêtement, on ne fait pas grand-chose pour la réduction de nos déchets. Avec un appartement en ville, c'est difficile de composter. Quand on peut aller au marché afin d'acheter moins de plastique, on le fait... Mais c'est tout. »

► Diame et Haffed.

« Dans mon entreprise, on optimise le tri en recyclant les cartons, le marc de café, le papier des impressions, le verre et bientôt les mégots. On achète le thé en vrac afin de réduire le plastique et nos verres sont réutilisables. »

► Natacha

« Je recycle et j'essaie de réduire les emballages plastiques chez moi. Je fais du compost qui me sert pour mon jardin et certains de mes restes alimentaires sont mangés par mes poules. »

► Thomas.



© Franck AJUT

/// Par Séverine Sarrazat

Chaque Français produit encore 590 kg par an d'ordures ménagères selon l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe). Par des gestes simples, à la maison, au travail ou à l'école, par les achats ou tout simplement en changeant les comportements de consommation, l'organisme demande « à tout un chacun d'agir ». Pour sensibiliser la population, l'agence organise la Semaine

européenne de la réduction des déchets jusqu'au 27 novembre en plébiscitant près de 12 000 actions dans plus de 27 pays. À Toulouse, la diffusion d'un film de prévention invite par exemple les habitants au réemploi et à la réparation. Ils y sont également incités par le magasin Envie, spécialisé dans la vente d'électroménager rénové. Les vendeurs proposent aux clients de peser les appareils achetés : de quoi leur faire comprendre concrètement quelle quantité de ressources naturelles n'a pas été sollicitée. À Roques, une grande braderie est organisée samedi 26 novembre : des objets récupérés en déchetterie y seront revendus. D'autres

opérations du même type sont essaimées dans toute l'agglomération dans l'objectif de sensibiliser la population, comme Toulouse Métropole s'y est engagée en 2012, en lançant son programme de réduction des déchets. Ceci pour respecter la loi sur la transition énergétique qui impose une baisse de 10% entre 2010 et 2020. Mais il semblerait que, même si l'on est sur la bonne voie, le chemin est encore long. « En 2010, la production d'ordures ménagères était de 238 158 tonnes, soit 364 kg par habitant. Cinq ans plus tard, elle est passée à 257 944 tonnes, soit 354 kg par habitant », constate Martine Susset, conseillère communautaire

et présidente de la commission déchets urbains. Si Toulouse Métropole retient la baisse de 10 kg par habitant, il n'en reste pas moins que la production globale est en augmentation. « Nous sommes en phase de stabilisation mais l'opération est complexe au vu de l'arrivée de 15 000 habitants par an dans l'agglomération. Ensuite, nous entamerons la phase de réduction », justifie l'élue. Il faut donc aller plus loin, comme en convient Martine Susset, « et cela passera par plus de sensibilisation et de communication. »

@severine_sarrazat

EXPÉRIENCE



/// Par Séverine Sarrazat

«Jeter des aliments en quantité pendant que d'autres meurent de faim est une honte», s'indigne Marie Hélard, pour qui la réduction des déchets est un leitmotiv du quotidien. C'est pour y remédier qu'elle s'est engagée dans l'association Disco Soupe Toulouse, dont les sessions de cuisine collective visent à interpeller les participants sur le gaspillage alimen-

taire. Sur des stands éphémères, les bénévoles y découpent fruits et légumes rebuts ou invendus pour y concocter soupes, salades, jus et autres smoothies... Le tout en musique, d'où le nom du mouvement. «Cette manière joyeuse et ludique de militer me plaît», avoue la jeune femme. «Il est important pour moi de changer en positif quelque chose de dramatique !» Cette Montpelliéraine d'origine est depuis toujours sensibilisée à la problématique du gaspillage alimentaire et milite de longue date pour la cause qu'elle estime être «une véritable philosophie

de vie, indissociable d'un mode spécifique de consommation.» Toute petite déjà, «mes parents nous faisaient manger du bio et du local», se souvient-elle, avant d'ajouter : «Ce modèle alimentaire édit encore caricaturé, ma mère avait même la réputation d'être une mangeuse de graines.» Quant à Marie Hélard, ses camarades de classe pensaient qu'elle mangeait du polystyrène lorsqu'elle

tracé, et elle dit même s'être «radicalisée». «Faire des efforts mais, en parallèle, continuer de faire les courses en supermarché, pour moi, c'est paradoxal.» Anticapitaliste convaincue, Marie Hélard ne souhaite pas entrer en confrontation mais tente d'expliquer autour d'elle qu'aller au marché le lundi et en grande surface le mardi n'est pas compatible. «C'est une question d'éthique !»

tous un 4x4 et mangeaient McDo. De même, les Canadiens prennent des douches d'une demi-heure et montent le chauffage à fond en ouvrant grand les fenêtres. Cherchez l'erreur ! Au pays du caribou donc, la réduction de la consommation ne serait qu'un business pour Marie Hélard, déçue. Alors elle se fait un devoir de lutter pour les autres, de s'investir deux fois plus pour équilibrer les forces. Son rêve : s'installer à la campagne et vivre le plus possible en autonomie. «Construire ma maison en bois avec des panneaux solaires et un système de récupération d'eau, mais surtout... cultiver mon potager.» Et elle entend bien ne rien jeter de sa production, une philosophie fidèle à son association Disco Soupe.

@severine_sarrazat

« J'essaie de consommer moins que la moyenne »

sortait sa boîte à goûter remplie de galettes de riz. Aujourd'hui encore, elle entend souvent que la réduction des déchets est une affaire de bobos, ce qui l'horripile. Elle a donc suivi ce chemin tout

Une incompréhension qu'elle a d'ailleurs rencontrée à l'extrême lors de ses différents voyages : «J'ai vécu à Montréal où j'ai travaillé six mois dans une boutique bio. Là, les gérants conduisaient

TOULOUSE MÉTROPOLE ENCOURAGE LES GESTES DU QUOTIDIEN



COMPOSTER.

Toulouse Métropole encourage les habitants à valoriser leurs déchets organiques, qui représentent 30 % de leurs ordures ménagères. La collectivité propose ainsi des composteurs domestiques individuels à tarifs préférentiels – elle en a distribué plus de 5600 entre 2011 et 2015 – et a également équipé 55 résidences en composteurs collectifs. Cette initiative aurait permis de détourner de l'incinération pas moins de 403 tonnes de biodéchets depuis 2011. L'installation de composteurs est également expérimentée dans les jardins publics de la ville.



EN FINIR AVEC LES PROSPECTUS.

Lancée par le gouvernement en 2005, l'initiative Stop Pub est aujourd'hui l'affaire des associations environnementales ou encore des collectivités locales. En 2013, la métropole toulousaine a généralisé la distribution gratuite de cet autocollant à l'ensemble des communes du territoire. Disponible en mairie, il est aujourd'hui présent sur 31 % des boîtes aux lettres pour indiquer aimablement de ne pas les remplir de prospectus. De quoi éviter la distribution, et donc potentiellement l'impression de 439 tonnes de courriers publicitaires.



NE PAS GASPILLER AU RESTAURANT.

Débarquée des États-Unis, la mode du doggy bag s'installe progressivement en France. En 2015, Toulouse Métropole a souhaité expérimenter le Gourmet Bag, une de ces initiatives permettant d'emporter ses restes après un repas au restaurant afin d'éviter qu'ils finissent à la poubelle. Huit tables toulousaines y ont participé : Le Saint-Sauvage, Les Sales Gosses, le 100 Gènes, Chez Yannick et Le Louchebem à Toulouse, Le Virgil à Fenouillet, Le Louchebem de Caro à Saint-Alban et D'Cadei à Villeneuve-Tolosane. 8500 clients ont pu être sensibilisés durant cette expérimentation.



REPORTAGE

Dans le quotidien d'une Toulousaine "zéro déchet"

DÉCLIC. Exit le plastique, les poches et les emballages, Lucie Paimblanc a décidé de mettre ses poubelles au régime en s'engageant dans une démarche de réduction drastique de ses déchets.

/// Par Delphine Tayac

Sur son frigo, un magnet "I love O déchet" donne le ton. Lucie Paimblanc ouvre la porte et saisit un céleri-rave pour le repas du soir. Dans les compartiments, des boîtes en verre et en plastique réutilisables et une tarte posée sur une plaque de silicone. Au-dessus de la table de la salle à manger, des bocaux remplis de riz, pâtes, sucre, farine et céréales. Bienvenue dans le garde-manger d'une Toulousaine adepte du zéro déchet.

«Cela fait un peu plus de neuf mois que je suis engagée dans cette démarche, j'ai eu le déclic en regardant une vidéo de Lauren Singer. Elle a mon âge, vit à New York. Malgré sa démarche écolo, elle s'est rendu compte de sa dépendance au plastique», explique Lucie Paimblanc. Ce témoignage résonne avec son

propre parcours. Depuis 2011, la jeune blogueuse toulousaine ne va quasiment plus au supermarché. «Mes légumes proviennent d'une Association pour le maintien d'une agriculture paysanne (Amap) et je fais la majorité des courses au marché. Mais je devais néanmoins compléter avec des produits de base emballés», explique-t-elle.

Elle se lance donc le défi d'aller plus loin. «Mon but n'est pas non plus de faire tenir quatre ans de déchets dans un bocal en verre comme Béa Johnson (une des pionnières du zéro déchet, ndlr). Elle est assez radicale, elle va jusqu'à demander à ses invités de repartir avec leur chewing-gum, ce n'est pas ma conception.» Lucie Paimblanc décide d'ouvrir son blog "Je deviens écolo" et de détailler sa démarche étape par étape.

Son premier pas : composter. «Un tiers de notre poubelle est composée de déchets organiques, ce simple geste permet déjà de la réduire de façon conséquente»,

poursuit-elle en découpant son céleri. Lucie Paimblanc ouvre le bac de son congélateur, saisit un grand sac plastique rempli d'épluchures et y glisse les rebuts. «Je les mets au frais pour évi-

« La clé, c'est l'anticipation »

ter qu'elles ne sentent mauvais. » Car, vivant en appartement, elle ne dispose pas d'un composteur sur son balcon. Toutes les semaines, elle dépose donc ses déchets verts dans les composteurs collectifs mis à disposition par la mairie de Toulouse au Jardin des Plantes et au Grand Rond.

Autre étape : éviter les emballages au moment des courses. «La clé, c'est l'anticipation. Je prends toujours plus de contenants que nécessaire, j'évite donc d'acheter

des sachets», conseille-t-elle en remplaçant le céleri rave au frais et en saisissant des sacs en toile de différentes tailles. Elle y glisse des bocaux, des contenants en plastique et une boîte à œuf, puis enfourche son vélo direction l'épicerie Ceci et Cela. Ici, tout se vend en vrac : riz, pâtes, graines, en passant par les produits d'entretien, le papier toilette ou encore le beurre à la découpe. Les jus, les conserves ou les yaourts sont consignés. Chez les autres commerçants, Lucie Paimblanc doit expliquer sa démarche. «Ça me stresse toujours un peu de refuser le papier autour du fromage ou de la viande, le commerçant doit faire la tare avec ma boîte. Au marché, s'il y a du monde, certains râlent un peu, mais je suis globalement bien reçue», explique-t-elle.

Lucie Paimblanc a aussi remplacé les bouteilles en plastique par une jolie gourde, les disques à démaquiller par des cotons lavables. Elle fabrique son propre dentifrice

et emporte toujours sa serviette en tissu au restaurant. Même les croquettes du chat sont achetées en vrac.

Son compagnon Sébastien s'est laissé embarquer dans l'aventure. «Je suis conscient des enjeux écologiques mais j'avais tendance à procrastiner en me disant que c'était compliqué. Lucie a été mon déclic. Aujourd'hui, je me prends au jeu, je refuse les sacs et je me suis documenté sur les plastiques qui se recyclent ou non.»

Et les résultats sont là. Le couple sort désormais sa poubelle de cuisine une fois par mois contre plusieurs fois par semaine voilà quelques mois. Une démarche individuelle qui, selon Sébastien, peut apporter beaucoup au collectif : «Quand on sait ce que coûte la collecte des déchets pour une commune, je pense que mener de telles actions, c'est aussi permettre à la société de réaliser des économies», conclut-t-il.

© DelphineTayac

Le meilleur déchet est celui que l'on ne produit pas

ÉLAN. Le tri sélectif ne suffit plus pour endiguer une production d'ordures ménagères de plus en plus importante. Que peuvent faire les collectivités pour être plus efficaces ?

/// Par Marine Mugnier

«Le tri sélectif est déjà sur de bons rails : il est connu du grand public et 67% de nos déchets sont déjà triés», explique Franck Chatelain, coordinateur réseau à l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie d'Occitanie (Ademe). Mais si une partie de la population banalise de plus en plus ces gestes, dans la poubelle, il y a encore du boulot. «Il y a toujours un tas de déchets que l'on ne peut pas traiter. Aucun centre de traitement ne peut, par exemple, recycler le plastique fin que l'on trouve autour des packs de bouteilles d'eau.»

Autre argument qui montre que le tri ne suffit plus, le poids de nos ordures ménagères a doublé en 40 ans. Nous consommons de plus en plus. Résultat : «Les matières premières s'épuisent, cela coûte de plus en plus cher au contribuable de faire gérer ses déchets et les centres de stockage et lieux de traitement sont saturés.» Face à ce constat, l'organisme affilié au ministère de l'Environnement a donc décidé de changer de stratégie : le meilleur déchet est celui que l'on ne produit pas. Toulouse Métropole, comme d'autres collectivités, s'est engagée par contrat avec l'Ademe, en actant un programme local de prévention des déchets. Le but étant de réduire de 7% la production en cinq ans. Pour cela, la collectivité a plusieurs champs d'action possibles. D'abord, elle peut agir sur ses propres locaux, effectifs et moyens, en minimisant leur production de détritus : «C'est le principe de l'éco-exemplarité», note l'ex-

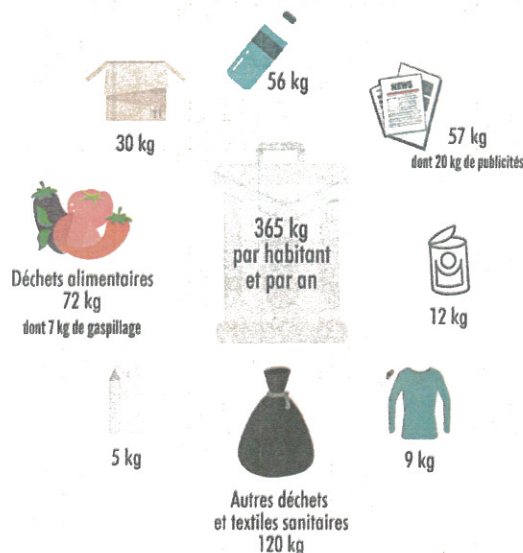
pert. Elle peut aussi motiver les usagers, qu'ils soient professionnels ou particuliers à être plus vigilants via des campagnes d'affichage. La ville encourage ainsi les gestes du quotidien (voir page 7).

Depuis janvier dernier, le Sicoval a quant à lui décidé de passer à la vitesse supérieure. L'agglomération du Sud-Est toulousain a donc mis en place un système de redevance incitative, encore très peu utilisé en France. En résumé, cela permet aux usagers du service public de collecte

de déchets ménagers, c'est-à-dire les particuliers, les professionnels mais aussi les établissements publics, d'ajuster les coûts en fonction de leurs usages. Pour cela, la redevance est basée sur le nombre de fois où le bac des ordures ménagères est présenté à la collecte. Une manière pour la collectivité de répondre aux exigences du Grenelle de l'environnement et à la nouvelle loi sur la transition énergétique. «Au départ, ce n'était pas une mesure très populaire, mais cela a permis aux citoyens déjà motivés par le sujet,

d'aller un peu plus loin et à ceux qui étaient réticents de passer le pas», explique Elodie Delmas, responsable du pôle déchet au Sicoval. Après quasiment un an de service, les résultats sont là : «Les usagers sortent leur poubelle moins d'une fois tous les 15 jours et les projections annoncent une baisse de 20 kg de la production d'ordures ménagères par habitant», se réjouit-elle. Si Elodie Delmas ne nie pas que la mise en place de la redevance incitative a été extrêmement complexe et a demandé beaucoup d'énergie et un travail d'équipe important, elle assure que cette solution est applicable partout «à condition d'un engagement politique fort.» Avant de lancer, comme un appel du pied : «C'est l'avenir, il faut que Toulouse s'y mette. Les collectivités, depuis la loi sur la transition énergétique, doivent par exemple mettre en place un programme de lutte contre le gaspillage alimentaire dans les cantines», explique Franck Chatelain.

La poubelle des Toulousains à la loupe



Source : Plan local de réduction des déchets de Toulouse Métropole

Trois sources faciles d'économie

Composter



- 30 kg
par an et par personne

Installer un autocollant Stop Pub



- 14 kg
par an et par personne

Boire l'eau du robinet



- 3 kg
par an et par personne

Résultats observés auprès de 370 foyers témoins en deux mois. Source Ademe, 2008.

01/ IMAGINER UN CAMPUS ZÉRO DÉCHET

Deux étudiants sur trois souhaitent que leur établissement agisse pour la prévention, la réduction et le tri des déchets. Dans ce but, l'association Zero Waste France et le Réseau français des étudiants pour le développement durable (REFEDD) proposent des idées d'actions concrètes dans le guide "Mon campus zéro déchet". Ce livret liste 12 mesures pour aider étudiants, administrations, personnels et partenaires à engager une démarche à l'université. Il donne des clés pour limiter les impressions ou l'utilisation des bouteilles en plastique, monter une campagne d'affichage ou encore un événement de sensibilisation. Chaque fiche décrivant une mesure est ainsi accompagnée d'un exemple concret. Le livret est téléchargeable gratuitement.

www.zerowastefrance.org



02/ ACHETER EN VRAC

Outre les enseignes Biocoop ou Bio c' bon qui proposent des rayons vrac, des épiceries entièrement dédiées à ce mode de distribution ont vu le jour. C'est le cas de Ceci Cela en mai, suivie en septembre par Day by Day, une chaîne déjà présente dans d'autres villes. Le concept est le même : des sacs en papier et des bocaux sont à disposition des clients mais le but à terme est que chacun vienne avec ses propres boîtes. L'objectif est double : bien sûr réduire le volume de sa poubelle, mais aussi consommer moins et de meilleure qualité. Ces lieux organisent également des rencontres permettant d'approfondir cette démarche.

Ceci Cela, 7 Rue Baour Lormian
Day by Day, 37 av. Etienne Billières



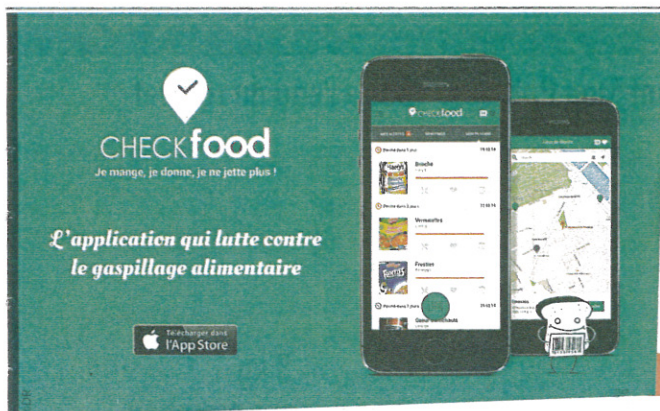
Pour aller plus loin, la rédaction met en lumière des initiatives sur le thème de la semaine. Des adresses et des applications pour faire ses courses autrement et des témoignages pour s'inspirer.



03/ S'INSPIRER D'UNE FAMILLE ZÉRO DÉCHET

Depuis plus de deux ans, Bénédicte, Jérémie et leurs deux enfants ont décidé de mener une vie zéro déchet. Une expérience qu'ils relatent avec humour dans leur blog qui regorge d'anecdotes et de conseils pratiques. Un véritable guide à l'adresse des personnes qui souhaiteraient se lancer et dont ils ont tiré un ouvrage. Au programme : comment fabriquer son propre liquide vaisselle, son dentifrice, les produits cosmétiques ou encore des recettes de cuisine composées de produits frais pour éviter les emballages des plats préparés.

www.famillezerodechet.com



04/ ÊTRE ALERTÉ DE LA PÉREMPTION D'UN PRODUIT

Née en 2013, Checkfood est une application qui allie la lutte contre le gaspillage et la solidarité. L'ambition est claire : « Je mange, je donne, je ne jette plus ! » Concrètement, une fois ses courses achevées, Checkfood permet de scanner les codes-barres de ses produits et de renseigner leur date de péremption avant de les ranger. L'application émet une alerte lorsqu'il devient urgent de consommer le produit. On peut alors soit le manger, soit le donner à une association partenaire. Sachant qu'environ 13% des denrées alimentaires achetées en France ne sont pas consommées avant la date de péremption et jetées sous emballage, Checkfood est un bon moyen de réduire le volume de ses poubelles.

www.checkfood.fr

24 NOV. 2016

SAINT-JEAN

M. Alain COLL, son fils ;
ses petits-enfants,
parents et amis
ont la douleur de vous faire part
du décès de

Monsieur Jacques COLL

Retraité de l'Aérospatiale

survenu à l'âge de 83 ans.
La cérémonie religieuse sera cé-
lébrée le vendredi 25 novembre
2016, à 14 heures, en l'église de
Saint-Jean.

Le présent avis tient lieu de
faire-part et de remerciements.

S'informer : PF Saint-Jeannaises
Saint-Jean/Balma, tél. 05.61.35.04.05

SAINT-JEAN

26 NOV. 2016

Expériences scientifiques avec Gaston le Fourgon



Des expériences pour découvrir de nouvelles manières de faire.

En lien avec la thématique annuelle, la ville de Saint-Jean s'est positionnée pour accueillir un événement autour du futur durable (développement durable, des énergies, de l'environnement) durant toute cette semaine : le Quai des Savoirs avec Planète Sciences Midi-Pyrénées, Délire d'encre et les Petits Débrouillards. Ces derniers ont ouvert, mercredi après-midi, leur laboratoire mobile aux jeunes Saint-Jeanais. Il y a été question de l'appauvrissement des ressources, d'écologie et de solutions alternatives. Les jeunes de l'accueil de loisirs, ont réalisé à l'Espace Palumbo, des expériences scientifiques notamment celle de faire tenir un trombone sur l'eau... « Chouette, j'y suis ar-

rivée après de nombreux essais. Mais ce n'était pas si facile ! », a déclaré toute fière Camille. Les enfants ont été sensibilisés à un futur durable qui met les énergies en jeu...

Le maire Marie-Dominique Vézian et sa conseillère déléguée au développement durable, Josiane Latapie, sont venues auprès des Petits Débrouillards. Très satisfaites, elles ont déclaré : « C'est par les enfants ainsi formés que nous prendrons tous les bonnes habitudes environnementales ».

Ce matin « Le science tour Gaston le Fourgon » est sur le marché de 9 heures à 13 heures, pour de nouvelles expériences et démonstrations pour tout public.

LA DÉPÊCHE

DU MIDI

Nord-Est

27 NOV. 2016

CASTELMAUROU

Au Méliès, débat avec le député autour du film « La Sociale »

Mardi, à 20h30, le cinéma le Méliès, à Castelmorou, accueillera le député Gérard Bapt et l'ancien directeur de la CPAM de la Haute-Garonne, Bernard Giusti, pour une conférence autour du film « La Sociale ».

Comment s'articule cette soirée ?

Les débats à venir pour l'élection présidentielle doivent concerner la santé. À cet égard, il est utile de rappeler la grande conquête de la création de la sécurité sociale par Ambroise Croizat à la Libération. Ce sera le sujet de la soirée ciné-club qu'avec les animateurs du Méliès, j'animerai. Le thème est plus que jamais d'actualité.

Le budget de la «sécu» revient demain lundi en 2^e lecture à l'Assemblée nationale. En tant que rapporteur de ce budget parlez-vous du trou de la sécurité sociale ?

Oui. Le budget de la sécurité sociale revient en effet ce lundi en 2^e lecture à l'Assemblée. Il est caractérisé par la poursuite de la réduction du déficit du régime général sans recul des droits pour les assurés. Celui de l'assurance maladie sera inférieur à 1 milliard. La branche retraite sera excédentaire, avec un effort pour les retraités modestes, dont 600 000 verront leur pouvoir d'achat amélioré par la baisse de la CSG.

Où en est-on du fonds d'indemnisation des victimes de la Dépakine ?

Concernant le drame de la Dépakine, cet anti-épileptique est responsable de malformations à la naissance et de troubles du comportement pouvant aller jusqu'à l'autisme chez l'enfant. Un fonds d'indemnisation spécial a été mis en place sur le modèle de celui consacré au Média-tor. J'espère qu'il sera opérationnel à compter de juillet 2017. Avec l'association des victimes, l'Apesac, nous organiserons à Saint-Jean en janvier une réunion d'information pour les familles concernées, subissant un véritable drame social.

Recueilli par E.H.



Le film « La Sociale » projeté mardi et suivi d'un débat sur la sécurité sociale

LA DÉPÊCHE

DU MIDI

Nord-Est



ELYSEE 2017

28 NOV. 2016

Résultats des bureaux de Haute-Garonne

Bureaux	Nb. votants	Nb. exprimés	Fillon	%	Juppé	%
SAINT JEAN		1003	659	65,7	344	34,3

HAUTE-GAR.

Votants :	81 567	
Exprimés :	81 387	
CANDIDATS	VOIX	%
Fillon	50 140	61,60 %
Juppé	31 247	38,40 %

SAINT-JORY

25 NOV. 2016

Un apiculteur primé au marché de plein vent

Jacky Rubin est un apiculteur passionné qui adore parler des abeilles, des reines, de leur élevage, des différentes races et de la vie d'une ruche. Pour le rencontrer, c'est très simple, vous le trouverez sur le marché de plein vent de Saint-Jory où il est présent chaque dimanche depuis plus de quinze ans.

Comment vous est venue cette passion pour les abeilles ?

J'ai toujours été très proche de la nature, et dans mon entourage il y avait un apiculteur. J'aimais discuter avec lui, comprendre son travail, comment et pourquoi il choisissait une race d'abeilles plutôt qu'une autre etc... Il m'arrivait même de l'aider.

Comment devient-on apiculteur ?

J'ai d'abord suivi une formation au centre d'enseignement agricole d'Auzeville qui m'a apporté une connaissance technique approfondie après quoi, j'ai débuté mon activité avec une vingtaine de ruches. Aujourd'hui, j'en ai un peu plus d'une centaine. Si je voulais vivre uniquement de ce travail, il ne faudrait environ 400 ruches. J'ai donc un autre emploi.

En quoi consiste le travail de l'apiculteur ?



Jacky Rubin sur le marché de Saint-Jory./DDM

En premier lieu, l'apiculteur doit procurer à l'abeille un abri, et veiller sur son environnement. Il pratique la transhumance, c'est-à-dire principalement au printemps déplacer les ruches dans les champs de colza, sous les acacias, près des tilleuls, près des bois etc... en fonction des périodes de pollinisation de chaque espèce. Une ruche produit environ 30 kgs de miel.

Vous venez d'être primé ?

Oui et j'en suis très heureux ! Le

jury de la foire aux miels de Montauban m'a décerné « l'Abeille d'Or » pour la 2^e fois, la première récompense c'était en 2010. Cette distinction récompense mon travail mais aussi l'information et la connaissance que je partage avec les consommateurs. C'est la qualité de mes miels qui est reconnue mais également celle des produits dérivés que je fabrique (pain d'épices, savons, sirops et vinaigres) ».

Contact : 06 64 68 79 40

Toulouse

27 NOV. 2016

Les start-up d'At Home vont présenter leurs produits au grand public

Incubateur de start-up en plein centre de Toulouse, sur une plate-forme de plus de 1 000 m², dans un écosystème qui permet de multiplier les passerelles et les échanges, At Home ouvre ses portes au grand public le week-end prochain. Ce lieu, totalement dédié à l'innovation via la création d'entreprises abrite quelques pépites de demain. A commencer par **Noova** qui a déjà plus d'un an et est une vitrine des produits développés par d'autres start-up.

Noova effectue une veille sur les différents réseaux, à l'affût des nouveautés et est devenue une plate-forme incontournable pour les créateurs. Chaque produit est testé par l'équipe avant d'être mis en avant, sur des critères bien précis. Produits connectés, innovants, le spectre est large. La plate-forme a testé plus de 200 produits, provenant de 170 start-up. ET affiche une croissance de 25 % par mois depuis sa création. (À suivre sur www.noova.com).

Coté mode, **L'égérité** est une start-up lancée par Marion



Pierre Osswald, créateur de Citizenfarm et son aquarium vertueux. / Photo DDM

Frayssignes. Comment innover dans un secteur concurrentiel ? L'Egérété propose des accessoires pour femme et invente une nouvelle façon de se parfumer. La créatrice mixe la maroquinerie et l'univers du parfum pour

créer un petit objet qui s'attache à un sac à main... et qui parfume délicatement le sillage de celle qui le porte. (À suivre sur www.legerite.com).

Catspad quant à elle révolutionne le rapport entre l'alimen-

tation et le chat. Une innovation qui conduira ses créateurs l'année prochaine au CES de Las Vegas, La Mecque mondiale des innovations connectées. Catspad est un système qui distribue l'eau et les croquettes, mais qui, via une application, vous permet de gérer en direct cette relation (www.catspad.com).

Citizenfarm révolutionne le rapport entre l'homme urbain et la nature. Pierre Osswald, son fondateur, crée une chaîne vertueuse qui permet grâce à l'aquaponie, de faire pousser des plantes et en même temps de nourrir les poissons. Surtout il ouvre des perspectives pour des développements à plus grande échelle. (www.citizenfarm.fr).

Voilà une occasion pour découvrir en grandeur nature les réalisations qui sont pensées, développées et mises sur le marché. Et de rencontrer leurs créateurs. Pour ces derniers ce sera aussi un moyen de sonder le public, acheteur potentiel.

Les 3 et 4 décembre de 11h à 20h, 32 rue des Marchands à Toulouse

LA DÉPÊCHE

DU MIDI

Nord-Est

28 NOV. 2016

SAINT-JEAN

Mme Nadine PEDOUSSAUT,
son épouse ;
David et Nathalie PEDOUSSAUT,
son fils et sa belle-fille ;
Damien et Célia,
ses petits-enfants ;
Mme Michelle GALEY, sa sœur,
parents, alliés et amis
ont la douleur de vous faire part
du décès de

Monsieur Daniel PEDOUSSAUT

Âgé de 69 ans

La cérémonie religieuse sera
célébrée mercredi 30 novembre
2016, à 11 heures, en l'église de
l'Union, suivie de la crémation
au crématorium d'Albi,
à 15 heures.

Le présent avis tient lieu de
faire-part et de remerciements.

S'informer : PF Saint-Jeannaises
Saint-Jean, Balma - Tél. 05.61.35.04.05

LA DÉPÊCHE

DU MIDI

Nord-Est

29 NOV. 2016

SAINT-JEAN

L'AVENUE DE L'ÉGLISE FERMÉE DEUX SEMAINES

Toulouse Métropole annonce que l'avenue de l'Église sera fermée à la circulation pendant deux semaines à partir d'aujourd'hui et jusqu'au 9 décembre prochain. Seule la desserte locale sera autorisée.

Exemple : une personne qui se rend chez le vétérinaire pourra passer. En revanche, une personne qui veut aller au bout de la rue sera stoppée. Un contrôle par l'entreprise Colas sera effectué à chaque extrémité. Initialement la fermeture de l'avenue avait été prévue sur une durée de quatre jours.

Loto du PCF

Le loto du PCF aura lieu le 8 janvier, à 15 heures, à l'espace Alex-Jany.

Thé dansant au programme du Téléthon

Pour la première fois cette année, lors du Téléthon, est organisé un thé dansant accompagné par l'orchestre « Pour le plaisir ». Cette nouveauté aura lieu dimanche 4 décembre prochain, de 14 h 30 à 18 heures à l'Espace Palumbo. Elle clôturera, en point d'orgue, les trois jours du Téléthon. Car il débute ce vendredi 2 décembre, à 21 heures, avec la chorale de l'ensemble vocal Amplitude à l'église. Cathy Szurensky assurera la vente de vin chaud et de crêpes. Sur la place Mitterrand, le lendemain samedi, de 9 heures à 13 heures, boissons proposées par l'OMS et vente d'objets confectionnés par le centre social. À midi, pot de la solidarité offert par la mairie. À l'Espace René-Cassin, de 9 h 30 à 12 h 30 portes ouvertes de la



Le Téléthon offre un grand moment annuel de solidarité et de convivialité.

gymnastique pour les enfants de 2-6 ans et salle du dojo (rue Rimbaud), de 17 h 30 à 19 h 30, stage de tai-chi par les Arts martiaux. Au boulodrome, de 14 heures à 18 heures, concours de pétanque. La journée va s'achever à l'espace René-Cassin, de 18 heures à 20 heures, par le concert de musiques actuelles

avec les jeunes de l'Admnet et par des pièces de théâtre avec les AVF, dès 20 h 30, à l'espace Palumbo. Dimanche, de 9 heures à 13 heures, découverte et petits jeux de badminton à l'espace Alex-Jany (gymnase Belbèze) et de 17 h 30 à 19 h 30 stage de tai-chi par les Arts martiaux (salle de la convivialité).

25 NOV. 2016

Actualité

Gérard Bapt salue la prise de position de François Fillon sur le sort des Chrétiens d'Orient



Le député Gérard Bapt, très concerné par les problèmes du Moyen-Orient

Suite à la Primaire de dimanche dernier, Gérard Bapt, député de Haute-Garonne et président du groupe d'amitié France-Syrie, a publié le communiqué suivant : « L'objectivité amène à reconnaître que la primaire de la droite et du centre a été un succès de mobilisation. A titre personnel, je regrette que le thème de la santé, en particulier les questions de prévention d'inégalités d'accès aux soins et de désertification médicale pour de nombreux territoires n'aient jamais été abordées. Seul le budget de la Sécurité sociale a été évoqué, avec le glissement de la prise en charge de l'assurance ma-

ladie vers l'assurance privée, et la suppression d'emplois dans les Hôpitaux. La percée de François Fillon a surpris par son ampleur. Parmi les explications données, l'une d'elles a été sous-estimée : le fait que François Fillon ait été le seul des candidats à avoir depuis des mois dénoncé l'absence d'une réelle prise en considération du sort des Chrétiens d'Orient et des minorités religieuses en Syrie et au Moyen Orient. Il s'agit d'une question à la fois politique et morale posée à notre politique étrangère à traiter par les futurs candidats à la primaire de la gauche ».

FG31

25 NOV. 2016

SAINT-JEAN

Les élus du nord-est toulousain reçus par le Syndicat Départemental d'Electricité

Au menu : des économies d'énergie et électro-mobilité

Dans le cadre des rencontres qu'il organise régulièrement, Pierre Izard, président du Syndicat Départemental d'Electricité de la Haute-Garonne (SDEHG), avait convié mardi dernier à Fonbeauzard vingt élus du nord-est toulousain. « Je mets un point d'honneur à entretenir une relation de confiance et de proximité avec les maires du département et les délégués au SDEHG. Pour cela, il me paraît essentiel d'aller à leur rencontre, sur le terrain, pour les accompagner dans leurs projets de transition énergétique », soulignait le président.

La réunion a permis d'aborder différents points :

Rénover l'éclairage public pour faire des économies d'énergie : L'objectif est de diviser par deux la consommation, tout en assurant un éclairage de qualité adapté aux besoins de la population. A l'heure actuelle, dix communes ont demandé une opération de rénovation de l'éclairage public pour 2017 ; le SDEHG prend en charge



Au second rang, à g : M. Frances, adjoint à l'urbanisme, et M. Massat, délégué aux travaux, représentant la commune de Saint-Jean

80% du montant HT des travaux.

Réaliser le diagnostic de l'éclairage public : Le SDEHG réalise des diagnostics énergétiques de l'éclairage public pour les communes, à titre gratuit. Au terme de l'étude, le Syndicat propose un programme d'actions à mettre en place pour réaliser des économies d'énergie. La commune de L'Union a demandé un diagnostic de l'éclairage public.

Réaliser le diagnostic énergétique des bâtiments communaux : Plus de 100 diagnostics ont déjà été demandés sur le département. Ils seront réalisés durant le 1er semestre 2017. Dans notre secteur, neuf communes ont déjà présenté leur demande : Castelnau, Castelnau, Castelnau, Castelnau, Castelnau, Castelnau, Castelnau, Castelnau, Castelnau.

Rouler électrique en Haute-Garonne : Le Syndicat déploie actuellement un réseau de 100 bornes de recharge pour véhicules électriques. Un maillage du territoire prendra forme avant 2018 avec une borne de recharge tous les 15 à 20 kilomètres. Des bornes de recharge doivent être prochainement implantées à Castelnau, Montastruc-la-Conseillère, Montberon et Pechbonnieu.

FG31

25 NOV. 2016

Bourse aux Jouets



Des jouets par milliers!

Samedi 26 novembre de 9h à 13h, le Centre Social organise sa bourse aux jouets annuelle à l'Espace Alex Jany. De bonnes affaires doublées

d'une bonne action ! Renseignements au 05 61 37 88 31 ou 05 34 33 29 12.

FG31

Marché de Noël

Dimanche 4 décembre, de 8h à 18h, le Comité des Fêtes organise son Marché de Noël à l'Espace René Cassin : vente d'objets faits main par des artisans locaux, gastronomie locale, vin chaud, petite restauration... et visite du Père Noël !

FG31

Aujourd'hui en France

29 NOV. 2016



CYPRIEN BOURREC

De jeunes Indiens cultivent des aubergines, dans leur jardin de la province du Tamil Nadu, au sud du pays. Le potager est jumelé avec un autre à Lyon (IX^e).

L'éclosion des jardins solidaires

Plusieurs potagers lyonnais se sont jumelés à des initiatives indiennes pour croître ensemble.



ILS SONT ÉLOIGNÉS de plus de 6 000 km mais poussent pourtant à l'unisson. L'un, baptisé la Neuvième Merveille, se déploie entre poules et moutons dans le IX^e arrondissement de Lyon. L'autre prospère en Inde dans la province du Tamil Nadu (au sud), près de Pondichéry.

Le premier accueille 200 enfants qui bêchent, désher-

bent, préparent le sol à accueillir carottes et pommes de terre, salades et herbes fines.

A l'autre bout du monde, au Green Club de Karattai, d'autres enfants,

accompagnés de leur famille, tous vi-

vant en dessous du seuil de pauvreté, effectuent les mêmes gestes.

Ces jardins sont jumelés à l'initiative de l'association hu-

manitaire française Umanu et de l'ONG indienne INDP. « Entre les deux, il y a échanges d'expériences, de nouvelles pratiques et de graines, résume Sophie de Rocca-Serra, présidente d'Umanu. On consomme ensuite ces légumes ensemble, on en revend même à la cantine, c'est une micro-économie. »

GRAINES ANCIENNES

Entre ces deux jardins jumelés, il y en a un troisième, à Vaulx-en-Velin, en banlieue lyonnaise. Pot à James est un jardin d'entreprise, monté à l'initiative des salariés de Tarvel, l'un des leaders français de l'aménagement d'espaces verts. Ils y travaillent pour la biodiversité végétale en privilégiant les graines anciennes. Et sont jumelés, eux, avec le jardin de Tiroumanikouji, toujours en Inde, qui rassemble des femmes intouchables ainsi que des enfants.

CATHERINE LAGRANGE

AUVERGNE

RHÔNE-ALPES

RHÔNE

30 NOV. 2016

Plan climat

C'est parti ! Le défi familles énergie positive débute le 1er décembre

Vendredi 2 décembre, Elisabeth Toutut-Picard, Présidente de la Commission de Toulouse Métropole Environnement, Développement Durable et Énergies, accueillera à 18h30 à l'Auditorium Saint-Pierre-des-Cuisines, les familles du territoire de la Métropole inscrites au Défi Familles Énergie Positive. Inclus dans le Plan Climat de Toulouse Métropole, ce Défi - organisé sous la forme d'un concours - vise à mobiliser les citoyens de toutes les communes de la Métropole, en les incitant à réduire leurs consommations d'énergie et d'eau. Une centaine de familles regroupées en équipes se sont portées volontaires, avec l'objectif de réduire de 8% au minimum la consommation d'énergie dans leur logement. Elles bénéficieront ainsi de l'accompagnement technique et gratuit des



Elisabeth Toutut-Picard

conseillers de l'Espace Info Énergie. « Sur les éditions précédentes, ce concours a permis à 300 familles de réaliser en moyenne 17% d'économie sur leur facture d'énergie et d'eau, soit 300€ économisés par an par famille. Ce défi est un moyen à la fois concret et ludique d'impliquer les habitants dans la démarche de développement durable impul-

sée par Toulouse Métropole. Par le simple fait de changer ses habitudes, on voit qu'il est possible d'allier économie et environnement, un pas vers la défense de notre planète » a déclaré Elisabeth Toutut-Picard. Lors de la soirée du vendredi 2 décembre, les familles recevront un kit d'économies d'énergie comprenant : 2 limiteurs de débit

d'eau pour les robinets et 1 pour la douche, un bloc 4 prises avec interrupteur « coupe-veille », une éco-ampoule classe A, un joint isolant portes et fenêtres, un thermomètre et un sablier pour la douche. Le Défi Famille Énergie Positive se déroule du 1er décembre 2016 au 30 avril 2017.

PBI

30 NOV. 2016



Elevage

Grâce au lin, les vaches rotent moins, et c'est important !

Une étude présentée mardi au salon de l'élevage EuroTier à Hanovre (Allemagne) indique que les vaches qui consomment du lin cuit rotent moins. L'intérêt ? Elles produisent alors plus de lait, et moins de méthane, l'un des principaux gaz à effet de serre.

Les vaches rotent moins, produisent moins de méthane - l'un des principaux gaz à effet de serre - et plus de lait, lorsqu'elles consomment du lin cuit porteur d'Omega 3, indique une étude scientifique européenne menée depuis trois ans, présentée mardi à Hanovre (Allemagne) au salon de l'élevage EuroTier.

« L'étude montre que l'on a pu réduire les rots et la production de méthane de 10 à 37% selon les pays en complétant les rations alimentaires des vaches laitières avec du lin cuit, surtout en hiver lorsque les animaux n'ont pas d'herbe fraîche disponible », a expliqué à l'AFP Béatrice Dupont, chef de projet Eco Methane au sein de l'entreprise de nutrition animale Valorex qui a présenté les résultats à Hanovre.

En France, l'étude a été menée depuis 2013 par l'Institut national de recherche agronomique (Inra), l'institut de l'élevage (Idel), la coopérative Terrena, l'entreprise Valorex et l'association Bleu Blanc Coeur dans 16 exploitations laitières disposant de 60 vaches en moyenne.

Des coopératives agricoles ont participé dans chacun des pays concernés par l'étude, Allemagne, Espagne, Pologne et Israël, réunissant quelque 75 exploitations laitières, de 200 vaches chacune en moyenne.

« Les pays où l'on observe la baisse la plus importante, sont ceux où les vaches consomment le moins d'herbe dans leur

ration alimentaire ordinaire, comme Israël, où le recul de la production de méthane s'élève à 37% avec le lin », indique Mme Dupont, jointe par téléphone.

En France, le recul s'est élevé à 15% par animal, en Espagne à 20%, en Pologne à 10% et en Allemagne à 25%. Les chiffres pour la Grande-Bretagne, la Suède et le Danemark n'étaient pas immédiatement disponibles, mais montraient un net recul aussi, selon Mme Dupont.

Plus cher, mais plus intéressant

La ration de lin est plus chère que le tourteau de soja communément donné aux vaches, mais le lin favorise aussi la digestion et la lactation, ce qui présente un intérêt économique et qualitatif pour l'éleveur.

« Le lin coûte entre 5 et 10% de plus qu'un aliment classique, mais il me permet aussi de gagner 2 à 3 litres de lait supplémentaires par jour et de réduire de 30% mes émissions de méthane », a précisé Remy Desbles, éleveur à Liffre, en Ile-et-Villaine, qui pratique ce type d'alimentation depuis plus de 20 ans.

L'alimentation bovine au lin rehausse aussi la qualité des viandes, en stockant les Omega 3, qui se répercutent sur l'alimentation humaine, comme l'a montré une autre étude scientifique, rendue publique la semaine dernière.

30 NOV. 2016

24 heures

le fait du jour

C'est en voiture que l'air est le plus pollué

l'essentiel

L'automobiliste est le plus exposé à la pollution de l'air lors de ses déplacements, selon une étude réalisée en 2015 par l'Oramip, qui a mesuré la pollution en fonction des divers modes de transport dans l'agglomération.

Vous vous croyiez bien tranquille dans votre voiture, à l'abri de la pollution atmosphérique ? Que nenni ! L'automobiliste reste l'usager des transports le plus exposé à la pollution, selon une étude réalisée par l'observatoire régional de l'air en Midi-Pyrénées, en partenariat avec la Région et Toulouse Métropole. L'Oramip, qui mesure et surveille la qualité de l'air dans la région (il va bientôt fusionner avec Air LR pour couvrir toute la région Occitanie) a effectué cette étude de février au printemps 2015, en équipant d'appareils de mesure l'habitacle de voitures, de rames de tram et de métro, de wagons de TER (trains régionaux) tandis que cyclistes et piétons étaient équipés de sacs à dos mesurant la qualité de l'air qu'ils respi-

raient. Une étude similaire a été effectuée en 2008 par l'Oramip, pionnier en la matière en France (depuis, Paris, Montpellier, Sochaux ou Orléans ont suivi). 15 000 mesures de dioxyde d'azote et de particules (PM10 et particules fines PUF) ont été effectuées au cours de 41 déplacements effectués (de 15 minutes à vélo à 68 minutes en voiture) sur les trajets domicile-travail les plus fréquentés aux heures de pointe du matin ou du soir. Derrière l'automobiliste (127 microg/m³ de NO₂), vient le pas-

Les voyageurs utilisant tram ou métro sont les moins exposés à la pollution de l'air.

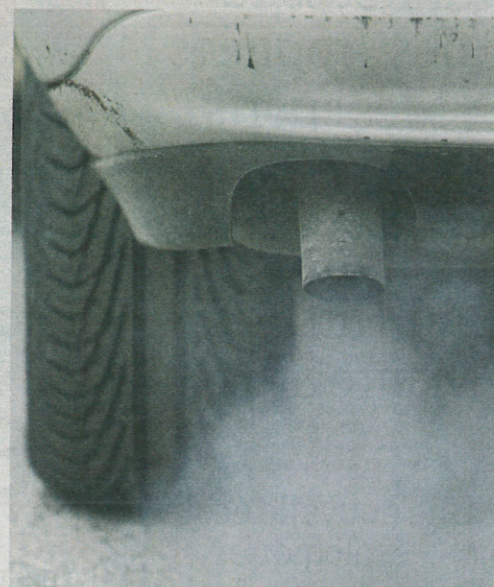
sager de bus (92 µg) (l'ouverture des portes fait rentrer l'air extérieur dans des bus souvent englués dans la circulation), le voyageur de TER (81 µg) (dont l'exposition est faible lorsque le TER est électrique, soit pour 54 % des trains, mais plus importante pour les motrices diesel). Cyclistes (87 µg) et piétons (59 µg) sont d'autant moins exposés qu'ils empruntent des trajets en centre-ville (où les automobiles sont désormais moins nombreuses) ou des pistes cyclables et itinéraires plus éloignés des flux de circulation.

Les usagers du tram (52 µg) et du métro (26 µg) sont les moins exposés aux polluants atmosphériques. Ces modes de transport, électriques, sont aussi les moins polluants. On note une baisse de la présence de particules dans le métro, qui reste toutefois le mode le plus exposé aux PM10 (117 µg, trois fois moins qu'en 2008), « baisse due à une meilleure ventilation », précise Marthe Marti, élue toulousaine représentant la Métropole et le

SMTc Tisséo à l'Oramip.

« Quand on sait que la pollution de l'air est le 3^e facteur de mortalité, après le tabac et l'alcool, on comprend l'importance de ces mesures », rappelle Thierry Suaud, vice-président de l'Oramip et élu régional qui évoque les pistes que sont, selon lui, la baisse de la vitesse sur le périphère l'encouragement au covoiturage afin d'améliorer la fluidité et diminuer les bouchons et la pollution.

Philippe Emery



Malgré la généralisation des filtres à particules, particules fines et pollution au NO₂ s'insinuent à l'intérieur des autos. /DDM, archives.

DIOXYDE D'AZOTE ET PARTICULES, DANGEREUX POUR LA SANTÉ

L'observatoire régional de l'air en Midi-Pyrénées a étudié la présence de dioxyde d'azote (NO₂) et de particules moyennes ou PM10 (diamètre inférieur à 10 microns) et de particules fines ou PUF (taille inférieure à 2,5 microns) dans l'air respiré par les usagers, à l'intérieur de l'habitacle d'une voiture, d'un bus, d'une rame de métro ou de trame, d'un wagon de train régional (TER) ou par un cycliste ou un piéton. Le dioxyde d'azote, combinaison d'azote et d'oxygène dans l'air, est émis par les véhicules et le chauffage, c'est un gaz irritant qui pénètre dans les plus fines ramifications des voies respiratoires. Lorsque sa concentration atteint le seuil réglementaire de 200 microgrammes par m³, il peut altérer la fonction respiratoire et provoquer crise d'asthme et hypersensibilité des bronches chez les enfants. Les particules en suspension dans l'air proviennent surtout de la combustion (bois, charbon, pétrole), du transport routier et de l'industrie. Ces poussières pénètrent plus ou moins profondément dans les bronches, et d'autant plus que leur taille est réduite. Certaines ont des propriétés mutagènes ou cancérogènes.

repères

608 000

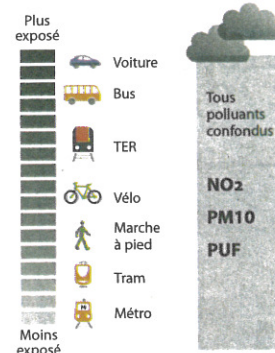
DÉPLACEMENTS > par jour.

On réalise chaque jour 608 000 déplacements dans l'agglomération toulousaine, dont les trois-quarts en voiture et la moitié pendant les heures de pointe du matin et du soir.

« La pollution de l'air est le troisième facteur de mortalité après le tabac et l'alcool ».

Thierry Suau, vice-président de l'Oramip et conseiller régional Occitanie.

Qui sont les usagers les plus exposés (en 2015) à la pollution ?



L'automobiliste reste le plus exposé à la pollution. Les usagers du tram et du métro sont les moins exposés

Sources : Atmo Midi-Pyrénées ORAMIP, CITEPA, TISSEO 2013, Act'Air-3.2)

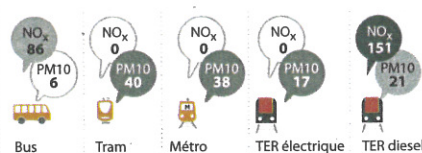
Qui sont les usagers qui polluent le plus ?

SEUL DANS UNE AUTOMOBILE, MON IMPACT EST IMPORTANT



Calcul basé sur la composition moyenne du parc routier en 2015

EN TRANSPORT EN COMMUN, MON IMPACT INDIVIDUEL EST RÉDUIT



Calcul basé sur la composition du parc

EN VÉLO OU À PIED JE N'ÉMET PAS DE POLLUANTS !



Interview

« TOUT CE QUI FLUIDIFIE LA CIRCULATION AMÉLIORE L'AIR »

Comment avez-vous effectué cette étude ? Cette étude a été effectuée en partenariat avec la Région et Toulouse Métropole, de février au printemps 2015. Nos appareils de mesure ont été installés, à température constante de 20°, dans des voitures, rames de tram et métro, TER ou, dans des sacs à dos portés par des cyclistes et piétons. Un triporteur électrique a aussi été utilisé. 41 déplacements ont été effectués sur les trajets domicile-travail les plus fréquentés de l'agglomération, selon l'étude Déplacements du SMTC de 2013. Et ceci pendant les heures de pointe du matin et du soir, soit durant les périodes noires de la journée. Un déplacement sur deux se fait durant cette période, dans l'agglomération. Les plus courts (15 minutes) ont été effectués à vélo. Les plus longs (68 minutes) en voiture. Les piétons se sont déplacés en centre-ville de Toulouse, les cyclistes un peu plus en périphérie, jusqu'à la zone Airbus, les voitures et les usagers de TER effectuant les trajets les plus longs. 15 000 mesures de dioxyde d'azote et particules (PM10 et particules fines PUF) ont été effectuées. Nous avons déjà réalisé une étude en 2008, mais sans le tram (qui n'existait pas) ni le TER.



Dominique Tilak, directrice Atmo-Midi-Pyrénées Oramip.

Qu'est-ce qui en ressort principalement ? On a relevé une corrélation quasi parfaite entre taux de NO2 et particules fines. L'automobiliste reste le plus exposé à la pollution de l'air, dans son habitacle et pris au milieu des bouchons, et les usagers des transports en commun les moins exposés. On relève par rapport à 2008 une baisse notable de la présence de particules dans le métro, sans doute grâce à une meilleure ventilation. Comment réduire le niveau d'exposition à la pollution ? Nous avons mesuré les trajets de cyclistes et piétons entre Saint-Michel et Compans, par l'hypercentre ou par les boulevards. Le niveau d'exposition est bien moindre par l'hypercentre, de 35 à 45 % de NO2 en moins, et de 45 à 55 % de PM10 en moins. Nous avons aussi effectué des mesures entre Capitole et Bonnefoy, à vélo. La concentration en polluants est basse entre Capitole et boulevard Lascrosses, puis remonte entre Lascrosses et le faubourg Bonnefoy pour redescendre ensuite dans le quartier périphérique. Il y a une parfaite corrélation entre taux de polluants et niveau d'embouteillage. Quand on fait du sport (jogging, vélo), il vaut mieux éviter les boulevards, les berges du canal et surtout les heures de pointe. Tout ce qui fluidifie la circulation (covoiturage, transport en commun...) améliore la qualité de l'air.

Recueilli par Ph. E.

LE DIESEL EST DE LOIN LE PLUS POLLUANT

Les quantités de polluants atmosphériques émis lorsqu'un voyageur parcourt un kilomètre ont été évaluées pour chaque mode de transport. L'étude de l'Oramip compare le niveau de polluants émis lorsque nous nous déplaçons, selon le mode de transport utilisé, par voyageur transporté, dans les conditions de l'étude, c'est-à-dire aux heures de pointe et sur les types de déplacements domicile-travail les plus fréquentés. Le voyageur en véhicule individuel diesel est le plus émetteur, que ce soit pour le dioxyde d'azote ou pour les particules PM10. Les transports en commun sont moins émetteurs de polluants de l'air, bien que la situation soit inégale selon les types de transport et selon les polluants considérés. Le cycliste et le piéton sont les plus civilisés, n'émettant aucune pollution. Ainsi, on constate sur notre graphique (ci-dessus) qu'une voiture diesel émet, par voyageur et par km, presque dix fois plus d'oxyde d'azote qu'un automobiliste utilisant une voiture essence et même plus de cent fois plus qu'un conducteur utilisant une automobile hybride (essence et électrique). L'automobiliste en diesel émet l'équivalent en oxyde d'azote qu'un bus transportant huit personnes. Les usagers des transports en commun à mode électrique : tram, métro, train régional TER n'émettent pas d'oxyde d'azote dans l'air mais ils rejettent quelques particules en suspension, surtout des résidus de freins. Des particules et poussières toutefois en nombre globalement inférieur aux PM10 émises par une

automobile, rapporté à un passager transporté. Une légère amélioration du niveau de particules PM10 émises a été relevée par l'Oramip, par rapport à l'étude précédente réalisée en 2008, sans doute due à la généralisation des filtres à particules dans les pots catalytiques des moteurs diesel. Mais on suspecte ces dispositifs de favoriser la production des poussières les plus fines du moins de n'avoir aucun effet sur ces particules qui sont en outre les plus dangereuses. Il résulte de ce comparatif que seul dans une automobile, l'impact sur l'environnement reste le plus important, tandis qu'en transport en commun l'impact individuel est réduit et qu'il est nul lorsqu'on circule selon un mode de transport dit « doux », c'est-à-dire à vélo ou à pied. Ph. E.

automobile, rapporté à un passager transporté. Une légère amélioration du niveau de particules PM10 émises a été relevée par l'Oramip, par rapport à l'étude précédente réalisée en 2008, sans doute due à la généralisation des filtres à particules dans les pots catalytiques des moteurs diesel. Mais on suspecte ces dispositifs de favoriser la production des poussières les plus fines du moins de n'avoir aucun effet sur ces particules qui sont en outre les plus dangereuses. Il résulte de ce comparatif que seul dans une automobile, l'impact sur l'environnement reste le plus important, tandis qu'en transport en commun l'impact individuel est réduit et qu'il est nul lorsqu'on circule selon un mode de transport dit « doux », c'est-à-dire à vélo ou à pied. Ph. E.

Aujourd'hui en France

30 NOV. 2016

FAIT DU JOUR

Permis de rouler

L'écologie est une affaire de conscience collective et de pratiques individuelles. La bonne nouvelle, c'est qu'on progresse. Il y a quelque chose de satisfaisant, par exemple, de voir qu'à Paris il n'y a pratiquement plus que les fourrieristes à sillonner les rues à tombeau ouvert à bord de dépanneuses 4 x 4, hors d'âge et pétaradantes. Personne donc ne contestera l'urgence de réduire la pollution automobile. La vignette est sans doute une bonne idée. On attend maintenant de savoir ce qui est proposé (en parkings, par exemple) à tous ces automobilistes qui n'ont pas d'autres choix que la voiture pour se rendre en ville.

L'ÉDITO DE JEAN-MARIE MONTALI
jeanmariemontali@parisien.fr

ET VOUS, VOUS L'AVEZ VOTRE VIGNETTE ?

POLLUTION La mairie de Paris a détaillé hier son dispositif de restriction de circulation applicable en janvier. Grenoble se lance aussi et d'autres villes y réfléchissent.



PAR JULIEN DUFFÉ ET FRÉDÉRIC MOUCHON

VOILÀ UN PIC de pollution qui ne pouvait pas mieux tomber. Alors qu'une alerte aux particules fines est annoncée aujourd'hui à Paris, 800 affiches seront collées dans les prochains jours pour inciter Parisiens et banlieusards à acheter leur certificat de qualité de l'air. Cette vignette de couleur, classant les véhicules selon leur niveau de pollution, sera désormais votre laissez-passer si vous circulez intramuros. La mairie ayant décidé de bouter hors de ses murs les moteurs les plus nocifs, la préfecture de police fera la chasse aux vieux tacots dès la mi-janvier. Dans sa ligne de mire : les voitures de plus de 20 ans qu'Anne Hidalgo ne veut plus voir circuler. Depuis le 1^{er} juillet, 120 000 de ces vignettes Crit'Air ont

38 000

des 600 000 véhicules qui circulent dans Paris chaque jour sont trop anciens pour bénéficier d'une vignette, selon la Ville...

été vendues en France. D'ores et déjà, 45 000 Franciliens, dont 10 000 Parisiens, l'ont apposée sur leur pare-brise. « Il y a aujourd'hui 6 500 décès prématurés dus à la pollution de l'air à l'échelle du Grand Paris et il y a donc urgence à agir, plaide l'adjoint aux transports à la mairie de Paris, Christophe Najdovski. Nous assumons de dire qu'en semaine et en journée on peut se passer d'un véhicule polluant à Paris. »

DES ARTISANS INQUIETS

Selon les chiffres de la mairie, 600 000 véhicules roulent dans la capitale chaque jour, dont près de 38 000 sont trop anciens pour bénéficier d'une vignette. Mais 40 Millions d'automobilistes fait un autre calcul, basé sur le nombre de voitures franciliennes immatriculées avant le 1^{er} janvier 1997. « A terme, plus de 500 000 véhicules seront frappés d'interdiction et le préjudice pour leurs usagers est estimé à plus d'un milliard d'euros », s'étrangle le prési-

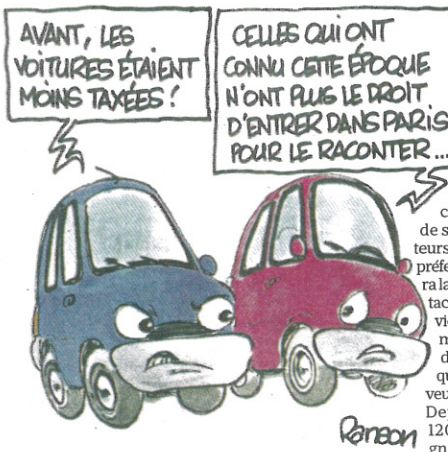
dent de l'association, Daniel Quéro.

A la Confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment (Capeb), on s'inquiète aussi des conséquences de ces restrictions. « Remplacer nos véhicules ne pourra pas se faire du jour au lendemain, d'autant qu'il n'existe pas aujourd'hui de fourgons électriques correspondant à nos besoins, souligne le président de la Capeb du Grand Paris, Antony Hadjipanayotou. Si la mairie continue à vouloir nous fermer la porte au nez, les Parisiens se débrouilleront tout seuls avec leurs travaux et leurs dépannages. »

Le ministère de l'Écologie défend bec et ongles le principe des zones de

circulation restreinte étrenné par Grenoble et Paris. Les conseillers de Ségolène Royal mettent en avant le coût de la pollution de l'air : 100 Mds€ par an. Son impact sur la santé ensuite : « Près de la moitié des Français respirent un air dont les teneurs en polluants dépassent les normes. »

Ce processus déborde largement le cas de Paris, souligne Guilhem Isaac Georges, conseiller qualité de l'air auprès de la ministre de l'Écologie. Saint-Étienne, Dijon, Strasbourg, Bordeaux, Rouen et la métropole du Grand Lyon ont tous lancé des études pour limiter les voitures dans leur centre-ville. »



Londres, précurseur du péage urbain

BRUXELLES y réfléchit. La capitale danoise, Copenhague, aussi. En Europe, plusieurs grandes villes ont déjà banni ou veulent limiter les voitures dans les centres avec les mêmes arguments : lutter contre les embouteillages, diminuer la pollution et promouvoir les circulations douces (vélo, voies fluviales...). En 2005, Londres a été la première à franchir le pas en instaurant un péage urbain très dissuasif : tout automobiliste qui souhaite circuler dans la zone payante de 7 heures à 18 heures, du lundi au vendredi, doit

s'acquitter de la congestion charge, un péage de 11,50 £ (13,50 €) par jour. Cette zone est identifiée par un marquage au sol d'un C blanc dans un rond rouge ; des caméras enregistrent les plaques d'immatriculation des voitures roulant sans avoir payé le péage. Tout aussi dissuasive, depuis janvier 2015, la capitale espagnole, Madrid, inflige une amende de 90 € aux automobilistes qui circulent dans le centre sans y vivre ou qui ne disposent pas d'une place dans l'un des 13 parkings officiels. SÉVERINE CAZES

« On peut éviter une centaine de décès par an à Paris »

LA SPÉCIALISTE du réseau de surveillance de la qualité de l'air, Airparif, estime que la vignette pourrait contribuer à sauver des vies. Le niveau de pollution est-il vraiment préoccupant à Paris ? **KARINE LÉGER**. Depuis quinze ans, on constate une diminution du trafic et de la pollution dans la capitale, notamment grâce à des règles plus strictes dans l'industrie et le chauffage. Les moteurs se sont aussi nettement améliorés. Mais la pollution chronique continue d'être très problématique : 1,5 million de Franciliens, dont un Parisien sur

deux, sont exposés à des niveaux ne respectant pas la réglementation. Pour les seuls dioxydes d'azote (NO₂), majoritairement liés au trafic automobile, on est deux fois au-dessus des normes quand on vit près du trafic alors qu'on ne devrait pas dépasser 40 µg/m³ de NO₂, le niveau peut atteindre 100 µg le long du périphérique. Quelles sont les conséquences ? Les polluants les plus problématiques (NO₂, particules fines, ozone) ont des effets cardiovasculaires et respiratoires. D'après une enquête du programme Air

pur pour l'Europe, 42 000 décès sont en relation avec une exposition chronique aux particules fines en France, soit une perte moyenne d'espérance de vie de plus de huit mois. Si l'on réduisait de seulement 5 µg/m³ l'exposition moyenne annuelle des Parisiens, cela permettrait d'éviter une centaine de décès chaque année. Instaurer des vignettes en fonction du niveau de pollution de la voiture fera-t-il baisser la pollution ? Une seule mesure ne suffira pas. Mais cette solution est adoptée partout dans le monde. Environ 200 villes en Europe

limitent déjà le trafic des véhicules les plus anciens et ont instauré des zones de basses émissions. A Berlin, cela s'est traduit par une baisse de 5 µg/m³ des rejets de particules. Certaines mégapoles vont encore plus loin. A Pékin, où la pollution est dix à cent fois supérieure à Paris, les diesels des particuliers sont désormais interdits. La qualité de l'air est devenue un enjeu. A cause de la pollution dans la capitale chinoise, certains expatriés ne veulent plus aller y travailler avec leur famille. PROPOS RECUEILLIS PAR F.M.



Karine Léger
PORTE-PAROLE
D'AIRPARIF

Aujourd'hui en France

30 NOV. 2016

www.leparisien.fr

FAIT DU JOUR

Comment ça marche à Paris ?

	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4	Niveau 5	Electrique
DATE DE PREMIÈRE IMMATRICULATION						
VOITURES	Essence à partir du 01/01/2011	Essence entre le 01/01/2006 et le 31/12/2010	Essence entre le 01/01/1997 et le 31/12/2005	Pas de voitures essence concernées		Tous les véhicules électriques et hydrogènes
	Diesel Aucun véhicule ne pourra obtenir la catégorie 1	Diesel à partir du 01/01/2011	Diesel entre le 01/01/2006 et le 31/12/2010	Diesel entre le 01/01/2001 et le 31/12/2005	Diesel entre le 01/01/1997 et le 31/12/2000	
DEUX-ROUES	Plus de 50 cm ³ à partir du 01/01/2017	Plus de 50 cm ³ entre le 01/01/2007 et le 31/12/2016	Tous les deux-roues entre le 01/07/2004 et le 31/12/2006	Tous les deux-roues entre le 01/06/2000 et le 30/06/2004	Pas de deux-roues concernés	
	50 cm ³ et moins à partir du 01/01/2018	50 cm ³ et moins entre le 01/01/2007 et le 31/12/2017				

- Déjà interdits** : véhicules légers antérieurs au 31 décembre 1996 et deux-roues motorisés antérieurs au 31 mai 2000, déjà interdits de circulation du lundi au vendredi de 8 h à 20 h (pas de vignettes).
- Exemptés** : véhicules prioritaires (police, pompiers, ambulances...), transportant des handicapés, de déménagement, frigorifiques et camions-citernes, d'approvisionnement des marchés parisiens et véhicules de collection.

Où obtenir la vignette

Uniquement en ligne, sur Certificat-air.gouv.fr
Certificat fabriqué sur demande, en rentrant son numéro d'immatriculation, puis expédié au domicile.

Prix unique
4,18 € par certificat

Les dates clés

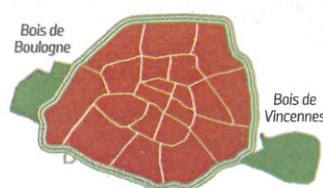
A partir du 16 janvier 2017, les vignettes sont conseillées. En effet, un véhicule sans vignette aura plus de risques de se faire contrôler.
Au 1^{er} juillet 2017, restriction de circulation pour les véhicules de vignette 5, de 8 h à 20 h, du lundi au vendredi.

Contravention

En cas d'infraction : **68 €** pour les voitures et les deux-roues, **135 €** pour les poids lourds.

Zone de restriction

Tout Paris intra-muros est concerné. Pas le périphérique ni les bois.



A Grenoble, 3 tickets de bus en cadeau

DE NOTRE CORRESPONDANT
SERGE PUEYO
À GRENOBLE (ISÈRE)

SI LES PARISIENS semblent avoir zappé l'entrée en vigueur de la vignette, les Grenoblois font figure de bons élèves. La ville-préfecture de l'Isère ainsi que 48 communes de l'agglomération ont lancé le dispositif le 1^{er} novembre à titre expérimental. « A la mi-novembre, on avait déjà enregistré en Isère 20 000 commandes de certificats de qualité de l'air sur la plateforme dédiée à ce dispositif. Par rapport à Paris (NDLR : 10 000 vignettes achetées), c'est un bon chiffre qui correspond environ à 10 % de l'objectif final que nous visons », explique Yann Mongaburu, le vice-président chargé des déplacements à la Métro (surnom de la communauté d'agglomération Grenoble-Alpes Métropole).

Pour booster les ventes de ces vignettes, le Syndicat mixte des transports en commun (SMTC) a lancé une opération originale : « Avant le 1^{er} janvier, date de l'entrée en vigueur du dispositif de restriction de cir-

culatation en cas de pic de pollution, nous offrons, sur présentation de la facture d'achat du certificat de qualité de l'air, trois tickets de transport en commun, bus ou tram. Soit l'équivalent de 4,50 €. Ce qui devrait inciter les automobilistes à acheter leur vignette ».

UNE RESTRICTION DE CIRCULATION MISE EN PLACE 3 OU 4 JOURS PAR AN

Hier, les automobilistes étaient nombreux à venir retirer leurs tickets dans une agence du centre. « C'est vrai que cette opération m'a incitée à acheter ma vignette rapidement pour profiter de l'offre. Et surtout, cela m'évitera d'avoir un PV », confie Christelle, une habitante de Seyssinet, ville de la Métro. L'amende variera de 22 à 35 € pour absence de vignette lorsque le dispositif sera effectif, dès l'année prochaine.

A Grenoble, il sera déclenché après cinq jours de pic de pollution. On estime que 8 % des véhicules ne pourront plus entrer dans l'agglomération. Une mesure qui devrait être effective trois ou quatre jours par an dans cette cuvette coincée entre plusieurs massifs montagneux.

Vers la fin de la circulation alternée

BANLIEUSARDS, PROVINCIAUX et bien sûr Parisiens : véhicules légers, scooters ou poids lourds : le 16 janvier, officiellement, tout le monde devra afficher la couleur sous forme d'une vignette ronde pour rouler dans la capitale, déclarée zone à circulation restreinte (ZCR). Mais paradoxalement, dans un premier temps, seuls les vieux véhicules d'avant 1997 (pour lesquels il n'existe pas de vignette) seront passibles d'une amende en cas de contrôle, du lundi au vendredi de 8 heures à 20 heures. Au 1^{er} juillet, les voitures porteuses de la vignette 5 (immatriculées

avant 2001) deviendront à leur tour indésirables. Et ainsi de suite chaque année jusqu'à 2020, date à laquelle Paris s'est promis d'éradiquer le diesel. Les pastilles signent aussi la fin de la circulation alternée (en fonction des plaques paires ou impaires) en cas de pic de pollution. Lorsque l'Île-de-France suffoquera, la circulation ne sera autorisée qu'à certaines catégories de vignette. Lesquelles ? Mystère pour l'instant. « On attend encore un arrêté interprétatif pour en définir les modalités », souligne le maire adjoint aux transports de Paris. **LD.**

VOIX EXPRESS



Jocelyne Boucharinc
53 ans, assistante de service
BONDOUES (59)



Benoît Caron
32 ans, ingénieur
LOGNES (77)



Sylvie Carrière
55 ans, employée
PARIS (XX^e)



Saïd Fakri
30 ans, mécanicien
PARIS (XX^e)



Nelly Houbre
57 ans, employée municipale
PARIS (XX^e)

ÊTES-VOUS FAVORABLE AU PRINCIPE DES VIGNETTES ?

PROPOS RECUEILLIS PAR
HALIM BOUAKKAZ

C'est de l'arnaque ! J'en avais entendu parler mais je ne savais pas que ce serait mis en place si vite. J'ai du mal à comprendre ce système, d'autant que c'est décidé par la mairie de Paris mais que cela va surtout impacter les banlieusards. Développer et inciter à utiliser l'énergie électrique, comme cela se fait à la RATP, serait préférable.

Oui mais il faudrait une compensation pour les frais que cela va entraîner. Je comprends qu'on veuille réduire la circulation et assainir l'atmosphère. Dans ce cas, il doit y avoir une offre supplémentaire de transports en commun, ou alors mettre en place des réductions. Cela rendrait les choses plus équilibrées pour tout le monde.

Pourquoi pas mais si c'est moralement réfléchi ! Dans plusieurs villes espagnoles, comme Séville, des mesures de restrictions ont été prises mais, en contrepartie, il y a des parkings à l'entrée de la ville et des transports en nombre. La ville a donc gardé son charme sans que personne soit pris en otage et se retrouve serré dans les bus ou les tramways.

Non, c'est abuser. Je comprends qu'il soit important de lutter contre la pollution mais ajouter ce que je considère comme une taxe n'est pas la solution. Dans mon métier, la première préoccupation des clients concerne le coût de leur véhicule. Avec le prix de l'essence, qui est plus élevé à Paris, cela commence à faire beaucoup.

Non. Il y a d'autres choses à régler pour diminuer la pollution. Cette mesure est injuste. Ce qui me laisse perplexe, ce sont les décisions prises jusqu'ici : la fermeture des voies sur berges a-t-elle fait baisser la pollution ? Je crois que c'est l'inverse. Cette vignette ne va sans doute pas régler grand-chose. Et il y en a assez de dire que la voiture est la seule source de pollution.

LA DÉPÊCHE

NORD-EST

DU MIDI

SAINT-JEAN

Valorisation du titre de Maître artisan

• page 27

30 NOV. 2016

SAINT-JEAN

Serge Crabié : « Nous voulons valoriser le titre de Maître artisan »

« Avec la nouvelle chambre issue de la fusion des CRMA (Chambres régionales des métiers et de l'artisanat) des anciennes régions, nous sommes maintenant à la tête d'une structure qui représente plus de 130 000 entreprises artisanales », constate Serge Crabié, Maître artisan carreleur dans le Lot, qui vient d'être élu pour 5 ans à la présidence de la CRMA de la région Occitanie, dont un des sites est implanté chemin Verdale à Saint-Jean. Le scrutin intégrait 81 votants qui ont désigné Serge Crabié par 71 voix.

Les axes fixés par le président pour sa mandature consistent en « cinq ambitions » : « Nous allons rénover notre offre de services pour développer les entreprises artisanales », prévient-



Serge Crabié./Photo DDM, Emmanuel Vaksmann

il. Autres prétentions : améliorer la performance et promouvoir les qualifications professionnelles, développer la coopération entre les chambres du réseau, valoriser les collabora-

teurs, créer une gouvernance renforçant la confiance, la solidarité et la transparence... Et Serge Crabié aura fort à faire pour orchestrer cette nouvelle organisation. « Nous avons

aussi pour objectif de valoriser le titre de Maître artisan, annonce-t-il. La chambre régionale devra donc mettre l'accent sur la formation. De plus, nous allons développer une collaboration plus forte entre les chambres départementales et leur donner la possibilité de piloter des projets. Je suis très attaché à l'autonomie des chambres départementales. Car, pour les 13 départements, la proximité avec le territoire est essentielle ».

La région Occitanie comptait 137 629 entreprises au 1er janvier 2016, dont 26 000 en Haute-Garonne, soit une augmentation de 2,6 % en un an, ce qui représente 3 590 nouvelles entreprises. Avec 238 entreprises pour 10 000 habitants, l'artisanat est un des principaux acteurs de l'économie de la région.

3 0 NOV. 2016

SAINT-JEAN

Les Petits Débrouillards

Des expériences pour comprendre en s'amusant



Alex et ses hélices

Durant quelques jours la semaine dernière, le **Quai des Savoirs**, centre de diffusion et de partage de la culture scientifique, technique et industrielle, s'est délocalisé à Saint-Jean avec différentes animations pour tous publics : un apéritif débat sur le climat, des animations dans les écoles et sur la place du marché, et, mercredi après-midi, la visite de Gaston le Fourgon et des Petits Débrouillards spécialement pour les enfants des centres de loisir. C'est ainsi que les plus petits ont pu se rendre à l'Espace Palumbo (une

alerte météo ayant convaincu Gaston de rester à l'abri) pour faire toutes sortes d'expériences et de découvertes. A quoi sert l'eau ? D'où vient-elle ? Les réserves de la planète sont-elles infinies ? Comment faire tourner une hélice ? En la poussant du doigt, en soufflant dessus, en utilisant la force de l'eau... Mathilde et Alex, les animateurs des Petits Débrouillards, ont réussi tout au long de l'après-midi à capter l'attention des enfants et à les amuser grâce à des expériences simples et instructives. Une belle réussite !

FG31



Jeux d'eau avec Mathilde



Expériences sur le terrain

30 NOV. 2016

Bourse aux Jouets du Centre Social

Des jouets, des jouets, encore des jouets !



Travail dans la bonne humeur pour Véronique, Angélique, Sylvie et Fred

Le week-end dernier, on a parlé jouets, mangé jouets, et sans doute aussi dormi jouets, au Centre Social ! Durant trois jours en effet, le Centre Social, aidé du Service Jeunesse Famille qui lui est rattaché depuis peu, s'est mobilisé pour la Bourse aux Jouets : dépôt des jouets les jeudi et vendredi, tri, fixation des prix, étiquetage, remise d'un reçu à chaque déposant, vente le samedi, suivie de la restitution des invendus... il n'y a guère eu de

temps mort durant ces trois jours. Pour faire patienter les personnes venues déposer des jouets, on avait même prévu un coin café viennoiseries qui fut très apprécié. Tous ces efforts ont été récompensés par le beau succès de l'opération qui a sans aucun doute fait des heureux, d'autant que les invendus non récupérés par leurs propriétaires ont ensuite été remis à des associations caritatives de la commune.

FG31

Centre social

Séniors : une journée pour rafraîchir ses connaissances du code de la route

Mercredi 7 décembre de 9h30 à 16h 30, le Centre Social propose aux séniors une journée pour rafraîchir leurs connaissances du code de la route. Animée par AGIR (Association Générale des Intervenants retraités), cette journée, placée sous le signe de la détente et de la bonne humeur, se déroulera à la Maison de l'Enfance et de la Famille (1 avenue Lapeyrière). Le repas de midi sera partagé entre les participants, chacun peut apporter un petit quelque chose ! La participation est gratuite mais il est indispensable de s'ins-



Conduire, oui, mais en toute sécurité!

crire à l'avance en appelant le Centre Social au 05 61 37 88 31 ou 05 34 33 29 12.

FG31